

**MINISTERE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES**

\_\_\_\_\_  
**SECRETARIAT GENERAL**  
\_\_\_\_\_

**REPUBLIQUE DU MALI**  
**Un Peuple - Un But - Une Foi**  
\_\_\_\_\_

**RAPPORT SUR LA SITUATION D'EXÉCUTION PROVISoire  
DU BUDGET D'ÉTAT AU 30 JUIN 2019**

Septembre 2019.

## LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

<b>ABG</b>	Appui Budgétaire Général
<b>ABS</b>	Appui Budgétaire Sectoriel
<b>ACI</b>	Agence de Cessions Immobilières
<b>AE</b>	Autorisation d'Engagement
<b>AFD</b>	Agence Française de Développement
<b>APTM</b>	Agence pour la Promotion Touristique au Mali
<b>BAD</b>	Banque Africaine de Développement
<b>BMI</b>	Brigades Mobiles d'Intervention
<b>BSI</b>	Budget Spécial d'Investissement
<b>CMDT</b>	Compagnie Malienne de Développement du Textile
<b>CP</b>	Crédit de Paiement
<b>DGB</b>	Direction Générale du Budget
<b>DGD</b>	Direction Générale des Douanes
<b>DGI</b>	Direction Générale des Impôts
<b>DND</b>	Direction Nationale des Domaines
<b>DNPD</b>	Direction Nationale de la Planification du Développement
<b>DNTCP</b>	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
<b>EDM</b>	Energie Du Mali
<b>EMACI</b>	Entrepôts du Mali en Côte d'Ivoire
<b>EMAGUA</b>	Entrepôts du Mali au Ghana
<b>EMAGUI</b>	Entrepôts du Mali en Guinée
<b>EMATO</b>	Entrepôts du Mali au Togo
<b>FAFE</b>	Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et l'Epanouissement de l'Enfant
<b>FAFPA</b>	Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage
<b>FAPFo</b>	Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts
<b>FAPFa</b>	Fonds d'Aménagement et de Protection de la Faune
<b>FAPRP</b>	Fonds d'Appui pour la Promotion de la Recherche Pétrolière
<b>FDD</b>	Fonds de Développement Durable
<b>FNAA</b>	Fonds National d'Appui à l'Agriculture
<b>FNDS</b>	Fonds National pour le Développement de la Statistique
<b>LOPM</b>	Loi d'Orientation et de Programmation Militaire
<b>MEF</b>	Ministère de l'Economie et des Finances
<b>N-SUKALA</b>	Nouveau Complexe Sucrier du Kala Supérieur
<b>OMH</b>	Office Malien de l'Habitat
<b>PDRM</b>	Programme de Développement des Ressources Minérales
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>PPTE</b>	Pays Pauvres Très Endettés
<b>SA</b>	Société Anonyme
<b>SOMILO</b>	Société des Mines d'Or de Loulo
<b>SOGEM</b>	Société de Gestion de l'Energie de Manantali
<b>SOTELMA</b>	Société des Télécommunications du Mali
<b>TAV</b>	Taxe Ad Valorem
<b>TCI</b>	Taxe Conjoncturelle à l'Importation
<b>TDP</b>	Taxe Dégressive de Protection
<b>TIPP</b>	Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers
<b>TTC</b>	Toutes Taxes Comprises
<b>TVA</b>	Taxe sur la Valeur Ajoutée
<b>UEMOA</b>	Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine

## I. INTRODUCTION

### **Contexte macroéconomique<sup>1</sup>**

La préparation du présent rapport s'effectue dans un contexte marqué, au niveau international, par l'essoufflement progressif de la croissance économique mondiale depuis le deuxième semestre de 2018, après une accélération généralisée de la croissance cyclique durant deux ans. Ainsi, de 3,8% en 2017, le taux de croissance a fléchi à 3,6% en 2018 et devrait encore ralentir en 2019 à 3,2%.

Cette perte de vitesse se justifie, entre autres, par : ((i) l'escalade des tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis, (ii) l'incertitude persistante liée au *Brexit*, (iii) la montée des tensions géopolitiques et (iv) l'accumulation de facteurs de vulnérabilité financières.

Dans les pays avancés, la croissance devrait ralentir de 2,2% en 2018, à 1,9% en 2019. Ce repli est en partie imputable aux effets négatifs attendus des hausses des droits de douanes en 2018 et à l'amointrissement des effets de la relance budgétaire d'envergure aux Etats-Unis. Dans ce groupe de pays, le ralentissement de la croissance mondiale et le recul de l'inflation hors alimentation et énergie ont ravivé les tensions désinflationnistes. Ainsi, les prix à la consommation devraient passer de 2,0% en 2018 à 1,6% en 2019.

Dans les pays émergents et en développement, l'activité économique devrait ralentir en 2019 (4,1 % contre 4,5% en 2018). Ce ralentissement ne se fera pas ressentir en Afrique subsaharienne où l'expansion se poursuivra à un rythme progressif, avec des taux de croissance estimés à 3,1% en 2018 et 3,4% en 2019. Les prix à la consommation devraient y demeurer stables à 4,8%.

Dans la zone UEMOA, le taux de croissance est projeté à 6,6%, en hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2018. Quant au niveau général des prix à la consommation, il devrait augmenter et s'établir à 1,8% contre 1,0% en 2018.

Au niveau national, les perspectives macroéconomiques s'annoncent plutôt favorables en 2019. Le taux de croissance, projeté à 5,0%, est en hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2018. La variation des prix à la consommation devrait, quant à elle, enregistrer une baisse, passant de 1,7% en 2018 à 0,4% en 2019.

### **Situation des finances publiques**

En vue de surmonter les difficultés rencontrées en 2018 en matière de mobilisation de recettes et de remettre les finances publiques sur une trajectoire viable, des mesures de politiques budgétaires soutenables, visant à maintenir le solde global proche de l'équilibre, ont été programmées en 2019, dans la loi de finances initiale, puis dans le projet de loi de finances rectificative.

En effet, le dépôt sur le bureau de l'Assemblée nationale d'un projet de collectif budgétaire, vise à prendre en charge l'impact de nouvelles mesures budgétaires sur les grandes lignes de l'équilibre budgétaire et financier, en vue de ne pas les détériorer.

---

<sup>1</sup>Source : Perspectives de l'économie mondiale, avril 2019, Fonds Monétaire International.

Ainsi, le projet de loi de finances rectificative prévoit :

- un déficit global révisé (base ordonnancement dons inclus) de **- 2,5%**, contre **-3,0%** dans la loi de finances initiale ;
- un taux de pression fiscale révisé de **15,0%**, contre **15,6%** dans la loi de finances initiale ;
- un ratio de dépenses totales et prêts nets de **22,6%** du PIB, contre **22,7%** dans la loi de finances initiale.

En termes de priorités, les choix d'allocation budgétaire demeurent adossés aux axes du Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD 2019-2023).

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi n°2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux lois de finances, le projet de loi de finances rectificative de 2019 permettra de régulariser l'encaissement de ressources additionnelles d'un montant de **12,135 milliards de FCFA** au titre de l'exercice budgétaire 2019, autorisé par le Décret n°2019-0049/P-RM du 07 février 2019.

Concernant la situation d'exécution des prévisions budgétaires rectifiées, la situation provisoire au 30 juin 2019, fait ressortir un niveau de réalisation de ressources de **39,35%** par rapport à l'objectif annuel brut révisé, qui s'élèvent à **2 414,337 milliards de FCFA**, contre **2 401,455 milliards de FCFA** dans la loi de finances initiale, soit une légère augmentation de **0,54%**, imputable à l'augmentation des prévisions de recettes budgétaires. Ce taux d'exécution correspond à des ressources mobilisées d'un montant de **950,039 milliards de FCFA**, dont **869,372 milliards de FCFA** de recettes budgétaires et **80,667 milliards de FCFA** de ressources de trésorerie.

Quant aux charges, elles ont été exécutées à hauteur de **32,35%** par rapport aux prévisions annuelles révisées qui se chiffrent à **2 736,540 milliards de FCFA**, soit un montant cumulé de paiement de **885,265 milliards de FCFA**. Sur ce montant, **717,757 milliards de FCFA** représentent des dépenses budgétaires (dont **20,60%** de dépenses en capital) et, **167,508 milliards de FCFA** de charges de trésorerie.

Ces charges sont réparties entre cent quarante-cinq (145) programmes, trois cent trente (330) actions, quatre cents cinquante-huit (458) objectifs et mille cent huit (1108) indicateurs.

## II. MOBILISATION DES RESSOURCES DE L'ETAT

Les ressources inscrites au budget d'Etat sont constituées des recettes budgétaires et des ressources de trésorerie. La situation de leur recouvrement au 30 juin 2019 se présente comme suit :

Tableau 1. Situation de recouvrement des ressources de l'Etat.

	Objectif annuel révisé 2019 (en milliards de FCFA)			Réalizations au 30 juin 2019 (en milliards de FCFA)			Taux de réalisation/objectif annuel en %		
	Recettes budgétaires (1)	Ressources de trésorerie (2)	Total (3) = (1) + (2)	Recettes budgétaires (4)	Ressources de trésorerie (5)	Total (6) = (4) + (5)	Recettes budgétaires (7) = [(4) / (1)] *100	Ressources de trésorerie (8) = [(5) / (2)] *100	Total (9) = [(6) / (3)] *100
<b>Ressources réalisées par les services d'assiette et de recouvrement</b>									
DGD	620,977	-	620,977	287,663		287,663	46,32		46,32
DGI	910,700	-	910,700	465,130		465,130	51,07		51,07
DNTCP	35,900	94,369	130,269	17,577	34,026	51,603	48,96	36,06	39,61
DND	173,365	14,435	187,800	50,352	2,691	53,043	29,04	18,64	28,24
DGABE	-	50,000	50,000		-	-		0,00	0,00
DGDP	-	9,592	9,592		2,448	2,448		25,52	25,52
<b>Total des ressources / service</b>	<b>1 740,942</b>	<b>168,396</b>	<b>1 909,338</b>	<b>820,723</b>	<b>39,165</b>	<b>859,888</b>	<b>47,14</b>	<b>23,26</b>	<b>45,04</b>
<b>Recettes des budgets annexes</b>	<b>7,858</b>		<b>7,858</b>	<b>3,251</b>		<b>3,251</b>	<b>41,37</b>		<b>41,37</b>
<b>Recettes des comptes spéciaux du Trésor<sup>2</sup></b>	<b>54,038</b>	-	<b>54,038</b>	<b>0,662</b>	-	<b>0,662</b>	<b>1,23</b>		<b>1,23</b>
<b>Appuis budgétaires</b>									
ABS	10,704	-	10,704	3,752		3,752	35,05		35,05
ABG (DONS)	76,447	-	76,447	13,388		13,388	17,51		17,51
ABG (PRETS)		102,000	102,000		-	-		0,00	0,00
<b>Total appuis budgétaires</b>	<b>87,151</b>	<b>102,000</b>	<b>189,151</b>	<b>17,140</b>	-	<b>17,140</b>	<b>19,67</b>	<b>0,00</b>	<b>9,06</b>
<b>Produits des dons projets (BSI fin. Ext.)</b>	<b>146,845</b>	-	<b>146,845</b>	<b>26,186</b>		<b>26,186</b>	<b>17,83</b>		<b>17,83</b>
<b>Produits des emprunts projets (BSI fin. Ext.)</b>	-	<b>89,267</b>	<b>89,267</b>		<b>41,502</b>	<b>41,502</b>		<b>46,49</b>	<b>46,49</b>
<b>Recettes exceptionnelles</b>	<b>17,839</b>		<b>17,839</b>	<b>1,410</b>		<b>1,410</b>	<b>7,90</b>		<b>7,90</b>
<b>Total général</b>	<b>2 054,674</b>	<b>359,663</b>	<b>2 414,337</b>	<b>869,372</b>	<b>80,667</b>	<b>950,039</b>	<b>42,31</b>	<b>22,43</b>	<b>39,35</b>

Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiette et de recouvrement, juillet 2019.

<sup>22</sup>Les prévisions et les réalisations de recettes des comptes spéciaux du Trésor n'incluent pas celles du Fonds de remboursement de crédits TVA (respectivement 64,691 milliards de FCFA et 25,240 milliards de FCFA) car, les prévisions et les réalisations de recettes de la DGD et de la DGI sont enregistrées à leurs valeurs brutes, qui intègrent les crédits TVA.

Au 30 juin 2019, les ressources du budget d'Etat ont été exécutées à **39,35%**. Les recettes budgétaires ont été réalisées à hauteur de **42,31%** tandis que les ressources de trésorerie l'ont été à **22,43%**.

## **2.1.RECETTES BUDGETAIRES**

La prévision annuelle de recettes budgétaires est passée de **2 023,150 milliards de FCFA** dans la loi de finances initiale à **2 054,674 milliards de FCFA** dans le projet de collectif budgétaire, soit une augmentation de **1,56%**. Sur cette prévision rectifiée, les recouvrements se sont chiffrés, au 30 juin 2019, à **869,372 milliards de FCFA**, soit un taux de recouvrement de **42,31%**.

### **2.1.1. Mobilisation des recettes budgétaires par les services d'assiette et de recouvrement**

Les objectifs de recettes assignés aux services d'assiette et de recouvrement ont diminué de **0,09%**, passant de **1 742,565 milliards de FCFA** à **1 740,942 milliards de FCFA**. Cette baisse s'explique essentiellement par celle de l'objectif assigné à la Direction générale des douanes, qui n'est pas totalement compensé par l'augmentation des prévisions de la Direction générale des impôts et de la Direction nationale des domaines.

Les recettes réalisées par les services d'assiette et de recouvrement représentent **94,40%** des recettes budgétaires recouvrées au 30 juin 2019. Leur contribution se chiffre ainsi à **820,723 milliards de FCFA** et correspond à un taux de réalisation de **47,14%** par rapport aux prévisions rectifiées des recettes budgétaires.

### **2.1.2. Mobilisation des recettes des budgets annexes**

#### **2.1.2.1. Prévisions**

Les prévisions de recettes des budgets annexes au titre de l'exercice 2019 n'ont subi aucune modification. Elles s'élèvent à **7,858 milliards de FCFA**, contre une prévision révisée de **7,412 milliards de FCFA** en 2018, soit une augmentation de **6,02%**.

#### **2.1.2.2. Réalisations**

Sur ce montant, **3,251 milliards de FCFA** ont été réalisés au 30 juin 2019, soit un taux de recouvrement de **41,37%** par rapport à l'objectif annuel. Le détail des recouvrements par entrepôts est présenté dans le tableau 2.

Tableau 2. Situation de recouvrement des recettes des budgets annexes par entrepôts.

	Prévisions 2019 (en milliards de FCFA) (1)	Réalisations au 30 juin 2019 (en milliards de FCFA) (2)	Taux de réalisation (en %) (3) = [(2) / (1)] *100
Entrepôts maliens au Sénégal	3,009	1,699	56,46
Entrepôts maliens en Côte d'Ivoire	1,859	0,502	26,99
Entrepôts maliens au Togo	0,623	0,249	39,94
Entrepôts maliens en Guinée	0,649	0,272	41,98
Entrepôts maliens en Mauritanie	0,810	0,258	31,85
Entrepôts maliens au Ghana	0,653	0,182	27,96
Entrepôts maliens au Bénin	0,255	0,089	34,73
<b>Total budgets annexes</b>	<b>7,858</b>	<b>3,251</b>	<b>41,37</b>

Source : DGB, à partir des données fournies par les entrepôts du Mali à l'étranger, juillet, août 2019.

Il ressort de la lecture du tableau 2 que les entrepôts du Mali au Sénégal, en Guinée et au Togo enregistrent les niveaux de réalisation les plus élevés par rapport aux prévisions avec respectivement **56,46%**, **41,98%** et **39,94%** de taux de recouvrement.

Les facteurs explicatifs des écarts enregistrés par rapport aux prévisions sont ci-dessous présentés pour certains entrepôts.

◆ **Pour les Entrepôts du Mali au Sénégal (EMASE) :**

Les réalisations au 30 juin 2019 font ressortir une augmentation de **(61,555 millions de FCFA)** par rapport aux réalisations au 30 juin 2018. Cette augmentation se justifie fondamentalement par :

- les ressources nouvelles engrangées grâce au transfert de la gestion du parking gros porteurs de M'Bao aux EMASE par le Port autonome de Dakar, d'une part ;
- le recouvrement de certaines émissions de recettes sur les exercices antérieurs et la rémunération des comptes de dépôts, d'autre part.

◆ **Pour les Entrepôts du Mali au Ghana (EMAGHA) :**

Les réalisations au 30 juin 2019 font ressortir un gap de **(144 millions de FCFA)** par rapport aux prévisions semestrielles et une augmentation de **65 millions de FCFA** par rapport aux réalisations au 30 juin 2018. En dehors de la subvention accordée par les EMASE, mobilisée à 50%, les autres natures de recettes ont été faiblement mobilisées.

- les recettes issues de la **redevance d'évacuation à l'importation** ont été mobilisées à hauteur de 19,55% par rapport aux prévisions annuelles et sont en augmentation de 11,044 millions de FCFA par rapport aux réalisations au 30 juin 2018 ; cette évolution est liée à une amélioration du trafic sur le corridor ;
- seulement 0,06% des recettes issues de la **redevance d'évacuation à l'exportation** ont été mobilisées ; cette évolution est liée à une amélioration du trafic sur le corridor ; ce niveau quasi nul de réalisation se justifie par le fait que les véhicules qui transportent des produits alimentaires provenant du Sénégal et du Maroc à destination du Burkina Faso ne font que transiter par l'antenne des EMAGHA à Hérémakono –Sikasso ;

- les **recettes locatives** ont été mobilisées à hauteur de 13,56% par rapport aux prévisions annuelles ; ce faible niveau de réalisation s'explique par l'échéance de paiement de ces recettes ;
- aucune réalisation n'a été effectuée au titre des **produits financiers** ;
- les **produits sur les hydrocarbures** ont été mobilisés à hauteur de 5,50% par rapport aux prévisions annuelles et sont en baisse de 1,700 millions de FCFA par rapport aux réalisations au 30 juin 2018 ; cette évolution est liée à une amélioration du trafic sur le corridor ; cette baisse est due au fait que le gouvernement du Ghana, dans sa politique de réorganisation du secteur pétrolier, a mis en place un système jugé très compliqué pour les opérateurs pétroliers qui s'orientent vers les autres corridors ;
- la subvention accordée par les EMASE aux EMAGUI, mobilisée à 50%, est en augmentation de **7,528 millions de FCFA** par rapport à celle de 2018 à la même période ; cette augmentation est destinée à l'acquisition de véhicules ;
- quant aux prêts et avances accordés aux agents, ils ont été remboursés à hauteur de 4,02%, soit 7,827 millions de moins qu'en 2018 à la même période ; cette baisse s'expliquerait par le changement du taux de chancellerie qui passe de 137,10 FCFA pour 1 cédé ghanéen à 119,33 FCFA.

Par ailleurs, les EMAGHA font face à plusieurs contraintes, parmi lesquelles figurent :

- l'absence d'infrastructures et d'équipements adéquats pour l'entreposage du fret malien en import et en export, en transit par les ports du Ghana ;
- l'absence de représentations des services douaniers du Mali au Ghana, pour une meilleure collecte des informations sur le fret et la sécurisation des marchandises ; l'ouverture de la représentation est attendue aussi bien par les EMAGHA que les Autorités ghanéennes ;
- l'absence de mesures concrètes d'accompagnement des transporteurs dans le cadre du financement du renouvellement du parc des véhicules de transport de marchandises, de la mise aux normes des essieux édictés par le Règlement n°14/2005 ;
- la multiplicité des postes de contrôle ;
- la vétusté du parc auto malien sur le corridor ;
- l'absence de change monétaire entre les banques ghanéennes et maliennes
- les tracasseries sur le corridor ;
- l'absence de système informatique pour la production des documents de transport ;
- l'absence d'accord d'établissement entre le Mali et le Ghana ;
- la barrière linguistique (Français/ Anglais).

◆ **Pour les Entrepôts du Mali au Togo (EMATO) :**

Les réalisations au 30 juin 2019 font ressortir un gap de **(40 millions de FCFA)** par rapport aux prévisions semestrielles et une baisse de **54 millions de FCFA** par rapport aux réalisations au 30 juin 2018. Cette évolution est imputable à la faiblesse du trafic et des moyens de recouvrement. La situation des recouvrements par nature de recettes se présente comme suit :

- à l'instar de ceux de la même période en 2018, les **recettes locatives** ont été mobilisées à 100%, soit un montant réalisé de **66 millions de FCFA** ;
- les **recettes issues des prestations d'évacuation du fret solide** ont été réalisées à hauteur de 80,26% et sont en augmentation de **12 millions de FCFA** par rapport à 2018 ;
- les **produits financiers** ont été mobilisés à hauteur de **115,25%** des prévisions mais sont en baisse d'environ 50 000 FCFA par rapport à 2018, en raison du volume moins important des opérations ;
- aucun remboursement n'a été enregistré au titre des **prêts et avances accordés aux agents** ;
- le niveau des **recettes diverses** s'est amélioré par rapport à 2018, aussi bien en terme de valeur que de taux de réalisation (75,97% en 2019 contre 25,48% en 2018) ; cette amélioration se justifie par l'augmentation du nombre de conteneurs, bien que le trafic demeure en deçà des attentes ;
- le niveau de réalisation des **produits sur les hydrocarbures** s'est fortement dégradé par rapport à 2018, passant de 60,75% en 2018 à 13,67% en 2019, soit une baisse de 89% en valeur ; cette baisse importante s'explique par la faiblesse du trafic, en raison de création des EMABE qui constituaient une antenne des EMATO ;
- la **subvention** accordée par les EMASE aux EMATO a été mobilisée au-delà de la prévision semestrielle (123,66%).

De manière générale, la solution aux contraintes et difficultés liées à la faiblesse du trafic passe par l'intégration des EMATO au guichet unique du commerce extérieur du Togo, à l'instar d'autres pays tels que le Niger et le Burkina Faso.

◆ **Pour les Entrepôts du Mali en Guinée (EMAGUI) :**

Les réalisations au 30 juin 2019 font ressortir un gap de **(52 millions de FCFA)** par rapport aux prévisions semestrielles et une augmentation de **106 millions de FCFA** par rapport aux réalisations au 30 juin 2018. Sur les **272,436 millions de FCFA** réalisés, 36,92% représentent les ressources propres issues exclusivement de l'activité des EMAGUI.

L'évolution enregistrée par rapport à 2018 s'explique par le fait qu'au-delà des Grands moulins du Mali, opérateur historique dans l'importation du Blé, plusieurs meuneries commencent à emprunter le Port autonome de Conakry pour leur importation de Blé, notamment : les Moulins Modernes du Mali (M3) et M'Bouna SA.

En outre, les paiements sont effectués avant l'établissement de l'ordre de mission, en exécution de la lettre circulaire des EMAGUI avec la collaboration et l'aide précieuse des services douaniers guinéens.

Les contraintes rencontrées par les EMAGUI sont essentiellement liées à : (i) l'exiguïté du Port, (ii) le mauvais état du corridor et (iii) l'insuffisance des moyens d'évacuations.

Par ailleurs, une partie du trafic local (Kankan-Mandiana-Badogo-Bougouni) échappe au contrôle des EMAGUI en l'absence d'antenne.

La situation des réalisations par grandes catégories de recettes se présente comme suit :

- les **subventions** accordées par les autres entrepôts aux EMAGUI représentent la part la plus importante de ses ressources (171,360 millions de FCFA), soit 62,90% des réalisations au 30 juin 2019 ; 81,03% de ses subventions proviennent des EMASE ;
- la **coordination des activités de transport et de transit** a généré 72,028 millions de FCFA au 30 juin 2019 ;
- quant à la gestion des installations, elle a permis de mobiliser 28,547 millions de FCFA durant le premier semestre.

### **2.1.2.3. Perspectives pour le troisième trimestre de 2019**

Les perspectives pour le troisième trimestre de 2019 sont ci-dessous présentées par entrepôts.

#### **◆ Pour les Entrepôts du Mali au Sénégal (EMASE) :**

Les grands chantiers ouverts, à savoir la construction des parkings gros porteur de M'Bao, de Sandiara et de Mahinamine, augurent de bons auspices à court et moyen termes pour les EMASE, en termes de diversification des sources de revenu et d'élargissement de l'assiette des redevances.

#### **◆ Pour les Entrepôts du Mali au Ghana (EMAGHA) :**

Pour faire face aux contraintes sus indiquées et améliorer le niveau de recouvrement des recettes, les EMAGHA envisagent :

- solliciter une hausse de la subvention pour couvrir les charges salariales ;
- concernant la redevance d'évacuation à l'importation :
  - renforcer la collaboration avec la section achats locaux de la douane du Ghana pour cerner les achats locaux ;
  - informer, former et sensibiliser les acteurs (transitaires, transporteurs) sur les avantages et les mesures incitatives du port de Tema ;
  - plaider auprès des autorités des deux pays pour la diminution des perceptions illicites des points de contrôle ;
- informer, former et sensibiliser les acteurs (transitaires, transporteurs) sur la fréquentation du port de Tema (coton, noix, peaux, produits alimentaires etc...) pour améliorer le niveau de recouvrement de la redevance d'évacuation à l'exportation;
- informer, former et sensibiliser les acteurs (transitaires, transporteurs) sur la fréquentation du corridor pour l'achat de carburant et de gaz butane pour améliorer le niveau de recouvrement des produits sur hydrocarbures ;
- acquérir une parcelle pour construire des magasins d'entreposage, afin d'améliorer le niveau de recouvrement des recettes locatives ;
- relire le protocole d'accord de coopération en matière de transport routier entre la République du Mali et la République du Ghana et reprendre le protocole de bail entre la direction du port de Tema et les EMAGHA ;
- aménager un parking pour le stationnement des véhicules maliens ;
- créer des antennes à Bolgatanga et Koumassi pour cerner le fret liquide et solide.

◆ **Pour les Entrepôts du Mali au Togo (EMATO) :**

Les perspectives de réalisation de recettes par les EMATO pour le troisième trimestre se chiffrent à 144,335 millions de francs CFA.

◆ **Pour les Entrepôts du Mali en Guinée (EMAGUI) :**

En termes de perspectives, un accent particulier sera mis sur le contrôle du trafic local à la frontière Mali-Guinée au niveau de l'antenne de Kouremalé.

Ainsi, grâce aux effets combinés des efforts de diminution des barrières non tarifaires sur le corridor, de l'amélioration sensible du nombre de rotation des camions observée depuis le début du mois de mars et la délivrance à temps des ordres de mission d'escorte, les EMAGUI espèrent pouvoir recouvrer **263,730 millions de FCFA** durant le deuxième semestre, dont 71,200 millions de FCFA à travers la coordination des activités de transport et de transit, **30,030 millions de FCFA** à travers la gestion des installations.

**2.1.3. Mobilisation des recettes des comptes spéciaux du Trésor**

Les prévisions de recettes inscrites dans la loi de finances 2019 pour les comptes spéciaux du Trésor n'ont également subi aucune modification. Elles s'élèvent à **118,729 milliards de FCFA**. La situation de réalisation de ces recettes se présente comme suit :

**Tableau 3. Situation de recouvrement des recettes des comptes spéciaux du Trésor.**

Comptes spéciaux du Trésor	(en milliards de FCFA)		Taux de réalisation (en %) (4) = [(2) / (1)] * 100
	Prévisions révisées 2019 (1)	Réalisations au 30 juin 2019 (2)	
Programme de Développement des Ressources Minérales (PDRM)	0,605		-
Fonds d'Appui pour la Promotion de la Recherche Pétrolière (FAPRP)	0,685	0,184	26,86
Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts (FAPFo)	1,021	-	-
Fonds d'Aménagement et de Protection de la Faune (FAPFa)	0,279	0,418	149,96
Fonds d'Appui Autonomisation Femme et Epanouissement Enfant (FAFE)	0,500		-
Fonds Financement Recherche, Formation et Promotion des Activités Minières	0,350	0,060	17,14
Fonds National d'Appui à l'Agriculture (FNAA)	5,000	-	-
Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique	2,617	-	-
Fonds de remboursement des crédits de TVA	64,691	25,240	39,02
Fonds National pour le Développement de la Statistique (FNDS)	2,981	-	-
Fonds de Développement Durable (FDD)	40,000		-
<b>Total comptes spéciaux du Trésor</b>	<b>118,729</b>	<b>25,902</b>	<b>21,82</b>

Source : DNTCP, août 2019.

Il ressort de la lecture du tableau 3 que le montant des recettes mobilisées à la date du 30 juin 2019 s'élève à **25,902 milliards de FCFA**, dont **25,240 milliards de FCFA** réalisés pour le compte du Fonds de remboursement de crédits de TVA ; soit un taux de réalisation de **21,82%** par rapport à l'objectif annuel. Ce niveau de réalisation est supérieur de 9 points de pourcentage à celui enregistré à la même période en 2018 et de **11,063 milliards de FCFA**, en termes de valeur.

Le taux de réalisation le plus élevé est enregistré au niveau du Fonds d'Aménagement et de Protection de la Faune (FAPFa), soit **149,96%** des prévisions.

#### 2.1.4. Mobilisation des appuis budgétaires

Les appuis budgétaires inscrits au budget d'Etat sont constitués des dons au titre de l'appui budgétaire général (ABG) et des appuis budgétaires sectoriels (ABS).

Pour l'exercice budgétaire 2019, il est prévu de mobiliser, au titre de ces appuis, **87,151 milliards de FCFA**, au lieu de **64,782 milliards de FCFA** inscrits dans la loi de finances initiale, soit une augmentation de **34,53%**.

Les ressources inscrites dans le projet de loi de finances rectificative 2019 au titre des dons de l'ABG s'élèvent à **76,447 milliards de FCFA**, contre **56,642 milliards de FCFA** dans la loi de finances initiale, soit une augmentation de **34,97%**.

Cette augmentation se justifie par :

- le décaissement, par l'Union Européenne, du reliquat de son ABG de 2018, d'un montant de 6,887 milliards de FCFA relatif à la mise en œuvre du Contrat d'appui à la réforme de l'Etat et la consolidation de l'Etat de droit au Mali (SBC III) et celui de la réforme sectorielle du secteur de la Sécurité Alimentaire, Nutritionnelle et de l'Agriculture Durable (SANAD), dont 5,575 milliards de FCFA préalablement autorisé par le Décret n°2019-0049/P-RM du 07 février 2019 portant autorisation d'encaissement de ressources additionnelles au titre de l'exercice budgétaire de 2019 ;
- l'augmentation, du financement de la Banque Mondiale, de 6,358 milliards de FCFA ;
- l'octroi par la France au Mali d'un ABG de 6,560 milliards de FCFA préalablement autorisé par le Décret n°2019-0049/P-RM du 07 février 2019 portant autorisation d'encaissement de ressources additionnelles au titre de l'exercice budgétaire de 2019.

Quant aux prévisions de ressources de l'ABS, elles se chiffrent désormais à **10,704 milliards de FCFA**, contre **8,140 milliards de FCFA** dans la loi de finances initial, soit une augmentation de **31,50%**.

Cette augmentation s'explique par :

- le financement par l'Agence Française de Développement (AFD), à hauteur de 0,966 milliard de FCFA, du Programme d'appui à l'amélioration des finances publiques ;
- l'augmentation, du financement de la Coopération Suisse au bénéfice du Programme Partenariats pour l'Exercice d'une Gouvernance Approchée (PEGA 5), de 0,656 milliard de FCFA :

- le report des reliquats de l'ABS décentralisé de la Coopération Suisse, d'un montant de 0,408 milliard de FCFA et de celui du Canada en faveur de la santé, d'un montant de 0,534 milliard de FCFA ;

En termes de réalisation, les décaissements effectués par les partenaires techniques et financiers au titre de l'ABS se chiffrent à **3,752 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de **35,05%** par rapport aux prévisions annuelles révisées. Ces décaissements ont été effectués par la coopération Suisse et le Canada.

Comparé aux décaissements réalisés à la même période en 2018, ce niveau de réalisation est en hausse de 11,17% en termes de valeur et en baisse de 10 points de pourcentage, en termes de taux de réalisation par rapport à l'objectif annuel.

En ce qui concerne les ABG, **13,388 milliards de FCFA** ont été décaissés durant le premier semestre par l'Union européenne (6,888 milliards de FCFA) et par l'AFD (6,5 milliards de FCFA).

#### **2.1.5. Mobilisation des dons projets au titre du financement extérieur du Budget Spécial d'Investissement (BSI financement extérieur)**

Pour l'exercice budgétaire 2019, des crédits d'un montant de **146,845 milliards de FCFA** ont été inscrits dans le projet de collectif budgétaire au titre des dons projets et legs, contre **136,067 milliards de FCFA** dans la loi de finances initiale, soit une augmentation de **7,92%**.

Cette augmentation provient du financement par le Luxembourg, à hauteur de 10,778 milliards de FCFA, de projets relatifs : au « Développement rural et la Sécurité alimentaire », à la « Formation et l'insertion professionnelle », à la « Décentralisation et la bonne gouvernance », au « Développement durable dans les régions de Gao et de Kidal », dans le cadre de la mise en œuvre du Programme indicatif de coopération 2015-2019.

Sur ce montant révisé, **26,186 milliards de FCFA** ont été réalisés au 30 juin 2019, soit un taux de réalisation **17,83%** par rapport à l'objectif annuel.

Comparé aux décaissements réalisés à la même période en 2018, ce niveau de réalisation est en hausse de 20% en termes de valeur et en baisse d'environ 9 points de pourcentage, en termes de taux de réalisation par rapport à l'objectif annuel.

La répartition de ces réalisations par ministère se présente comme suit :

Tableau 4. Répartition des dons projets par ministère.

Ministères	(en millions de FCFA)		(en %)	
	Prévisions révisées 2019 (1)	Réalisations au 30 juin 2019 (2)	Taux de décaissement (3) = [(2) / (1)] *100	Part de chaque ministère (4)
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	5 737	19 25	33,55	7,35
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES INFRASTRUCTURES	30 247	776	2,57	2,96
MINISTERE DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	4 552	2 236	49,12	8,54
MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	954	0	0	0
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	23 327	6 383	27,36	24,38
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	5 103	548	10,74	2,09
COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	1 193	293	24,56	1,12
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	46 583	7 722	16,58	29,49
MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	5 000	3 057	61,14	11,67
MINISTERE DU COMMERCE	900	0	0	0
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION	5 589	1 492	26,70	5,70
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	17 610	1 728	9,81	6,60
MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	50	26	52,00	0,10
<b>Total</b>	<b>146 845</b>	<b>26 186</b>	<b>17,83</b>	<b>100,00</b>

Source : DNP, août 2019.

Il ressort du tableau 4 que les décaissements les plus importants réalisés au titre des dons projets, en termes de valeur, ont été enregistrés au niveau des ministères de l'énergie et de l'eau (**29,49%** des décaissements), de l'agriculture (**24,38%** des décaissements), de l'aménagement du territoire et de la population (**11,67%** des décaissements).

Quant aux taux de décaissements les plus élevés, ils ont été réalisés par les ministères de l'aménagement du territoire et de la population (**61,14%** des prévisions), des maliens de l'extérieur (**52,00%** des prévisions), de l'emploi et de la formation professionnelle (**49,12%** des prévisions).

Le faible niveau de décaissement s'explique par le fait (i) qu'un nombre important de projets sont à leur phase de démarrage durant laquelle la mobilisation des ressources est lente, ainsi que (ii) le retard accusé par les gestionnaires de projet dans la transmission des données relatives aux décaissements.

Durant le troisième trimestre de 2019, il est prévu de mobiliser **64,400 milliards de FCFA** de dons projets.

#### 2.1.6. Mobilisation des recettes exceptionnelles

Les prévisions de recettes exceptionnelles demeurent inchangées. Elles se chiffrent à **17,839 milliards de FCFA**, en baisse de **6,09%** par rapport aux prévisions de 2018. Elles sont constituées uniquement de recettes de remise et d'annulation de dette au titre de l'initiative PPTE<sup>3</sup>.

Sur ce montant, **1,410 milliard de FCFA** a été réalisé au 30 juin 2019, correspondant à un allègement de la dette au titre de l'initiative PPTE, dont **1,297 milliard de FCFA** de principal.

### 2.2. RESSOURCES DE TRESORERIE

Les ressources de trésorerie sont constituées (i) des produits de cessions d'actifs, (ii) des remboursements des prêts et avances, (iii) des emprunts obligataires et (iv) des dépôts sur les comptes des correspondants. Ces ressources sont réalisées par la Direction Nationale des Domaines (DND), la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat (DGABE), la Direction Générale de la Dette publique (DGDP), et par la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP).

Dans le projet de collectif budgétaire, elles ont enregistré une baisse de **4,93%** par rapport aux prévisions initiales, passant de **378,305 milliards de FCFA** à **359,663 milliards de FCFA**.

Cette diminution nette résulte de : (i) l'augmentation, du montant du prêt d'ABG de la Banque mondiale, de 75,358 milliards de FCFA, d'une part et (ii) la réduction, de 94,000 milliards de FCFA, des prévisions de financement extérieur des projets inscrits au Budget Spécial d'Investissement (BSI), en raison du faible niveau de décaissement des ressources, observé au 31 mai 2019, d'autre part.

De manière globale, les prévisions rectifiées de ressources de trésorerie ont été réalisées, à la fin du deuxième trimestre, à hauteur de **22,43%**, soit un montant recouvré de **80,667 milliards de FCFA**.

Comparé aux ressources mobilisées à la même période en 2018, ce niveau de réalisation est en baisse de 19,49% en termes de valeur et de 11 points de pourcentage, en termes de taux de réalisation par rapport à l'objectif annuel.

Le tableau 5 présente, de manière détaillée, la situation d'exécution des ressources de trésorerie au 30 juin 2019 par rapport aux objectifs annuels.

---

<sup>3</sup>PPTE : Pays Pauvres Très Endettés.

Tableau 5. Situation d'exécution des ressources de trésorerie.

Ressources	(en milliards de FCFA)		Taux de réalisation (en %) (3) = [(2)/(1)]*100
	Prévisions révisées 2019 (1)	Réalisations au 30 juin 2019 (2)	
Produits provenant de la cession des actifs	<b>64,435</b>	<b>2,291</b>	<b>4,18</b>
<i>Aliénations du domaine mobilier</i>	0,385	0,219	
<i>Aliénations du domaine immobilier</i>	14,050	2,472	
<i>Recettes de privatisation</i>	50,000	-	
Produits des emprunts à court, moyen et long termes	<b>191,267</b>	<b>41,502</b>	<b>21,70</b>
<i>Produits des emprunts projets</i>	89,267	41,502	
<i>Produits des emprunts programmes</i>	102,000	-	
Dépôts sur les comptes des correspondants	<b>94,369</b>	<b>34,026</b>	<b>36,06</b>
Remboursement de prêts et avances	<b>9,592</b>	<b>2,448</b>	<b>25,52</b>
<b>Total ressources de trésorerie</b>	<b>359,663</b>	<b>80,667</b>	<b>22,43</b>

Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, août 2019.

Il ressort de la lecture du tableau 5 qu'au 30 juin 2019, les produits de cessions des actifs ont été réalisés à **4,18%**, contre **12,11%** à la même période en 2018. Ces produits se répartissent entre les recettes d'aliénations d'immeubles et de titres fonciers réalisées par la DND, pour **2,472 milliards de FCFA**, ainsi que celles issues des réformes de matières et matériels effectuées par la DGABE et versées aux guichets de la DND pour **219 millions de FCFA**, soit un total de **2,291 milliards de FCFA**, contre **1,958 milliards de FCFA** à la même période en 2018.

Quant aux remboursements des prêts et avances, ils ont été recouverts à **25,52%** à la fin du premier semestre, contre **38,84%** à la même période en 2018. L'écart, en valeur, par rapport aux réalisations de 2018 s'élève à **(1,580 milliards de FCFA)**.

Sur la même période, **34,026 milliards de FCFA** ont été mobilisés à partir des dépôts sur les comptes des correspondants du Trésor sur une prévision annuelle de **94,369 milliards de FCFA**, contre **1,452 milliard de FCFA** mobilisés au 30 juin 2018.

Enfin, au titre des produits des emprunts à court, moyen et long termes, il a été enregistré, au cours du premier semestre, un décaissement de **41,502 milliards de FCFA** sur une prévision révisée de **191,267 milliards de FCFA**. Ce montant, en baisse de **55,26%** par rapport aux réalisations du premier semestre 2018, a été mobilisé uniquement au titre des produits des emprunts projets inscrits au BSI.

Le détail des réalisations, au titre des produits des emprunts projets, se présente comme suit :

Tableau 6. Répartition des produits des emprunts projets par ministère.

Ministères	(en millions de FCFA)		(en %)	
	Prévisions révisées 2019 (1)	Réalisations au 30 juin 2019 (2)	Taux de décaissement (3) = [(2) / (1)] *100	Part de chaque ministère (4)
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	842	68	8,08	0,16
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES INFRASTRUCTURES	8 492	15 212	179,13	36,65
MINISTERE DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	3 700	3 645	98,51	8,78
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	26 530	9 844	37,11	23,72
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	6 313	3 531	55,93	8,51
COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	-	-		-
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	43 390	9 202	21,21	22,17
MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	-	-		-
MINISTERE DU COMMERCE	-	-		-
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	-	-		-
MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	-	-		-
<b>Total</b>	<b>89 267</b>	<b>41 502</b>	<b>46,49</b>	

Source : DNP, août 2019.

Il apparait dans le tableau 6 que les décaissements les plus importants réalisés au titre des prêts projets sont été enregistrés au niveau des départements de l'équipement et des infrastructures (**36,65%** des décaissements), de l'agriculture (**23,72%** des décaissements) et de l'énergie et de l'eau (**22,17%** des décaissements).

Quant aux taux de décaissements, les plus élevés ont été observés au niveau des ministères de l'équipement et des infrastructures (**179,13%** des prévisions), de l'emploi et de la formation professionnelle (**98,51%** des prévisions), de l'élevage et de la pêche (**55,93%** des prévisions).

Durant le troisième trimestre de 2019, il est prévu de mobiliser **40,900 milliards de FCFA** d'emprunts projets.

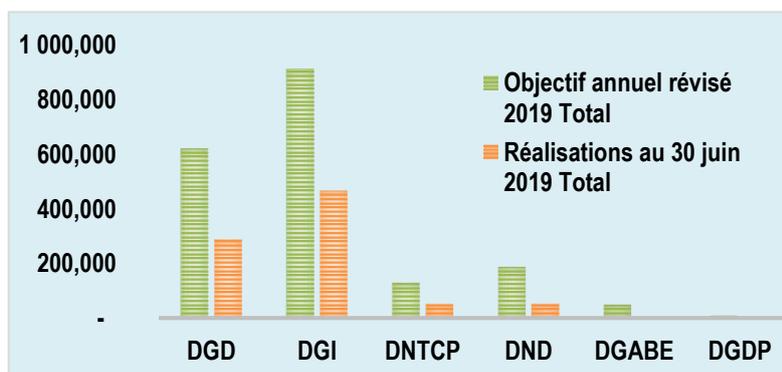
### 2.3. ANALYSE DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES GLOBALES PAR SERVICE

Prévues à hauteur de **1 909,338 milliards de FCFA** en valeur brute<sup>4</sup> dans le projet de collectif budgétaire, les ressources globales à mobiliser par les services d'assiette et de recouvrement (recettes budgétaires et charges de trésorerie), sont en légère baisse de **0,08%** par rapport aux prévisions initiales. Sur ce montant, il a été réalisé **859,888 milliards de FCFA** au 30 juin 2019, soit un taux de recouvrement de **45,04%**. Ces recouvrements représentent **91,20%** du total des ressources mobilisées et confirment une reprise dans la mobilisation des ressources par rapport à l'exercice 2018 (**39,53%** à la même période en 2018).

En sus des **820,723 milliards de FCFA** de recettes budgétaires sus-indiquées (Cf. *supra point 2.1.1*), elles intègrent **39,165 milliards de FCFA** de ressources de trésorerie, correspondant aux dépôts sur les comptes des correspondants, aux produits de cessions d'actifs et aux remboursements de prêts et avances.

La situation des recouvrements ainsi que la part de chaque service dans le total des ressources mobilisées sont présentées dans les graphiques 1 et 2.

Graphique 1. Situation des recouvrements par service.

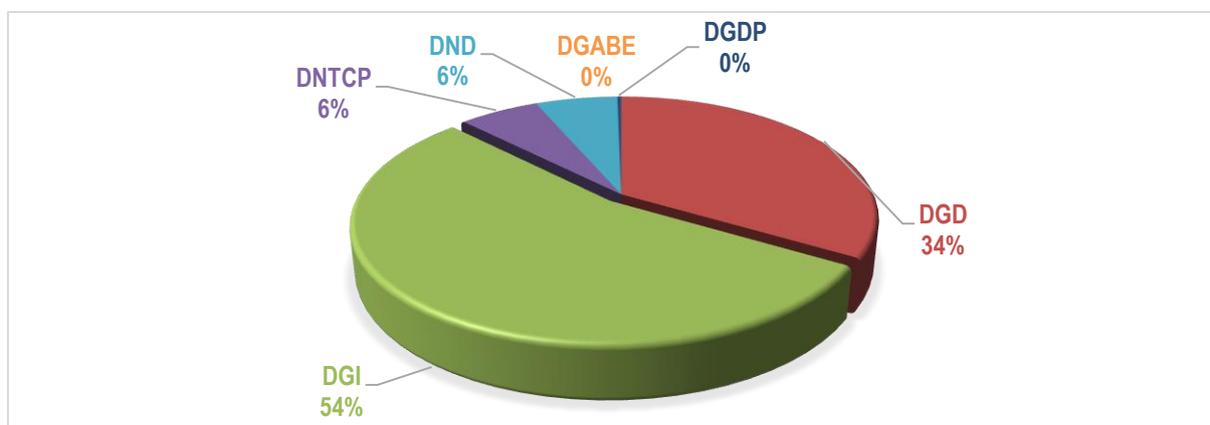


Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, juillet, août 2019.

Il apparaît dans le graphique 1 que le taux de réalisation le plus élevé a été enregistré par la DGI (**51,07%**), suivie par la DNTCP (**48,96%**).

En termes de parts réalisées dans le total des ressources mobilisées par les services d'assiette au 30 juin 2019, celle de la Direction générale des impôts s'élève à **54,09%** et celle de la Direction générale des douanes à **33,45%**, comme schématisées dans le graphique 2.

Graphique 2. Part des recouvrements des services dans le total des ressources.



Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, juillet, août 2019.

<sup>4</sup> La valeur brute des prévisions de ressources intègre les crédits de TVA.

**DIRECTION GENERALE DES DOUANES**

**A. Rappel des objectifs quantifiés**

Pour l'exercice 2019, les prévisions de recouvrement des recettes douanières sont été fixées, dans le projet de collectif budgétaire, à **621 milliards FCFA**, contre **689,100 milliards FCFA** dans la loi de finances initiale, soit une réduction de **9,88%**. Sur cette prévision révisée, **185 milliards FCFA** représentent les recettes sur les produits pétroliers et **436 milliards FCFA**, celles sur les autres marchandises<sup>5</sup>.

**B. Réalisations des recettes douanières**

Tableau 7. Situation des réalisations de recettes douanières.

(En milliards de FCFA)

Bureaux		Réalisations au 30 juin 2018	Réalisations au 30 juin 2019	Prévisions LFI 2019	Prévisions LFR 2019
Produits pétroliers	Réalisations	68,161	90,187	220,000	185,000
	Prévisions	209,100	185,000		
	Ecart	-140,939	-94,813		
	Couverture	32,60%	48,75%		
Produits non pétroliers	Réalisations	193,735	197,476	469,100	436,000
	Prévisions	432,000	436,000		
	Ecart	-238,265	-238,524		
	Couverture	44,85%	45,29%		
Total	Réalisations	261,896	287,663	689,100	621,000
	Prévisions	641,100	621,000		
	Ecart	-379,204	-333,337		
	Couverture	40,85%	46,32%		

Source : DGD, juillet 2019.

Comme l'illustre le tableau 7, sur une prévision brute révisée de recettes de **621,000 milliards de FCFA**, la DGD a réalisé **287,663 milliards de FCFA** au 30 juin 2019, soit un taux de réalisation de **46,32%**. Ce taux de réalisation est supérieur de 5 points de pourcentage à celui enregistré à la même période en 2018.

La répartition par groupe de produits est la suivante.

**a. Recettes issues des produits pétroliers**

Sur une prévision annuelle révisée de **185,000 milliards de francs CFA**, il a été réalisé sur les produits pétroliers, au 30 juin 2019, la somme de **90,187 milliards de francs CFA**, correspondant à un taux de réalisation de **48,75%**.

<sup>5</sup> Prévisions exprimées en valeurs brutes, c'est-à-dire, y compris les crédits de TVA.

Deux facteurs (volumes et prélèvement) ont eu un impact négatif sur les recettes pétrolières au deuxième trimestre 2019 :

1. les volumes TTC mis à la consommation ont certes augmenté par rapport à 2018 (459,6 millions de litres au premier semestre 2019, contre 398,1 millions de litres au premier semestre 2018), mais restent inférieurs au niveau prévisionnel de 84 millions de litres mensuels attendus en 2019 ;
2. les prélèvements fiscaux sur les produits pétroliers ont fortement chuté depuis février 2019. Ainsi, les écarts par rapport au niveau prévisionnel qui étaient de + 1,16 F CFA/L et + 4,54 F CFA/L pour le super carburant, respectivement en janvier et février 2019, tombent à - 98,16 F CFA/L en juin. Pour le gasoil, les prélèvements sont passés de - 18,48F CFA/L en janvier à - 15,74 F CFA/L en février puis à - 85,93F CFA/L en juin 2019.

#### b. Recettes issues des produits non pétroliers

Sur une prévision annuelle révisée de **436,000 milliards de francs CFA**, il a été réalisé sur les produits non pétroliers, la somme de **197,476 milliards de francs CFA** ; correspondant à un taux de réalisation de **45,29%**. Ce niveau de réalisation est pratiquement stable par rapport à celui enregistré à la même période en 2018.

Cependant, il est en deçà des attentes, malgré le progrès réalisé en matière d'amélioration de la prise en charge des marchandises dans les structures douanières.

**Tableau 8. Situation des réalisations de recettes douanières par nature.**

(En milliards de FCFA)

Droits et taxes	Réalisations janvier - juin	Perspectives juillet - décembre	Prévisions annuelles
TVA importations	162,700	188,530	351,230
Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TI PP)	28,106	32,569	60,675
Taxes locales sur les tabacs	9,944	11,523	21,467
Taxe sur les colas	0,032	0,038	0,070
Taxe sur le sel	0,000	0,000	0,000
Impôt spécial sur les boissons	0,587	0,681	1,268
Taxes sur les balles	0,000	0,000	0,000
Taxe Dégressive de Protection (TDP)	0,000	0,000	0,000
Droits de douanes	74,799	86,674	161,473
Redevances statistiques	9,775	11,327	21,102
Intérêt de Crédit	0,261	0,303	0,564
Autres recettes en douane	0,258	0,299	0,557
Taxe Conjoncturelle à l'Importation (TCI)	0,049	0,057	0,106
Plombs et imprimés	0,003	0,004	0,007
Amendes et confiscations	0,942	1,091	2,033
Ventes en douanes	0,009	0,011	0,020
Taxe sur autres produits	0,000	0,000	0,000
Droits de magasinage et de dépôts	0,010	0,011	0,021
Recettes / exercices antérieurs	0,188	0,218	0,406
<b>Total recettes</b>	<b>287,663</b>	<b>333,336</b>	<b>621</b>

Source : DGD, juillet 2019.

Il ressort de la lecture du tableau 8 que la TVA à l'importation représente la part la plus importante des recettes douanières, soit **56,56%** des recouvrements, suivie des droits de douanes (**26,00%**) et de la TIPP (**9,77%**)

**c. Mesures correctrices**

Afin de rattraper le gap enregistré au cours du premier semestre et booster les réalisations de recettes douanières, la DGD a prévu de mettre en œuvre un ensemble de mesures. Il s'agit principalement de :

- renforcer le contrôle interne, dans le cadre de l'amélioration de la prise en charge des marchandises, à travers l'apurement systématique des T1 et des manifestes ;
- suivre rigoureusement la validation des T1 et l'apurement des manifestes ;
- transmettre en temps réel les données d'expédition des cargaisons à partir des représentations de Dakar et d'Abidjan ;
- renforcer le suivi de la prise en charge des marchandises aux frontières en :
  - o exploitant les données transmises par les représentations à Abidjan et à Dakar ;
  - o procédant à des remises documentaires douanes-douanes ;
- renforcer le contrôle de la gestion des entrepôts ;
- renforcer le contrôle de la destination privilégiée des marchandises exonérées ;
- renforcer le suivi du transir des marchandises ;
- renforcer le scanning des marchandises et l'exploitation des résultats des scanners ;
- maîtriser la base taxable ;
- renforcer le contrôle des certificats d'origine ;
- procéder au recouvrement des impayés sur exercices antérieurs ;
- poursuivre le déploiement des bases de lutte contre la fraude ;
- renforcer les moyens d'intervention des Brigades Mobiles d'Intervention (BMI) dans le cadre de la lutte contre la fraude et la criminalité organisée.

**C. Perspectives de recouvrement pour le troisième trimestre 2019**

Tableau 9. Situation des réalisations de recettes douanières.

(En milliards de FCFA)

Bureaux	Perspectives pour le troisième trimestre 2019			
	Juillet	Août	Septembre	Total
Produits pétroliers	16,150	16,150	16,150	48,450
Produits non pétroliers	39,215	40,136	40,001	119,352
<b>Total</b>	<b>55,365</b>	<b>56,286</b>	<b>56,151</b>	<b>167,802</b>

Source : DGD, juillet 2019.

Comme cela ressort dans le tableau 9, les perspectives de recouvrement de la DGD pour le troisième trimestre 2019 sont globalement fixées à **167,802 milliards de FCFA**, dont **48,450 milliards de francs CFA** sur les produits pétroliers et **119,352 milliards de francs CFA** sur les autres marchandises. Compte tenu de la révision à la baisse des prévisions de recettes douanières, la DGD a mis à jour son plan d'actions opérationnel, afin d'atteindre les objectifs révisés.

**DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS**

**A. Rappel des objectifs**

Les objectifs de recettes assignées à la Direction Générale des Impôts (DGI) dans le projet de collectif budgétaire s'élèvent à la loi de finances 2019 s'élèvent à **910,700 milliards de francs CFA**, contre **908,700 milliards de francs CFA** dans la loi de finances initiale. Sur ce montant, il était prévu de réaliser **462,356 milliards de francs CFA** au 30 juin 2019.

**B. Réalisations**

En fin juin 2019, il a été réalisé **465,130 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de **100,60%**.

A la même période en 2018, la DGI avait réalisé **369,790 milliards de FCFA** sur un objectif semestriel fixé à **423,755 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de **87,27%**.

Tableau 10. Situation des prévisions et réalisations de recettes par la DGI en 2018 et 2019.

Désignation des Impôts	EXERCICE 2018			EXERCICE 2019		
	Prévisions au 30 juin (en milliards de francs CFA)	Réalisations au 30 juin (en milliards de francs CFA)	Taux de réalisation (en %)	Prévisions révisées au 30 juin (en milliards de francs CFA)	Réalisations au 30 juin (en milliards de francs CFA)	Taux de réalisation (en %)
Impôts directs	237,789	221,071	92,97	248,310	257,130	103,55
Impôts indirects	174,364	133,317	76,46	194,076	194,819	100,38
Enregistrements et timbre	11,602	15,402	132,75	19,97	13,18	66,00
<b>Total</b>	<b>423,755</b>	<b>369,790</b>	<b>87,27</b>	<b>462,36</b>	<b>465,13</b>	<b>100,60</b>

Source : DGI, juillet 2019.

De l'examen du tableau 10, il ressort qu'au 30 juin 2019, la DGI a été performante dans la mobilisation des impôts directs et indirects avec des taux de réalisations s'élevant respectivement à **103,55%** et **100,38%** par rapports aux objectifs semestriels.

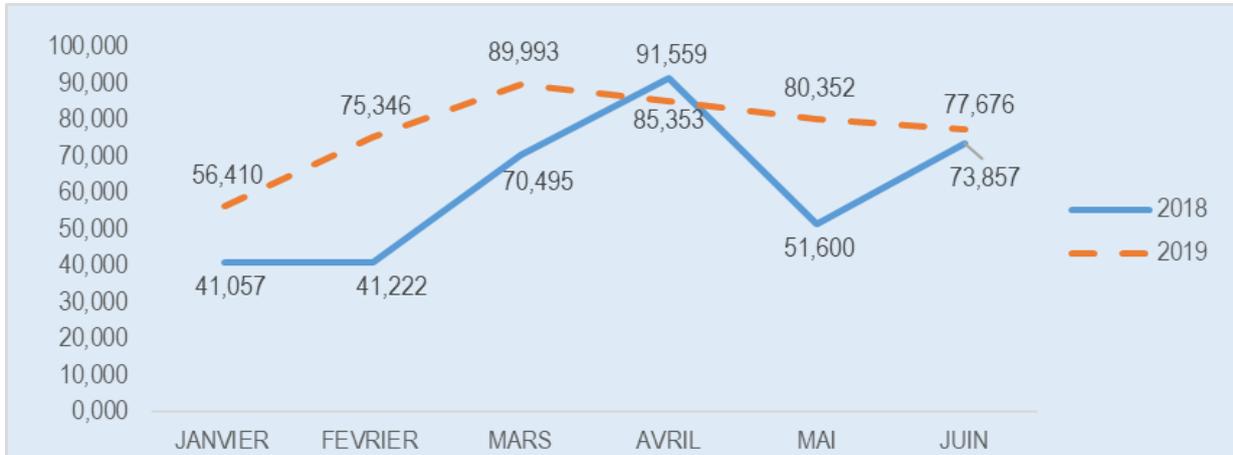
Quant aux droits d'enregistrement et de timbre, ils ont été recouverts à 66,00%, dégageant un gap de **(6,789 milliards de FCFA)** par rapport à l'objectif semestriel.

Comparés aux montants recouverts sur la même période en 2018 :

- les impôts directs ont dépassé leur niveau de 2018 de **36,059 milliards de francs CFA**, soit une augmentation de **16,31%** ;
- les impôts indirects ont également dépassé leur niveau de 2018, l'excédent se chiffre à **61,502 milliards de francs CFA**, soit un accroissement de **46,13%** ;

- quant aux droits d'enregistrement et timbre, ils n'ont pas atteint leur niveau de 2018, le gap constaté est de **(2,221 milliards de francs CFA)**, soit une baisse de **14,42%**.

**Graphique 3. Evolution comparative des recettes fiscales mensuelles de janvier à juin 2018 et 2019.**



**Source : DGI, juillet 2019.**

L'analyse du graphique 3 révèle que la baisse saisonnière habituellement enregistrée entre les mois d'avril et de mai (- 40% en moyenne entre 2016 et 2018) se fait moins ressentir en 2019 (- 6%).

En somme, la mise en œuvre des mesures issues des rapports d'assistance technique, notamment celles relatives à l'intensification des actions de recouvrement et au mécanisme de suivi rapproché institué par la DGI, ont beaucoup contribué à l'amélioration de la performance des structures chargées du recouvrement et, à l'atteinte des objectifs de recettes du premier semestre 2019. La DGI entend poursuivre durant les mois à venir la mise en œuvre de ces mesures et renforcer d'avantage le suivi par l'automatisation des indicateurs de gestion.

**DIRECTION NATIONALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE**

Les objectifs de recettes assignés à la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité publique (DNTCP) dans la loi de finances initiale demeurent inchangés dans le projet de collectif budgétaire. Ils s'élèvent à **35,900 milliards de FCFA**.

A la date du 30 juin 2019, les prévisions cumulées de recettes à réaliser par la DNTCP, se chiffrent à **17,473 milliards de FCFA** dont **12,427 milliards de FCFA** d'impôts et taxes, **4,908 milliards de FCFA** provenant du PMU-Mali et **0,138 milliard de FCFA** provenant du casino.

La situation d'exécution de ces prévisions et les perspectives de recouvrement pour le troisième trimestre 2019 sont ci-dessous présentées.

**A. Prévisions et réalisations de recettes au 30 juin 2019**

La situation d'exécution des recettes de la DNTCP, au 30 juin 2019, se présente comme suit :

Tableau 11. Prévisions et réalisations de recettes au 30 juin 2019.

(En milliards de FCFA)

	Cumul au 30 juin 2019		Deuxième trimestre 2019						Cumul au 30 juin 2019	
			Avril		Mai		Juin			
	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation
<b>Impôts et Taxes</b>	6,191	6,831	2,111	2,135	1,886	2,456	2,239	2,243	12,427	13,665
<b>PMU</b>	2,454	1,836	0,818	0,910	0,818	0,457	0,818	0,594	4,908	3,797
<b>Casino</b>	0,069	0,049	0,023	0,021	0,023	0,025	0,023	0,020	0,138	0,115
<b>Total</b>	<b>8,714</b>	<b>8,716</b>	<b>2,952</b>	<b>3,066</b>	<b>2,727</b>	<b>2,938</b>	<b>3,080</b>	<b>2,857</b>	<b>17,473</b>	<b>17,577</b>

Source : DNTCP, août 2019.

La lecture du tableau 11 indique que les recettes cumulées recouvrées par la DNTCP au 30 juin 2019 s'élèvent à **17,577 milliards de FCFA** dont **13,665 milliards de FCFA** au titre des impôts et taxes, **3,797 milliards de FCFA** de recettes provenant du PMU-Mali et **0,115 milliard de FCFA** recouverts au niveau du casino.

Par rapport aux prévisions cumulées au 30 juin 2019, il se dégage un excédent de **104 millions de FCFA**, soit un taux de recouvrement de **100,60%**.

S'agissant des impôts et taxes, il se dégage un taux de réalisation de **109,96%**.

**B. Perspectives de recouvrement pour le troisième trimestre 2019**

Le tableau 12 présente les perspectives de recouvrement de recettes par la DNTCP pour le troisième trimestre de l'exercice 2019.

Tableau 12. Perspectives de recouvrement de recettes par la DNTCP au troisième trimestre 2019.

(En milliards de FCFA)

	Cumul des prévisions du deuxième trimestre 2019	Prévision du troisième trimestre 2019			Total du troisième trimestre	TOTAL
		Juillet	Août	Septembre		
Impôts et Taxes	12,427	2,241	2,036	2,082	6,359	18,786
PMU	4,908	0,818	0,818	0,818	2,454	7,362
Casino	0,138	0,023	0,023	0,023	0,069	0,207
<b>Total</b>	<b>17,473</b>	<b>3,082</b>	<b>2,877</b>	<b>2,923</b>	<b>8,882</b>	<b>26,355</b>

Source : DNTCP, août 2019.

Comme l'indiquent les données du tableau 12, les prévisions de recouvrement de recettes par la DNTCP pour le troisième trimestre 2019 s'élèvent à **8,882 milliards de FCFA** dont **6,359 milliards de FCFA** d'impôts et taxes, **2,454 milliards de FCFA** de recettes provenant du PMU-Mali et **0,069 milliard de FCFA** de recettes provenant du casino.

Ces prévisions sont réparties mensuellement comme suit :

- Juillet : **3,082 milliards de FCFA** ;
- Août : **2,877 milliards de FCFA** ;
- Septembre : **2,923 milliards de FCFA**.

La répartition mensuelle des perspectives de recouvrement des recettes provenant du casino au cours du troisième trimestre 2019, est de **23 millions de FCFA** par mois.

Concernant les prévisions mensuelles de réalisations des recettes du PMU-Mali, il est prévu un recouvrement de **818 millions de FCFA** pour les mois de juillet, août et septembre 2019.

En ce qui concerne le recouvrement des impôts et taxes :

- **2,241 milliards de FCFA** sont attendus en juillet ;
- **2,036 milliards de FCFA** en août ;
- **2,082 milliards de FCFA** en septembre.

La DNTCP est en train de prendre les dispositions nécessaires pour l'atteinte de son objectif de recettes au titre de l'exercice budgétaire 2019, notamment, un meilleur suivi des recettes de chancellerie et des régies dont celle des passeports.

**DIRECTION NATIONALE DES DOMAINES**

Les réalisations de recettes de la Direction Nationale des Domaines (DND) au premier semestre 2019 ainsi que les perspectives de recouvrement pour le troisième trimestre 2019, sont ci-dessous présentées.

**A. Prévisions**

Les objectifs de recettes assignés à la DND passent de **123,300 milliards de FCFA** dans la loi de finances initiale de 2019 à **187,800 milliards de FCFA**, soit une augmentation de **52,31%**. Cette prévision se décompose comme suit :

- **173,365 milliards de FCFA** de recettes budgétaires dont **37,810 milliards de FCFA** attendus durant le premier semestre ;
- **14,435 milliards de FCFA** de ressources de trésorerie dont **7,143 milliards de FCFA** attendus au premier trimestre.

**B. Réalisations**

Comme l'illustre les données du tableau 13, la contribution de la DND à la réalisation des objectifs de recettes du premier semestre s'est chiffrée à **53,043 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de **118,00%**, contre **55,07%** à la même période en 2018.

Tableau 13. Situation de réalisation des prévisions de recettes de la DND.

(en milliards de FCFA)

Nature	Prévisions au 30 juin 2018	Réalisations au 30 juin 2018	Taux de réalisation (en %)	Prévisions au 30 juin 2019	Réalisations au 30 juin 2019	Taux de réalisation (en %)
<b>Recettes budgétaires</b>	<b>58,914</b>	<b>33,158</b>	<b>56,28</b>	<b>37,810</b>	<b>50,352</b>	<b>133,17</b>
<b>Recettes fiscales</b>	<b>26,912</b>	<b>18,190</b>	<b>67,59</b>	<b>23,053</b>	<b>27,741</b>	<b>120,34</b>
Taxe sur la plus-value de cession	0,544	0,615	113,05	0,681	0,563	82,66
Taxe sur frais d'édilité	0,180	0,147	81,67	0,180	0,174	96,54
Taxe ad valorem	19,000	12,576	66,19	18,153	20,694	114,00
Taxe d'extraction	0,120	0,019	15,83	0,103	0,083	80,53
Prélèvement honoraires greffiers	0,007	0,008	114,29	0,015	0,007	46,97
Droits d'enregistrement	6,035	3,886	64,39	3,060	4,993	163,17
Enregistrement des locations verbales	0,014	0,008	57,14	0,021	0,037	176,38
Droits de conservation foncière	0,767	0,724	94,39	0,542	0,937	172,97
Droit de timbres	0,245	0,207	84,49	0,299	0,254	85,03
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>20,663</b>	<b>9,532</b>	<b>46,13</b>	<b>0,538</b>	<b>15,252</b>	<b>2832,60</b>
Redevances superficielles	0,403	0,265	65,76	0,410	0,394	96,03
Concessions ordinaires	20,218	9,239	45,70	0,054	14,789	27312,15
Loyers administratifs	0,015	0,017	113,33	0,050	0,013	26,35
Pénalités	0,027	0,011	40,74	0,025	0,055	224,37
<b>Produits financiers</b>	<b>11,339</b>	<b>5,436</b>	<b>47,94</b>	<b>14,218</b>	<b>7,359</b>	<b>51,76</b>
Dividendes des autres sociétés	-	3,328		5,000	3,671	73,42
Dividendes des sociétés minières	11,339	2,108	18,59	9,218	3,689	40,02
<b>Ressources de trésorerie</b>	<b>4,856</b>	<b>1,959</b>	<b>40,34</b>	<b>7,143</b>	<b>2,691</b>	<b>37,67</b>
Aliénations d'immeubles et TF	4,679	1,694	36,20	6,952	2,472	35,55
Aliénations de meubles	0,177	0,265	149,72	0,191	0,219	114,75
<b>TOTAL</b>	<b>63,770</b>	<b>35,117</b>	<b>55,07</b>	<b>44,953</b>	<b>53,043</b>	<b>118,00</b>

Source : DND, août 2019.

### a. Recettes budgétaires

La contribution de la DND à la réalisation des objectifs de recettes budgétaire au cours du premier semestre s'est chiffrée **50,352 milliards de francs CFA**, soit un taux de réalisation de **133,17%** de la prévision semestrielle.

Ce montant est supérieur de 51,86% à celui réalisé à la même période en 2018. Il représente 94,93% des ressources mobilisées par la DND, dont 55,09% de recettes fiscales, 30,29% de recettes non fiscales et 14,62% de produits financiers.

Les augmentations les plus significatives s'expliquent essentiellement par :

- la performance réalisée dans le recouvrement de la Taxe Ad Valorem (TAV), soit 114% des prévisions du semestre et 41,10% des recettes budgétaires ; cette performance s'explique par l'amélioration du suivi des déclarations de la TAV des sociétés minières ; le montant réalisé au titre de la TAV intègre 3,088 milliards de FCFA recouverts sur les émissions de l'exercice 2018 ;
- l'amélioration du niveau de recouvrement des droits d'enregistrement, suite au redressement des prix de cession des actes de mutation présentés à l'enregistrement ;
- l'amélioration du niveau de recouvrement des produits financiers (dividendes des sociétés minières et des autres sociétés), dont les réalisations sont supérieures de 1,923 milliard de FCFA à ceux réalisés au 30 juin 2018 ; cette amélioration s'explique en partie par le recouvrement de 2 milliards de FCFA sur les déclarations de 2018, représentant le reliquat des dividendes à verser par la CMDT.
- le niveau exceptionnellement élevé des recouvrements au titre des concessions ordinaires (27312% des prévisions du semestre), provenant de la vente de la licence 4G à la SOTELMA-MALITEL.

### b. Ressources de trésorerie

Les réalisations de ressources de trésorerie durant le premier semestre se sont chiffrées à **2,691 milliards de francs CFA**, contre **1,959 milliard de francs CFA** à la même période en 2018, soit un accroissement de **37,35%** et un taux de réalisation de **37,67%** par rapport aux prévisions du semestre.

Ce faible niveau de réalisation se justifie par le non versement par l'ACI du reliquat des produits issus de la vente des bâtiments, qui se chiffre à plus de **8 milliards de FCFA**. Il s'explique aussi par l'effet d'annonce de la révision des prix de cession des terrains sur le comportement des usagers.

Le niveau de recouvrement connaîtra certainement une amélioration significative au cours du dernier semestre à la suite de l'adoption, le 30 janvier 2019 en Conseil des ministres, de nouveaux décrets portant fixation des prix de cession et redevances des terrains du domaine privé de l'Etat.

Pour ce faire, des instructions ont été données aux structures de recouvrement de réévaluer les anciennes autorisations de paiement sur la base des nouveaux prix et redevances et d'adresser des lettres de notification aux requérants afin, de les inviter à s'acquitter des droits et taxes dus lors de l'acquisition des titres de propriété.

Pour améliorer le niveau de recouvrement au cours du deuxième semestre, la DND envisage d'organiser des séances de travail avec les responsables de certaines sociétés telles que Orange-Mali, SOTELMA-Malitel, CMDT, SOMAGEP pour discuter des modalités de paiement des autorisations à elles notifiées dont le potentiel a été évalué à plus de **5 milliards de francs CFA**.

S'agissant des aliénations des biens meubles de l'Etat, même si l'objectif du premier semestre 2019 est atteint, les réalisations sont inférieures à leur niveau de 2018.

Cette situation s'explique par la lenteur constatée dans le traitement des dossiers de réformes des véhicules usagers de l'Etat ainsi que le manque de collaboration entre les services de recouvrement de la DND et les Présidents des tribunaux, en ce qui concerne la vente des scellés au niveau des tribunaux.

Des dispositions sont en cours pour l'instauration d'un cadre collaboration afin de réaliser les opérations de vente desdits biens.

### **c. Contraintes et difficultés rencontrées**

Les réalisations de recettes ont été fortement impactées par un certain nombre de difficultés dont :

- le non-paiement des dividendes par certaines sociétés minières ;
- le non-paiement de l'intégralité des montants prévus sur la rubrique de la TAV par les sociétés minières ;
- le paiement de la TAV de certaines sociétés minières par compensation des crédits TVA;
- l'incidence des dispositions des conventions d'établissement de certaines sociétés minières, qui ne permettent pas à l'Etat de tirer profit de son patrimoine minier, conformément à l'article 32 du Code domanial et foncier ;
- le non-respect du paiement des dividendes prioritaires (10% du bénéfice distribuable au profit de l'État), perçus en cas de bénéfices réalisés par les sociétés minières ;
- la non-représentation de la DND dans les commissions de délivrance, de renouvellement, de transfert et de retrait des permis miniers et d'autorisation d'ouverture de carrières industrielles à travers la Division des domaines ;
- la non-comptabilisation dans les recettes de la DND du montant des acomptes de dividendes payés par PMU-MALI ;
- l'inexistence d'un cadre de concertation entre le Ministère de l'économie et des finances, le Ministère des mines et le Ministère de l'habitat et de l'urbanisme pour un meilleur suivi du secteur minier ;
- l'application de trois codes miniers qui engendre, du coup, une inégalité de traitement des sociétés minières œuvrant dans le même secteur;
- la non-implication de la DND dans les procédures de transfert et de cession de permis miniers pour lui permettre de recouvrer la plus-value de cessions réalisées sur ces transactions ;
- l'insuffisance des moyens matériels pour la mise en œuvre des activités de recouvrement de recettes.

**d. Mesures correctives**

Pour améliorer le niveau des recouvrements, les mesures suivantes sont envisagées :

A court terme :

- demander à l'Agence de Cession Immobilière (ACI), de procéder au paiement du reliquat du prix de cession des bâtiments administratifs vendus et les autres droits connexes dont le montant s'élève à plus de **8 milliards de francs CFA** ;
- demander aux responsables des sociétés minières et non-minières, dans lesquelles l'Etat détient des participations, de proposer aux organes délibérants desdites sociétés la distribution de dividendes en cas de réalisation de bénéfices ;
- relire la convention d'établissement de la société des mines d'or de Loulo (SOMILO) pour supprimer les dispositions de l'article 8 empêchant la distribution de dividendes ;
- instaurer un cadre de collaboration entre la DND et la DGI dans le but de mutualiser les informations sur les contribuables, en vue d'améliorer la mobilisation des recettes intérieures ;
- instaurer un cadre de collaboration entre la DND et la Direction nationale de la géologie et des mines pour renforcer le suivi des recettes provenant du secteur minier ;
- renforcer le cadre de collaboration entre la DND et l'Ordre des notaires pour un meilleur suivi des transactions foncières ;
- appliquer la loi sur la publicité foncière obligatoire en vue d'améliorer les recettes liées aux transactions foncières ;
- comptabiliser au compte du service des domaines, les recettes de redevances superficielles et de la taxe d'extraction des carrières et de ramassage des matériaux recouvrées par la Direction nationale de la géologie et des mines ;
- organiser des missions de suivi et de contrôle de la mise en œuvre des instructions relatives au recouvrement des recettes au niveau régional et subrégional ;
- renforcer les capacités (équipements, ressources humaines, voyages d'études, formation etc.) de la DND dans le cadre de la mobilisation des recettes.

A moyen terme :

- prendre les dispositions nécessaires pour mettre en application le droit de préemption dans le cadre des transactions foncières ;
- revoir à la hausse les taux de la taxe sur la plus-value de cession immobilière au regard de l'existence du potentiel avéré dont regorge les transactions foncières ;
- rapatrier les rubriques de recettes domaniales recouvrées par d'autres services dans la nomenclature des recettes de la DND ;
- mettre en place le cadastre pour une meilleure évaluation de la valeur vénale des immeubles objets des transactions.

### **C. Perspectives de recouvrement pour le troisième trimestre 2019**

Comme perspectives, il est attendu, au titre du troisième trimestre, un montant de **32,800 milliards de francs CFA**, réparti comme suit :

- **11 milliards de FCFA** de dividendes attendus de la part de la SOTELMA-MALITEL ;
- **8 milliards de FCFA** de dividendes attendus de la part de la société minière de Fékola ;
- **7,5 milliards de FCFA** de TAV, soit une moyenne mensuelle de recouvrement de l'ordre de **2,5 milliards de FCFA** ;
- **6,3 milliards de FCFA** de recettes sur les transactions foncières, soit une moyenne mensuelle de recouvrement de 2,1 milliards de FCFA.

### **DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE**

L'objectif de recouvrement des prêts rétrocédés pour l'année 2019 demeure inchangé dans le projet de collectif budgétaire à **9,592 milliards de FCFA**.

Sur ce montant, **2,448 milliards de FCFA** ont été mobilisés à la date du 30 juin 2019, soit un taux d'exécution **25,52%** par rapport à l'objectif annuel, contre **39%** à la même période en 2018.

L'écart considérable enregistré entre les réalisations et les prévisions est dû au non-paiement des échéances du Nouveau Complexe Sucrier du Kala Supérieur SA (N-SUKALA), qui n'arrivent pas à honorer, à bonne date, ses échéances.

Les perspectives de recouvrement du troisième trimestre 2019 se chiffrent à **3,119 milliards de FCFA**.

La Direction Générale de la Dette Publique (DGDP) continuera à recouvrer les échéances courantes de dettes et à réclamer le paiement des arriérés avec l'assistance des autres services du Ministère de l'économie et des finances.

Le tableau 14 présente la situation des recouvrements des prêts rétrocédés au premier semestre 2019.

RAPPORT SUR LA SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET D'ETAT AU 30 JUIN 2019

Tableau 14. Recouvrement des prêts rétrocédés par la DGDP.

(En millions de FCFA)

ORGANISMES	janvier		février		mars		avril		mai		juin		juillet		août		septembre		octobre		novembre		décembre		TOTAL GENERAL			
	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal		
BNDA				12	8	8			405	405	12						8						403		12		848	425
EDM-SA										165	125														125		250	165
SOGEM	207		1 084			1 630	910						207		1 068					892							4 368	1 630
BDM-SA							74	74												71							145	74
SOTELMA-SA							6	6												6							12	6
N-SUKALA					1 852													1 836									3 688	-
BMS-SA							142	148												139							281	148
<b>Total</b>	<b>207</b>	<b>-</b>	<b>1 084</b>	<b>12</b>	<b>1 860</b>	<b>1 638</b>	<b>1 132</b>	<b>228</b>	<b>405</b>	<b>570</b>	<b>137</b>	<b>-</b>	<b>207</b>	<b>-</b>	<b>1 068</b>	<b>-</b>	<b>1 844</b>	<b>-</b>	<b>1 108</b>	<b>-</b>	<b>403</b>	<b>-</b>	<b>137</b>	<b>-</b>	<b>9 592</b>	<b>2 448</b>		
Cumul		-		12		1 650		1 878		2 448		2 448		2 448		2 448		2 448		2 448		2 448		2 448		2 448		2 448
Taux de réalisation	0%		1,11%		88,06%		20,14%		140,74%		0,00%														25,52%			

Source : DGDP, août 2019.

## **DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION DES BIENS DE L'ETAT**

Les recettes de la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat (DGABE) proviennent essentiellement des produits de vente des actifs des sociétés privatisées ou liquidées.

En 2019, il a été inscrit dans la loi des finances des prévisions de recettes de cessions d'immobilisations incorporelles de **50 milliards de FCFA** pour la DGABE. Ces prévisions demeurent inchangées dans le projet de collectif budgétaire.

Elles prennent en compte la cession :

- d'une partie des actions de la SOTELMA ;
- de l'Usine Malienne de Produits Pharmaceutiques (UMPP) ;
- des actifs de l'Hôtel Club de Sélingué.

A l'issue des travaux de la commission de privatisation de l'UMPP, créé par Décision n°2017-0025/MDI-SG du 06 juillet 2017, une seule offre a été reçue. Il s'est avéré que cette offre n'est pas avantageuse pour l'Etat. A cet égard, il a été décidé de procéder à la réalisation de la parcelle de terrain sur laquelle est bâtie l'unité.

En ce qui concerne l'Hôtel Club de Sélingué, le processus de cession est en cours. A la suite d'une consultation restreinte, un consultant a été recruté en vue de l'évaluation des actifs de l'Hôtel.

Par ailleurs, la DGABE assure le suivi de la réalisation de la vente des matières et matériels réformés. Les produits de ces ventes sont comptabilisés au compte de la DND. À la date du 30 juin 2019, un montant de **219 millions de FCFA** a été réalisé au titre de la vente des matières et matériels réformés, sur une prévision de **385 millions de FCFA**.

En termes de perspectives, il est prévu, au cours du troisième trimestre 2019, l'évaluation des actifs de l'Hôtel Club et la poursuite des travaux de la commission de privatisation de l'UMPP. Des dispositions sont également en cours pour la cession de 19% des actions de la SOTELMA.

Pour permettre à la DGABE d'avoir une meilleure visibilité sur les ressources provenant des activités qu'elle mène et une maîtrise des recettes budgétaires y découlant, il serait souhaitable que les prévisions de recettes soient portées sur les flux générés par l'ensemble des activités gérées par la structure.

Actuellement, à l'exception des produits de privatisation des entreprises publiques, toutes les autres recettes sont recouvrées au niveau des guichets de la DND et sont directement reversées au Trésor pour le compte de celle-ci.

### **III. EXECUTION DES CHARGES DE L'ETAT**

Les charges de l'Etat sont constituées des dépenses budgétaires et des charges de trésorerie. Elles sont évaluées à **2 736,540 milliards de FCFA** dans le projet de loi de finances rectificative, contre **2 759,198 milliards de FCFA** dans la loi de finances initiale, soit une légère réduction de **0,82%**.

Sur ce montant, **32,35%** ont été exécutées, soit un montant cumulé de paiement de **885,265 milliards de FCFA**, dont **717,757 milliards de FCFA** de dépenses budgétaires et, **167,508 milliards de FCFA** de charges de trésorerie.

#### **3.1. DEPENSES BUDGETAIRES**

Les prévisions révisées de dépenses budgétaires de l'exercice 2019 se chiffrent à **2 387,742 milliards de FCFA**, contre **2 410,400 milliards de FCFA** dans la loi de finances initiale, soit une réduction de **0,94%**. Sur ces prévisions, il a été exécuté au 30 juin 2019 un montant de **717,757 milliards de FCFA**, correspondant à un taux d'exécution de **29,76%**, dont **21,11%** dans les régions et **12,15%** par les établissements publics.

La situation d'exécution desdites charges est présentée dans les lignes qui suivent.

##### **3.1.1. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par budget et par nature économique**

Le tableau 15 présente la situation d'exécution des dépenses budgétaires par type de budget et par nature économique.

Tableau 15. Situation d'exécution des dépenses budgétaires par budget et par nature économique.

NATURES ECONOMIQUES	PREVISIONS PLR 2019 (en milliards de FCFA)		REALISATIONS CP LFI 2019 AU 30 juin 2019		
	AE (1)	CP (2)	CP ENGAGES (en milliards de FCFA) (3)	CP LIQUIDES (en milliards de FCFA) (4)	TAUX D'EXECUTION en % (5) = [(4) / (2)]*100
<b>Budget Général (1)</b>	<b>801,184</b>	<b>2 261,156</b>	<b>887,289</b>	<b>675,917</b>	<b>29,89</b>
<b>Dépenses ordinaires</b>		<b>1 415,363</b>	<b>670,698</b>	<b>528,401</b>	<b>37,33</b>
Personnel		595,600	331,653	231,865	38,93
<i>dont fonctionnaires des Collectivités Territoriales</i>		158,570	86,555	77,313	48,76
Acquisitions de biens et services, dont		358,347	112,132	93,519	26,10
<i>Matériel</i>		121,762	41,291	31,806	26,12
<i>Communication</i>		47,319	17,470	15,810	33,41
<i>Autres Dépenses</i>		96,137	31,545	28,037	29,16
<i>dépenses électorales</i>		20,750	1,444	1,434	6,91
Charges financières		101,056	53,904	51,344	50,81
Transferts et subventions, dont		352,651	171,111	150,176	42,58
<i>Bourses</i>		17,796	8,673	7,643	42,95
<i>Subvention Intrants</i>		43,000	10,000	10,000	23,26
<i>Subvention EDM-SA</i>		75,000	30,000	30,000	40,00
<i>Filet social</i>		17,000	1,222	1,222	7,19
Dépenses en atténuation des recettes		7,709	1,897	1,498	19,43
<b>Dépenses en capital</b>	<b>801,184</b>	<b>845,793</b>	<b>216,592</b>	<b>147,515</b>	<b>17,44</b>
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat <sup>6</sup>	801,184	845,793	216,592	147,515	17,44
<i>dont Filet social</i>	10,000	10,000	2,356	2,107	21,07
Dépenses de transferts en capital	0,000	0,000	0,000	0,000	
<b>Budgets annexes (2)</b>	<b>2,560</b>	<b>7,858</b>	<b>2,577</b>	<b>2,238</b>	<b>28,48</b>
Personnel		2,004	0,744	0,717	35,79
Acquisitions de biens et services		2,471	0,753	0,750	30,37
Transferts et subventions		0,823	0,427	0,427	51,89
Dépenses en capital	2,560	2,560	0,652	0,343	13,40
<b>Comptes spéciaux du Trésor (3)</b>	<b>51,593</b>	<b>118,728</b>	<b>39,659</b>	<b>39,602</b>	<b>33,36</b>
Personnel		0,430	0,056	0,051	11,89
Acquisitions de biens et services		66,098	39,410	39,358	59,54
Transferts et subventions		0,608	0,180	0,180	29,66
Dépenses en capital	51,593	51,593	0,013	0,013	0,03
<b>TOTAL GENERAL (1 + 2 + 3)</b>	<b>855,337</b>	<b>2 387,742</b>	<b>929,525</b>	<b>717,757</b>	<b>29,76</b>

Source : DGB, août 2019.

<sup>6</sup> La situation d'exécution des dépenses d'investissement exécutées par l'Etat intègre celle du budget spécial d'investissement sur financement extérieur.

### 3.1.1.1. Budget général

Les dépenses du budget général regroupent les dépenses effectuées par les départements ministériels, les établissements publics placés sous leurs tutelles ainsi que les institutions de la République et assimilées. Elles s'élèvent à **2 261,156 milliards de FCFA** dans le projet de collectif budgétaire, contre **2 283,814 milliards de FCFA** dans la loi de finances initiale, soit une diminution de **0,99%**.

Sur ce montant, **675,917 milliards de FCFA** ont été exécutés au 30 juin 2019, soit un taux d'exécution de **29,89%**.

Ce niveau d'exécution est supérieur à celui observé à la même période en 2018 de **15,903 milliards de FCFA**, en termes de valeur et de 2 points de pourcentage, en termes de taux d'exécution.

#### **Dépenses ordinaires**

Dans le budget d'Etat de 2019, les dépenses ordinaires sont inscrites en Crédits de Paiement (CP) qui constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées au cours de l'exercice.

Les CP des dépenses ordinaires s'élèvent à **1 415,363 milliards de FCFA** dans le projet de collectif budgétaire, contre **1 357,363 milliards de FCFA** dans la loi de finances initiale, soit une augmentation de 4,27%. Cette augmentation se justifie par la hausse des dépenses de transferts et de subvention.

Sur ce montant, **37,33%**, représentant **528,401 milliards de FCFA**, ont été exécutés. Ils se déclinent en dépenses de personnel, de biens et services, de charges financières, de transferts et subventions, et celles en atténuation des recettes.

#### ◆ **Personnel :**

Les crédits de paiement des charges salariales du personnel civil et militaire de l'Etat et des fonctionnaires des collectivités territoriales se chiffrent en 2019 à **595,600 milliards de FCFA** dans le budget d'Etat de 2019. Ils ont été exécutés à hauteur de **38,93%**, soit **231,865 milliards de FCFA**, sur lesquels **33,34%** représentent des charges salariales des fonctionnaires des collectivités territoriales, soit **77,313 milliards de FCFA**.

#### ◆ **Biens et services :**

Les crédits de paiement des « biens et services » ont été exécutés à hauteur de **93,519 milliards de FCFA** représentant **26,10%** des **358,347 milliards de FCFA** inscrits au budget d'Etat 2019. Les principaux postes de dépenses sont ceux liés à l'acquisition de matériel (**34,01%**), aux autres dépenses (**29,98%**) et aux frais de communication et énergie (**16,91%**).

◆ **Charges financières :**

Les crédits de paiement des charges financières servent à régler les intérêts de la dette intérieure et extérieure, qui s'élèvent respectivement à **65,709 milliards de FCFA** et **35, 347 milliards de FCFA** dans le budget d'Etat 2019. Au 30 juin 2019, ils ont été exécutés à hauteur de **50,81%**, correspondant à **51,344 milliards de FCFA**, dont **24,070 milliards de FCFA** sur la dette intérieure et **14,707 milliards de FCFA** sur la dette extérieure.

◆ **Transferts et subventions :**

Évalués à **352,651 milliards de FCFA** dans le projet de collectif budgétaire, les CP des dépenses de transferts et subventions sont en hausse de **19,68%** par rapport aux prévisions de la loi de finances initiale.

Cette augmentation s'explique par :

- l'augmentation de la subvention accordée par l'Etat à EDM SA, de **45 milliards de FCFA**, en vue de :
  - l'apurement de la créance de EDM vis-à-vis de la centrale thermique Sogli Pangeba Mohamed (SOPAM Energie), pour 21 milliards de FCFA ;
  - l'apurement de la dette fiscale de EDM SA vis-à-vis de l'Etat, pour 24 milliards de FCFA ;
- l'augmentation des crédits alloués au filet social pour la prise en charge du Plan d'actions humanitaires de relèvement et de développement dans les régions du centre, à hauteur de **13 milliards de FCFA**.

Au 30 juin 2019, **150,176 milliards de FCFA** ont été exécutés sur ces prévisions révisées, représentant un taux d'exécution de **42,58%**. Sur ce montant, la subvention à EDM SA représente 19,98%, les bourses scolaires 5,09%, la subvention des intrants 6,66%.

◆ **Dépenses en atténuation des recettes :**

Prévues pour **7,709 milliards de FCFA** et affectées au paiement des exonérations dans le cadre des conventions de financement des projets d'investissement, la situation d'exécution des dépenses en atténuation des recettes fait ressortir à la fin du premier semestre, un niveau d'exécution de **1,498 milliards de FCFA**, représentant **19,43%** des prévisions.

◆ **Dépenses en capital**

Les dépenses en capital ou d'investissements sont inscrites en Autorisations d'Engagement (AE) et en Crédits de Paiement<sup>7</sup> (CP). Les AE constituent la limite supérieure de dépenses pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la loi de finances.

Elles se décomposent en (i) dépenses d'équipement, études et recherches des administrations publiques, (ii) dépenses d'investissements stratégiques inscrits au Budget Spécial d'Investissement (BSI) ainsi qu'en (iii) Appuis Budgétaires Sectoriels (ABS).

<sup>7</sup>Cf. supra point 3.1.1.1 – Dépenses ordinaires pour la définition des CP.

Dans le projet de collectif budgétaire, les AE des dépenses en capital s'élèvent à **801,184 milliards de FCFA**, contre **798,620 milliards de FCFA** dans la loi de finances initiale. Cette légère augmentation s'explique par celle des prévisions d'ABS.

Quant à leurs crédits de paiement, ils sont évalués à **845,793 milliards de FCFA** dans le projet de collectif budgétaire, contre **926,451 milliards de FCFA** dans la loi de finances initiale. Sur ce montant, **147,515 milliards de FCFA** ont été exécutés au 30 juin 2019, soit un taux d'exécution de **17,44 %**, sur lesquels **45,89%** ont été réalisés au compte du BSI financement extérieur, **35,28%** au titre des dépenses d'équipement et des investissements des administrations publiques, **18,52%** au compte du BSI financement intérieur et **0,31%** au titre des ABS.

◆ **Equipement - investissement :**

Les crédits de paiement des dépenses de la rubrique « équipement-investissement » se chiffrent à **313,672 milliards de FCFA** dans le budget 2019. A la fin du premier semestre, ils sont exécutés à **16,59%**, dont une part importante pour des investissements militaires réalisés dans le cadre de la mise en œuvre des lois d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) et de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI).

◆ **Budget Spécial d'Investissement (financement intérieur) :**

Les crédits de paiement des dépenses du BSI financement intérieur, représentent **285,304 milliards de FCFA** dans le budget 2019 sur lesquels **9,58%** ont été exécutés au 30 juin 2019.

◆ **Budget Spécial d'Investissement (financement extérieur) :**

Les crédits de paiement des dépenses du BSI financement extérieur, représentent **236,112 milliards de FCFA** dans le projet de collectif budgétaire, contre **319,335 milliards de FCFA** dans la loi de finances initiale, soit une réduction de **26,06%**. Cette diminution nette résulte :

- du financement par le Luxembourg, à hauteur de 10,778 milliards de FCFA, de nouveaux projets, dans le cadre de la mise en œuvre du Programme indicatif de coopération 2015-2019 (*Cf. supra point 2.1.5*), d'une part ;
- la réduction, de 94,000 milliards de FCFA, des prévisions de financement extérieur des projets inscrits au Budget Spécial d'Investissement (BSI), en raison du faible niveau de décaissement des ressources, observé au 31 mai 2019, d'autre part.

Sur les crédits ainsi révisés, **28,67%** ont été exécutés au 30 juin 2019, soit **67,688 milliards de FCFA**.

La répartition de ces dépenses par ministère et par nature de financement se présente comme suit :

Tableau 16. Situation d'exécution du BSI financement extérieur.

(En millions de FCFA)

MINISTERES/ INSTITUTIONS	Prévisions LFI 2019			Prévisions révisées 2019			Etat d'exécution au premier trimestre 2019			
	Prêt	Subv.	Total	Prêt	Subv.	Total	Prêt	Subv.	Total	Taux
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	1 342	5 737	7 079	842	5 737	6 579	68	1 925	1 993	30,29
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES INFRASTRUCTURES	34 892	30 248	65 140	8 492	30 247	38 739	15 212	776	15 988	41,27
MINISTERE DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	3 950	2 950	6 900	3 700	4 552	8 252	3 645	2 236	5 881	71,27
MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	0	0	0	0	954	954	-	-	-	-
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	50 330	20 694	71 024	26 530	23 327	49 857	9 844	6 383	16 227	32,55
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	13 313	5 103	18 416	6 313	5 103	11 416	3 531	548	4 079	35,73
COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	0	1 193	1 193	0	1 193	1 193	-	293	293	24,56
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	79 440	25 283	104 723	43 390	46 583	89 973	9 202	7 722	16 924	18,81
MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	0	4 000	4 000	0	5 000	5 000	-	3 057	3 057	61,14
MINISTERE DU COMMERCE	0	900	900	0	900	900	-	-	-	-
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION	0	0	0	0	5 589	5 589	-	1 492	1 492	26,70
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	0	39 910	39 910	0	17 610	17 610	-	1 728	1 728	9,81
MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	0	50	50	0	50	50	-	26	26	52,00
<b>TOTAL LOI DE FINANCES</b>	<b>183 267</b>	<b>136 068</b>	<b>319 335</b>	<b>89 267</b>	<b>146 845</b>	<b>236 112</b>	<b>41 502</b>	<b>26 186</b>	<b>67 688</b>	<b>28,67</b>

Source : DNP, août 2019.

### 3.1.1.2. Budgets annexes

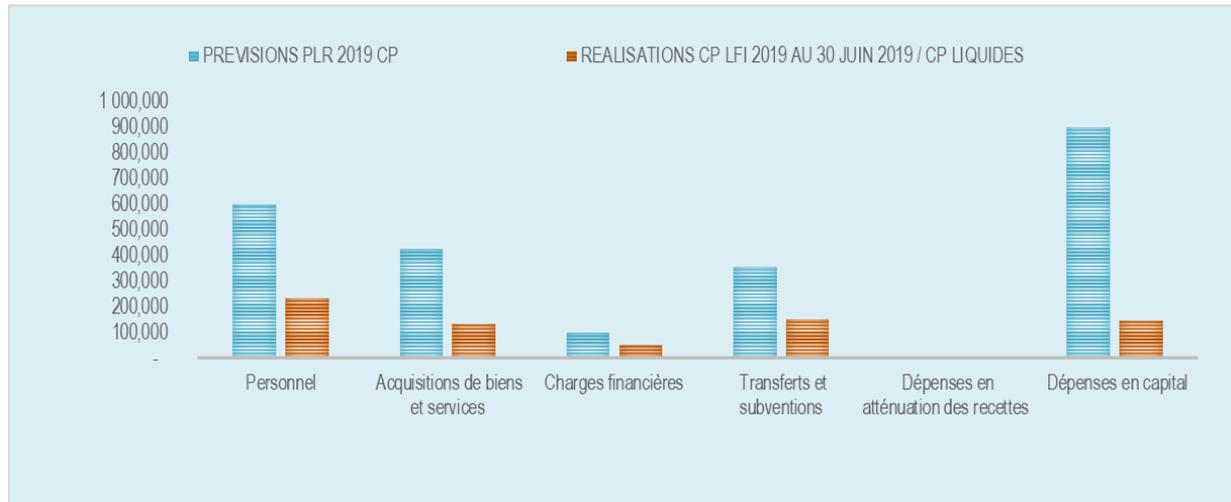
Les crédits de paiement des budgets annexes (*Cf. supra point 2.1.2*) s'élèvent à **7,858 milliards de FCFA** dans le budget d'Etat de 2019. Sur ce montant, **2,238 milliards de FCFA** ont été exécutés au 30 juin 2019, soit **28,48%** des prévisions.

### 3.1.1.3. Comptes spéciaux du Trésor

Les crédits de paiement des comptes spéciaux du Trésor, se chiffrent en 2019 à **118,728 milliards de FCFA** sur lesquels **33,36%** ont été exécutés, dont **99,15%** pour le remboursement de crédits TVA.

Agrégée par nature économique, la situation d'exécution des dépenses budgétaires par rapport aux prévisions annuelles révisées est présentée dans le graphique 4.

Graphique 4. Situation d'exécution du budget d'Etat au 30 juin 2019 par nature économique.



Source :DGB, août 2019.

Le graphique 4 permet d'identifier les catégories de dépenses dont les poids sont les plus importants. Il s'agit, notamment, des dépenses de personnel (**32,41%** des liquidations), des transferts et subventions (**21,01%** des liquidations) et des dépenses en capital exécutées par l'Etat (**20,60%** des liquidations). Bien qu'ayant enregistré le taux d'exécution le plus élevé (50,81%), les charges financières ne représentent que **7,15%** des crédits liquidés au 30 juin 2019.

Au niveau des régions et des établissements publics, la situation d'exécution des charges budgétaires par nature économique au 30 juin 2019 se présente comme suit :

Tableau 17. Situation d'exécution des dépenses budgétaires des régions par nature économique.

NATURE ECONOMIQUE	PREVISIONS LFI 2019 (en milliards de FCFA) (1)	PREVISIONS REVISEES 2019 (en milliards de FCFA) (1)	REALISATIONS CP AU 30 JUIN /2019 (en milliards de FCFA) (2)	TAUX D'EXECUTION en % (3) = [(2)/(1)]*100
<b>Régions</b>				
Personnel	241,848	241,848	117,853	48,73
Acquisition de biens et services	57,475	57,475	16,816	29,26
Transferts et subventions	12,572	12,488	4,931	39,48
Dépenses en investissement	61,264	65,889	10,376	15,75
<b>Total Régions</b>	<b>373,159</b>	<b>377,700</b>	<b>149,975</b>	<b>39,71</b>
<b>Etablissements publics</b>				
Transferts et subventions	143,338	129,993	81,775	62,91
Dépenses en capital	21,516	21,555	4,530	21,02
<b>Total Etablissements publics</b>	<b>164,855</b>	<b>151,549</b>	<b>86,305</b>	<b>56,95</b>
<b>TOTAL</b>	<b>538,013</b>	<b>529,248</b>	<b>236,281</b>	<b>44,64</b>

Source : DGB, août 2019.

Il ressort de la lecture du tableau 17 que les dépenses de personnel constituent la part la plus importante des dépenses liquidées au niveau des régions et des établissements publics au 30 juin 2019 et présentent les taux d'exécution les plus élevés.

### 3.1.2. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par type de programme et par dotation

RAPPORT SUR LA SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET D'ETAT AU 30 JUIN 2019

Le budget d'Etat de 2019 comporte cent quarante-cinq (145) programmes, trois cent trente (330) actions, quatre cents cinquante-huit (458) objectifs et mille cent huit (1108) indicateurs.

Le niveau d'exécution de ces programmes, sans le financement extérieur du BSI, est présenté dans le tableau 18.

Tableau 18. Situation d'exécution des charges budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, par type de programme et par dotation budgétaire.

LIBELLES	PREVISIONS LFI 2019						REALISATIONS CP LFI AU 30 JUIN 2019		
	Nombre de Prog	Nombre d'actions	Nombre d'obj.	Nombre d'indic.	AE	CP	CP ENGAGES	CP LIQUIDES	TAUX D'EXECUTION
					(en milliards de FCFA)		(en milliards de FCFA)		(en %)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = [(8)/(6)]*100
<b>Programmes de pilotage (1)</b>	<b>36</b>	<b>130</b>	<b>128</b>	<b>275</b>	<b>154,595</b>	<b>632,623</b>	<b>291,553</b>	<b>184,485</b>	<b>29,16</b>
Personnel						171,292	115,063	69,230	
Biens et services						142,196	56,517	46,835	
Transferts et subventions						123,096	51,703	48,963	
Investissement					154,595	196,039	68,270	19,458	
<b>Programme opérationnel (2)</b>	<b>97</b>	<b>182</b>	<b>310</b>	<b>775</b>	<b>418,696</b>	<b>1 093,466</b>	<b>421,817</b>	<b>322,851</b>	<b>29,53</b>
Personnel						303,281	207,825	154,812	
Biens et services						107,761	38,071	29,610	
Transferts et subventions						161,045	110,692	92,704	
Investissement					418,696	521,379	65,229	45,725	
<b>Programmes des Budgets annexes (3)</b>	<b>1</b>	<b>7</b>	<b>2</b>	<b>14</b>	<b>2,560</b>	<b>7,858</b>	<b>2,577</b>	<b>2,238</b>	<b>28,48</b>
Personnel						2,004	0,744	0,717	
Biens et services						2,471	0,753	0,750	
Transferts et subventions						0,823	0,427	0,427	
Investissement					2,560	2,560	0,652	0,343	
<b>Programmes Comptes spéciaux du trésor (4)</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>18</b>	<b>44</b>	<b>51,593</b>	<b>118,729</b>	<b>39,659</b>	<b>39,602</b>	<b>33,36</b>
Personnel						0,430	0,056	0,051	
Biens et services						66,098	39,410	39,358	
Transferts et subventions						0,608	0,180	0,180	
Investissement					51,593	51,593	0,013	0,013	
<b>Dotations (5)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>227,893</b>	<b>535,066</b>	<b>106,231</b>	<b>100,893</b>	<b>18,86</b>
Personnel						121,027	8,766	7,823	
Biens et services						209,445	71,434	68,415	
Transferts et subventions						68,510	8,729	8,512	
Investissement					227,893	136,084	17,302	16,142	
<b>TOTAL (1) + (2) + (3) + (4) + (5)</b>	<b>145</b>	<b>330</b>	<b>458</b>	<b>1 108</b>	<b>855,337</b>	<b>2 387,742</b>	<b>861,837</b>	<b>650,069</b>	<b>27,23</b>

Source : DGB, août 2019.

### 3.1.2.1. Programme de pilotage

Les programmes de pilotage sont des programmes d'appui visant la coordination des actions des structures et la gestion des ressources humaines, matérielles et financières mises à leur disposition.

Les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat pour la mise en œuvre de ces programmes ont augmenté de **7,76%** dans le projet de collectif budgétaire par rapport à la loi de finances initiale, passant de **587,053 milliards de FCFA** à **632,623 milliards de FCFA**. Cette augmentation est observable au niveau des transferts et subventions. Ils permettent de financer les 130 actions des 36 programmes d'administration générale.

Au 30 juin 2019, ces crédits ont été exécutés à hauteur de **184,485 milliards de FCFA**, soit **28,38 %** du total des crédits liquidés et **29,16%** des prévisions.

Comparé à celui observé à la même période en 2018, ce niveau d'exécution est en baisse, aussi bien en valeur (écart de **- 12,982 milliards de FCFA**), de part dans le total des liquidations (**30,56%** en 2018) que de taux d'exécution (**32,76%** en 2018).

Sur le montant exécuté, les charges de personnel représentent la part la plus importante des crédits liquidés pour ce type de programme (**37,53%**) et affichent le taux d'exécution le plus élevé (**40,42%**). Les dépenses d'investissement ont été exécutées à **9,93%**, avec une part de **10,55%** des liquidations. Les dépenses de transferts et subventions, représentant **26,54%** des liquidations, ont été exécutés à **39,78%**. Quant aux dépenses d'acquisition de biens et services, elles représentent **25,39%** des liquidations et ont été exécutés à **32,94%**.

### 3.1.2.2. Programmes opérationnels

En 2019, 97 programmes opérationnels, structurés en 183 actions, ont été prévus dans le budget d'Etat, mobilisant **1 093,466 milliards de FCFA**, soit **6,91%** de moins que dans la loi de finances initiale. Cette diminution est observable au niveau des crédits d'investissement.

Au 30 juin, les crédits alloués à ces programmes ont été exécutés à hauteur de **29,53%** et représentent **49,66%** du total des crédits liquidés.

A l'instar des programmes de pilotage, le niveau d'exécution observé est en baisse par rapport à 2018 de : (**14,892 milliards de FCFA**) en valeur, **2 points de pourcentage** en termes de poids. Par contre, il est en hausse de **1 point de pourcentage** en termes de taux d'exécution par rapport aux prévisions.

Sur le montant liquidé, les dépenses de personnel, exécutées à **51,05%**, sont également les plus importantes (**47,95%** des crédits liquidés). Elles sont suivies par les dépenses de transferts et de subventions, qui représentent **28,71%** des crédits liquidés et sont exécutés à **57,56%** par rapport aux prévisions. Quant aux crédits d'investissement, ils représentent **14,16%** des liquidations et enregistrent le plus faible taux d'exécution, soit **8,77%**. Les crédits d'acquisition de biens et services ne représentent que **9,17%** des crédits liquidés et ont été exécutés à **27,48%**.

Les programmes opérationnels regroupent des actions et des activités dont la mise en œuvre concourt directement à l'atteinte des objectifs des départements ministériels, institutions et assimilées.

### 3.1.2.3. Programmes des budgets annexes

En 2019, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat pour la mise en œuvre du programme des budgets annexes permettent de financer 7 actions.

Au 30 juin, ils ont été exécutés à hauteur de **2,238 milliards de FCFA**, soit **28,48%** et **0,34%** des crédits liquidés.

Comparé à celui observé en 2018 à la même période, ce niveau d'exécution s'est amélioré de **643 millions de FCFA** en valeur et d'environ **4 points de pourcentage** en termes de taux d'exécution.

Sur le montant total des liquidations, **33,53%** représentent des acquisitions de biens et services, **32,06%** des dépenses de personnel, **19,08%** des transferts et subventions et **15,33%** des dépenses en capital.

### 3.1.2.4. Programmes des comptes spéciaux du Trésor

Les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat pour la mise en œuvre des programmes des comptes spéciaux du trésor permettent de financer 11 actions des 11 programmes des comptes spéciaux en 2019.

Au 30 juin 2019, ils ont été exécutés à hauteur de **39,602 milliards de FCFA**, soit **33,36%** des prévisions et **6,09%** du total des crédits liquidés, dont **99,38%** ont servi à l'acquisition de biens et services.

Ce niveau d'exécution est en hausse par rapport à celui enregistré à la même période en 2018 (**25,663 milliards de FCFA** représentant **22,01%** de taux de réalisation et **4%** des crédits liquidés).

### 3.1.2.5. Dotations

Les crédits budgétaires non repartis en programmes sont ventilés en dotation. Chaque dotation regroupe un ensemble de crédits globalisés destinés à couvrir les dépenses spécifiques auxquelles ne peuvent être directement associés des objectifs de politiques publiques ou des critères de performance.

Les crédits de paiement inscrits dans le projet de collectif budgétaire pour les dotations se chiffrent à **535,066 milliards de FCFA**, contre **522,066 milliards de FCFA** dans la loi de finances initiale, soit une augmentation de **2,49%**. Cette augmentation est observable au niveau des transferts et subventions.

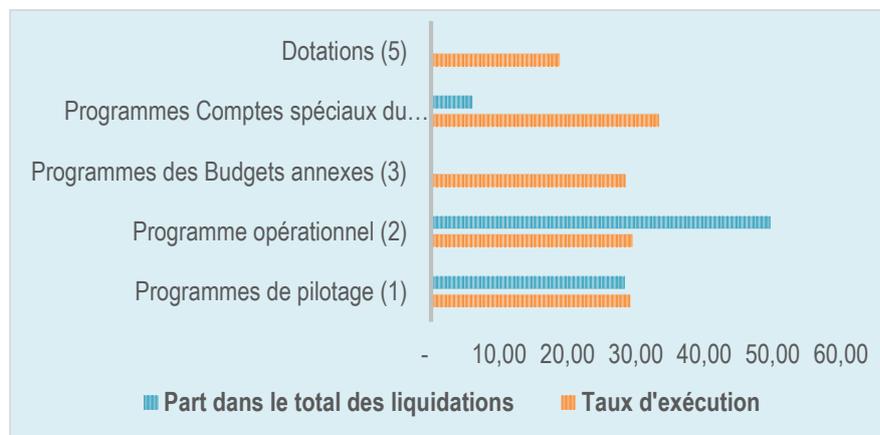
Sur les prévisions ainsi rectifiées, **100,893 milliards de FCFA** ont été exécutés, soit **18,86%** des prévisions et **15,52%** du total des crédits liquidés.

Au 30 juin 2018, il avait été observé un montant liquidé de **83,737 milliards de FCFA**, un taux d'exécution de **19,97%** et un poids de **13%** des crédits liquidés.

Au 30 juin 2019, l'acquisition de biens et services représentent **67,81%** des liquidations de crédits des dotations, suivie des dépenses en capital qui représentent **16%**.

Le graphique 5 récapitule la situation d'exécution des charges budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, par type de programme et par dotation.

**Graphique 5. Situation d'exécution des charges budgétaires par type de programme et par dotation budgétaire, sans le financement extérieur du BSI.**



Source : DGB, août 2019.

Il en ressort que les dépenses effectuées par les programmes opérationnels représentent près de **50%** des crédits liquidés au 30 juin 2019 tandis que le taux d'exécution le plus élevé par rapport

aux prévisions est enregistré par les programmes des comptes spéciaux du trésor, soit **33,36%**.

### 3.1.3. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par fonction

La classification fonctionnelle permet de classer les charges de l'Etat en fonction de leurs objectifs socio-économiques. Ainsi, les charges budgétaires sont réparties entre dix (10) grandes divisions de fonction.

Le tableau 19 présente la situation d'exécution des dépenses classées par fonction.

**Tableau 19. Situation d'exécution des charges budgétaires par classification fonctionnelle, sans le financement extérieur du BSI.**

FONCTION	PREVISIONS PLR 2019		REALISATIONS LFI AU 30 JUIN 2019			
	CP (en milliards de FCFA)	POIDS CP en %	CREDITS ENGAGES (en milliards de FCFA)	CREDITS LIQUIDES (en milliards de FCFA)	TAUX D'EXECUTION DES CP en %	POIDS CP en %
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = [(4)/(1)]*100	(6)
Services généraux des administrations publiques	592,480	24,81	223,226	192,772	32,54	29,65
Défense	277,897	11,64	162,025	87,952	31,65	13,53
Ordre et sécurité publics	145,037	6,07	69,239	45,721	31,52	7,03
Affaires économiques	596,032	24,96	107,202	88,498	14,85	13,61
<i>dont Agriculture</i>	254,400	10,65	36,105	30,018	11,80	4,62
Protection de l'environnement	49,887	2,09	9,158	7,363	14,76	1,13
Logement et équipements collectifs	80,767	3,38	13,183	10,516	13,02	1,62
Santé	123,422	5,17	42,756	29,166	23,63	4,49
Loisirs, culture et culte	20,760	0,87	9,658	7,470	35,98	1,15
Enseignement	375,072	15,71	182,936	140,681	37,51	21,64
Protection sociale	126,388	5,29	42,453	39,931	31,59	6,14
<b>TOTAL</b>	<b>2 387,742</b>	<b>100,00</b>	<b>861,837</b>	<b>650,069</b>	<b>27,23</b>	<b>100,00</b>

Source : DGB, août 2019.

### 3.1.3.1. Services généraux des administrations publiques

Les crédits alloués aux **services généraux des administrations publiques** ont augmenté de **1,29%** dans le projet de collectif budgétaire par rapport à la loi de finances initiale.

Leur taux d'exécution s'élève à **32,54%** à la date du 30 juin 2019. Ce niveau d'exécution est soutenu par les dépenses liées au fonctionnement des organes exécutifs et législatifs, les affaires financières et fiscales ainsi que les affaires étrangères pour **47,35%**, les opérations concernant la dette publique pour **27,02%**, les dépenses des services généraux des administrations publiques non classées ailleurs pour **17,37%**, et, dans de moindres mesures, les transferts de caractère général entre les administrations publiques, les services généraux, la recherche fondamentale et la recherche-développement. En termes de poids dans le total des crédits liquidés, ils représentent la fonction la plus importante avec **29,65%** des dépenses totales.

Avec **27,25%** de taux d'exécution et **23,70%** de poids observés au 30 juin 2018, le niveau d'exécution des dépenses de cette fonction s'est amélioré en 2019.

### 3.1.3.2. Défense

Le poids des dépenses liées à la défense dans le total des crédits liquidés représente **13,53%**. Leur taux d'exécution au 30 juin 2019 par rapport aux prévisions s'élève à **31,65%**.

Ce niveau d'exécution est en baisse par rapport à celui enregistré à la fin du premier semestre de 2018 (**16,66%** des crédits liquidés et **39,53%** des prévisions).

### 3.1.3.3. Ordre et sécurité publics

Avec un taux d'exécution de **31,52%** à la fin du deuxième trimestre, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat 2019 et exécutés au titre de l'ordre et de la sécurité publics concernent principalement les services de police, les dépenses des tribunaux et les autres fonctions d'ordre et de sécurité publics non classés ailleurs. Ils représentent **7,03%** des crédits liquidés au 30 juin 2019.

A l'instar des dépenses de la fonction **défense**, celles afférentes à l'ordre et la sécurité publics enregistrent un taux d'exécution moins élevé par rapport à 2018 (**35,39%**), malgré la stabilité de leur poids dans le total des crédits liquidés.

### 3.1.3.4. Affaires économiques

Les crédits de paiements inscrits au budget d'Etat 2019 au titre des affaires économiques ont diminué de **5,88%** dans le projet de collectif budgétaire, par rapport à la loi de finances initiale.

Les prévisions révisées ont été exécutés au 30 juin 2019 à hauteur de **14,85%**, soit **13,61%** du total des crédits liquidés à cette date. Les postes de dépenses les plus importants sont l'Agriculture, la sylviculture, la pêche et la chasse (**33,92%**) et les affaires économiques non classées ailleurs (**36,89%**).

Ce niveau d'exécution affiche une détérioration par rapport à celui observé à la même période en 2018 (**18,14%** des prévisions et **18,77%** du total des crédits liquidés). En outre, le poids des transports dans les dépenses de cette fonction passe de **40%** en 2018 à **6%** en 2019.

### 3.1.3.5. Protection de l'environnement, logement et équipements collectifs, loisirs, culture et culte

Les prévisions de dépenses des fonctions de *protection de l'environnement* et de *logement et équipements collectifs* ont diminué dans le projet de collectif budgétaire, respectivement de **6,56%** et **3,64%**, tandis que celles de la fonction *loisirs, culture et culte* demeurent inchangées.

Au 30 juin 2019, les poids des dépenses liées à ces trois (3) fonctions sont les plus faibles (respectivement **1,13%**, **1,62%** et **1,15%** du total des crédits liquidés). Quant à leurs taux d'exécution par rapport aux prévisions, ils s'élèvent respectivement à **14,76%**, **13,02%** et **35,98%**.

Comparés à l'exercice 2018, leurs poids se sont améliorés (respectivement **0,52%**, **0,85%** et **0,99%** du total des crédits liquidés observés en 2018). En termes de taux d'exécution, ceux des fonctions de *logement et équipements collectifs* ainsi que de *loisirs, culture et culte* se sont améliorés (**9,97%** et **28,90%** relevés en 2018), tandis que celui de la fonction de *protection de l'environnement* s'est détérioré (**37,77%** enregistré en 2018).

### 3.1.3.6. Santé

Les crédits alloués à la fonction *santé* sont en légère hausse de **0,47%** dans le projet de loi de finances rectificative, par rapport à la loi initiale.

Au 30 juin 2019, les dépenses de cette fonction représentent **4,49%** du total des crédits liquidés et enregistrent un taux d'exécution de **23,63%**, sur lesquelles **47,85%** l'ont été pour des services de santé non classés ailleurs, **23,45%** pour les services hospitaliers et **21,56%** pour les services de santé publique.

Ce niveau d'exécution est supérieur à celui relevé en 2018 (**19,43%** des prévisions et **3,74%** des crédits liquidés).

### 3.1.3.7. Enseignement

Les crédits de paiements inscrits au budget d'Etat 2019 au titre de l'enseignement affichent le niveau d'exécution le plus important au 30 juin 2019, soit **37,51%** des prévisions. Les crédits liquidés au compte de cette fonction représentent **21,64%** du total des liquidations à cette date. Les groupes de dépenses les plus importants sont l'enseignement préélémentaire et primaire (**52,78%**), l'enseignement secondaire (**25,60%**) et l'enseignement supérieur (**16,18%**).

Comparé à l'exercice 2018, ce niveau d'exécution s'est amélioré de **5,74%** en termes de montant de crédits liquidés, environ **4 points de pourcentage** en termes de taux d'exécution et **1 point de pourcentage** en termes de poids.

### 3.1.3.8. Protection sociale

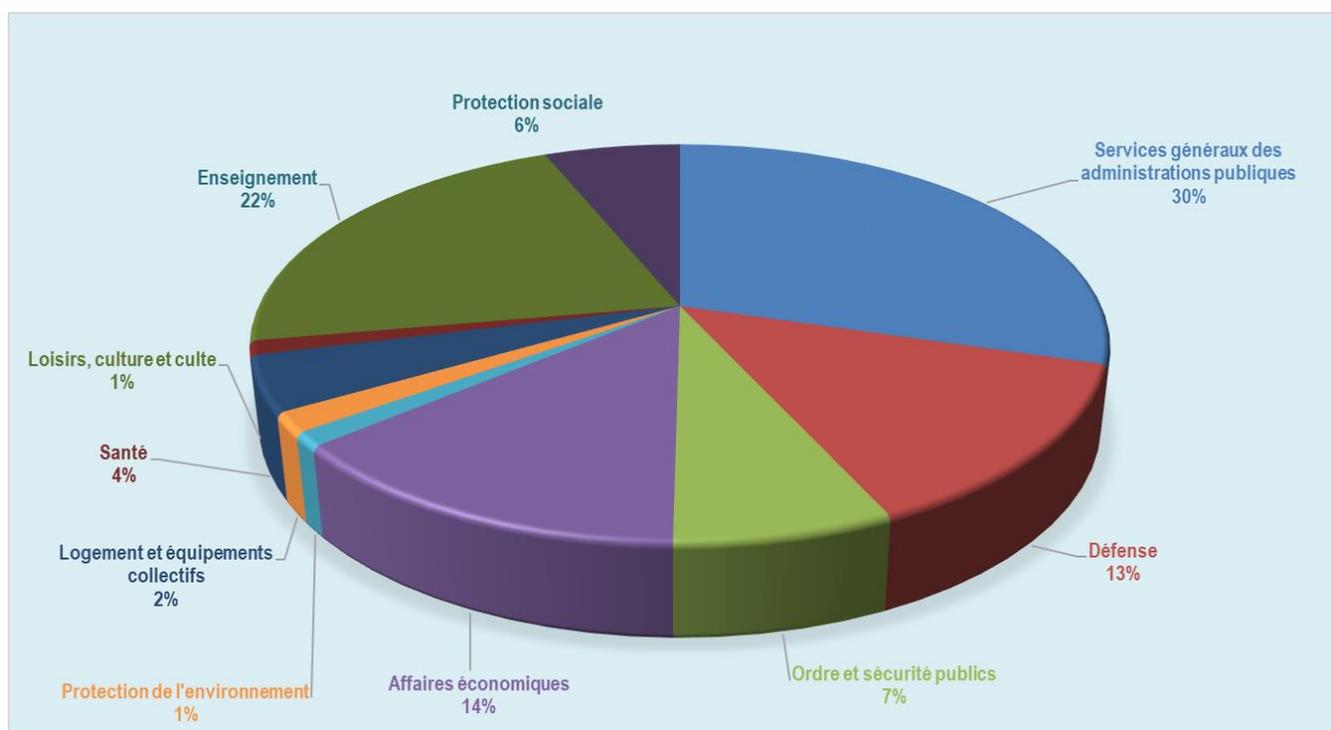
Dans le projet de collectif budgétaire, les crédits destinés au financement de la protection sociale ont augmenté de **11,47%** par rapport à la loi de finances initiale.

Avec un taux d'exécution de **31,59%** des prévisions à la fin du deuxième trimestre, ces crédits ne représentent que **6,14%** du total des crédits liquidés. Ils servent principalement à prendre en charge la vieillesse (**77,99%**).

Ce niveau d'exécution est inférieur à celui observé à la même période en 2018 (**45,41%** des prévisions et **7,02%** des crédits liquidés).

Le graphique 6, présente la part de chacune des grandes divisions de fonction dans le montant total des crédits liquidés au 30 juin 2019.

**Graphique 6. Poids des CP liquidés par fonction en %.**



**Source : DGB, août 2019.**

La lecture du graphique 6 fait apparaître le fait que les divisions « services généraux des administrations publiques », « enseignement », « affaires économiques » et « défense », sont les plus importantes en termes de poids dans le montant total des crédits liquidés au deuxième trimestre 2019.

### 3.2. CHARGES DE TRESORERIE

Pour l'exercice budgétaire 2019, les charges de trésorerie de l'Etat sont évaluées à **348,583 milliards de FCFA**, contre **345,161 milliards de FCFA** dans la loi de finances de 2018, soit une hausse de **3,422 milliards de FCFA**.

De manière globale, elles ont été exécutées à hauteur de **167,508 milliards de FCFA**, soit **48,02%** des prévisions. La situation d'exécution de ces charges au 30 juin 2019 est présentée dans le tableau 20.

Tableau 20. Situation d'exécution des charges de trésorerie au 30 juin 2019.

CHARGES	PREVISIONS 2019 (en milliards de FCFA) (1)	REALISATIONS AU 30 JUIN 2019 (en milliards de FCFA) (2)	TAUX D'EXECUTION en % (4) = [(2)/(1)]*100
Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes	254,429	146,322	57,51
<i>Principal dette intérieure</i>	142,372	103,064	72,39
<i>Principal dette extérieure</i>	112,057	43,258	38,60
Retraits sur les comptes des correspondants	94,369	21,186	22,45
Prêts et avances	-	-	
<b>Total charges de trésorerie</b>	<b>348,798</b>	<b>167,508</b>	<b>48,02</b>

Source : DNTCP, août 2019.

Les remboursements des produits des emprunts à court, moyen et long terme se chiffrent à **146,322 milliards de FCFA** dont **103,064 milliards de FCFA** de principal de la dette intérieure et **43,258 milliards de FCFA** de dette extérieure, soit un taux de réalisation de **57,51%** par rapport aux prévisions annuelles et 95,53% par rapport à celles du premier semestre. Ils représentent **87,35%** des charges de trésorerie.

En ce qui concerne les retraits sur les comptes des correspondants, ils ont été réalisés à hauteur de **21,186 milliards de FCFA**. Ce montant est composé essentiellement des dépenses effectuées par l'Office Malien de l'Habitat (OMH), l'Agence pour la Promotion Touristique au Mali (APTAM), le Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA), la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali (CCIM) et autres correspondants.

#### IV. CONCLUSION

L'exécution de la loi de finance 2019 au premier semestre, fait ressortir des réalisations de recettes budgétaires de **869,372 milliards de FCFA**, soit **42,31%** des prévisions et, de charges budgétaires de **717,757 milliards de FCFA**, soit **30,06%** des prévisions.

Quant aux charges de trésorerie, elles ont été exécutées à hauteur de **167,508 milliards de FCFA**, soit **48,02%** des prévisions, tandis que les ressources de trésorerie l'ont été à hauteur de **80,667 milliards de FCFA**, soit **22,43%** des prévisions.

L'analyse des réalisations de ressources fait ressortir une proportion des recettes budgétaires de **91,51%**, tandis que les ressources de trésorerie représentent **8,49%** des ressources réalisées.

L'effort de réalisation des ressources par les services d'assiettes et de recouvrement représente **90,51%** des ressources totales (recettes budgétaires et ressources de trésorerie).

Classées par nature économique, les charges de personnel représentent **32,41%** des liquidations, les transferts et subventions **21,01%**, les dépenses d'acquisition de biens et services **18,62%** et les dépenses en capital **20,60%**.

Environ **12,02%** des liquidations ont été effectuées au niveau des établissements publics et **20,89%** au niveau déconcentré, où les dépenses de personnel sont les plus importantes.

L'analyse de la situation d'exécution par type de programmes et dotations budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, révèle que **49,66%** des dépenses liquidées l'ont été au compte des programmes opérationnels, **28,38%** au compte des programmes de pilotage, **6,09%** pour les programmes des comptes spéciaux du Trésor, **0,34%** pour ceux des budgets annexes et **15,52%** au compte des dotations.

Suivant la classification fonctionnelle des charges budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, les services généraux des administrations publiques représentent **29,65%** des crédits liquidés, la défense, l'ordre et la sécurité publics **20,56%**, l'enseignement **21,64%** et les affaires économiques **13,61%**.

Les taux d'exécution les plus importants par rapport aux prévisions ont été enregistrés au niveau des fonctions « enseignement » avec **37,51%**, « loisirs, culture et culte » avec **35,98%**, « défense » avec **31,65%** et « services généraux des administrations publiques » avec **32,54%**.

L'exécution du budget au cours du premier semestre 2019 a été marqué par l'adoption en Conseil des ministres du projet de loi de finances rectificative qui : (i) augmente le niveau global des ressources du budget d'Etat de **0,54%** et réduit celui des charges de **0,82%**. Il en résulte une amélioration du niveau prévisionnel de déficit budgétaire.

En outre, la prudence observée dans le rythme de paiement des dépenses depuis 2018 se poursuit, malgré l'amélioration du niveau de recouvrement des recettes par rapport à la même période en 2018. Le maintien de cette dynamique vise à préserver l'équilibre budgétaire et financier du budget de l'Etat.

**ANNEXE 1 :**

**SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES**

**PAR CLASSIFICATION PROGRAMMATIQUE ET**

**ECONOMIQUE AU 30 JUIN 2019.**

*Sans le financement extérieur du BSI<sup>1</sup>*

---

<sup>1</sup> Les crédits inscrits au BSI sur financement extérieur ne sont pas exécutés suivant les procédures nationales de gestion de la commande publique, mais celles des partenaires qui financent les projets correspondants. Leur situation d'exécution n'est donc pas retracée, en cours d'année, par le système intégré de gestion des dépenses – *PRED*.

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019****Situation d'exécution des crédits budgétaires par type programme et titre au 30/06/2019**

21/08/2019 20:31:01

(en milliers de francs CFA)

Type programme Titre	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>0 Dotation</b>					
2 Personnel	0	93 979 123	8 974 504	8 765 664	7 822 731
3 Biens et services	0	213 030 352	74 425 407	71 434 324	68 415 360
4 Transferts et subventions	0	59 581 363	10 909 410	8 729 436	8 512 415
5 Investissement	204 197 887	128 377 832	24 640 898	17 301 945	16 142 233
<b>TOTAL</b>	<b>204 197 887</b>	<b>494 968 670</b>	<b>118 950 219</b>	<b>106 231 370</b>	<b>100 892 740</b>
<b>1 Programme de pilotage</b>					
2 Personnel	0	172 334 817	122 497 368	115 062 826	69 230 046
3 Biens et services	0	141 659 250	84 978 945	56 517 037	46 834 713
4 Transferts et subventions	0	128 004 060	69 918 008	51 703 294	48 962 561
5 Investissement	161 154 850	177 704 730	90 157 052	68 269 905	19 457 554
<b>TOTAL</b>	<b>161 154 850</b>	<b>619 702 857</b>	<b>367 551 373</b>	<b>291 553 061</b>	<b>184 484 874</b>
<b>2 Programme opérationnel</b>					
2 Personnel	0	302 874 604	237 930 080	207 824 764	154 811 726
3 Biens et services	0	108 429 650	67 087 646	38 070 924	29 610 070
4 Transferts et subventions	0	187 305 922	131 140 029	110 692 296	92 703 961
5 Investissement	435 831 755	547 873 375	133 470 029	65 228 836	45 725 254
<b>TOTAL</b>	<b>435 831 755</b>	<b>1 146 483 551</b>	<b>569 627 784</b>	<b>421 816 820</b>	<b>322 851 011</b>
<b>3 Programme des comptes spéciaux du trésor</b>					
2 Personnel	0	430 000	60 000	55 517	51 133
3 Biens et services	0	66 097 692	65 082 692	39 409 839	39 357 658
4 Transferts et subventions	0	608 250	304 125	180 194	180 194
5 Investissement	51 592 770	51 592 770	468 402	13 468	13 468
<b>TOTAL</b>	<b>51 592 770</b>	<b>118 728 712</b>	<b>65 915 219</b>	<b>39 659 018</b>	<b>39 602 454</b>
<b>4 Programme des budgets annexes</b>					
2 Personnel	0	1 993 000	1 011 500	744 448	717 298
3 Biens et services	0	2 353 180	1 268 375	753 072	750 367
4 Transferts et subventions	0	951 860	411 500	427 240	427 060
5 Investissement	2 559 938	2 559 938	1 397 820	652 272	342 955
<b>TOTAL</b>	<b>2 559 938</b>	<b>7 857 978</b>	<b>4 089 194</b>	<b>2 577 032</b>	<b>2 237 680</b>
<b>TOTAL DU BUDGET GENERAL</b>	<b>855 337 200</b>	<b>2 387 741 768</b>	<b>1 126 133 789</b>	<b>861 837 302</b>	<b>650 068 759</b>

**ANNEXE 2 :**

**SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES**

**PAR BUDGET ET PAR PROGRAMME OU DOTATION**

**AU 30 JUIN 2019.**

***Sans le financement extérieur du BSI<sup>1</sup>***

---

<sup>1</sup> Les crédits inscrits au BSI sur financement extérieur ne sont pas exécutés suivant les procédures nationales de gestion de la commande publique, mais celles des partenaires qui financent les projets correspondants. Leur situation d'exécution n'est donc pas retracée, en cours d'année, par le système intégré de gestion des dépenses – *PRED*.

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**

22/08/2019 09:38:05

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		
	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations	
<b>110 ASSEMBLEE NATIONALE</b>					
0.001 Assemblée Nationale	1 507 529	15 795 988	9 117 162	9 077 928	8 142 397
<b>TOTAL</b>	<b>1 507 529</b>	<b>15 795 988</b>	<b>9 117 162</b>	<b>9 077 928</b>	<b>8 142 397</b>
<b>120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b>					
1.001 Formulation et coordination de l'action présidentielle	427 500	6 962 235	4 170 626	3 690 330	3 049 409
1.002 Administration générale	200 140	6 899 440	4 867 046	4 233 736	2 851 534
2.001 Sécurité et défense	190 000	655 746	308 001	253 222	233 166
<b>TOTAL</b>	<b>817 640</b>	<b>14 517 421</b>	<b>9 345 673</b>	<b>8 177 289</b>	<b>6 134 110</b>
<b>130 PRIMATURE</b>					
1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale	95 000	6 332 972	4 689 560	3 327 765	2 464 738
1.004 Administration générale et contrôle	475 000	5 729 525	4 694 371	1 149 246	767 837
2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés	190 000	515 750	219 575	153 964	119 733
2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>2 850 417</b>	<b>12 578 247</b>	<b>9 603 506</b>	<b>4 630 976</b>	<b>3 352 308</b>
<b>131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS</b>					
2.003 Participation à la gestion des élections	14 363	503 062	401 777	324 316	313 078
<b>TOTAL</b>	<b>14 363</b>	<b>503 062</b>	<b>401 777</b>	<b>324 316</b>	<b>313 078</b>
<b>140 COUR CONSTITUTIONNELLE</b>					
2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle	78 243	842 350	595 657	552 893	525 171
<b>TOTAL</b>	<b>78 243</b>	<b>842 350</b>	<b>595 657</b>	<b>552 893</b>	<b>525 171</b>
<b>150 COUR SUPREME</b>					
2.005 Cour Suprême	394 000	2 470 383	1 577 597	1 460 215	996 876
<b>TOTAL</b>	<b>394 000</b>	<b>2 470 383</b>	<b>1 577 597</b>	<b>1 460 215</b>	<b>996 876</b>
<b>155 HAUTE COUR DE JUSTICE</b>					
2.056 Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices	0	904 447	547 787	383 465	336 457
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>904 447</b>	<b>547 787</b>	<b>383 465</b>	<b>336 457</b>
<b>160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL</b>					
2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques publiques	131 177	1 154 282	792 737	709 273	560 224
<b>TOTAL</b>	<b>131 177</b>	<b>1 154 282</b>	<b>792 737</b>	<b>709 273</b>	<b>560 224</b>
<b>170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>					
2.007 Représentation et Promotion des Collectivités	285 000	1 937 988	1 161 027	978 525	642 529
<b>TOTAL</b>	<b>285 000</b>	<b>1 937 988</b>	<b>1 161 027</b>	<b>978 525</b>	<b>642 529</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**

22/08/2019 09:38:05

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations-----Crédits de paiement----- d'engagement				
	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations	
<b>180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE</b>					
1.006 Administration Générale	7 637 200	42 688 852	35 046 882	26 704 729	22 616 253
2.008 Politique Exterieur et Coopération Internationale	0	613 795	561 548	520 835	200 689
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	0	122 859	97 838	70 593	51 421
<b>TOTAL</b>	<b>9 988 200</b>	<b>43 425 506</b>	<b>35 706 268</b>	<b>27 296 157</b>	<b>22 868 363</b>
<b>185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE</b>					
1.007 Administration Générale	38 000	800 170	525 416	361 836	344 739
2.010 Intégration Africaine	0	361 501	249 815	204 473	144 771
2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur	351 500	693 307	428 581	235 953	209 633
<b>TOTAL</b>	<b>439 500</b>	<b>1 854 978</b>	<b>1 203 812</b>	<b>802 262</b>	<b>699 144</b>
<b>190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL</b>					
2.012 Bureau du Vérificateur Général	142 500	3 446 439	2 550 818	2 550 818	2 455 818
<b>TOTAL</b>	<b>142 500</b>	<b>3 446 439</b>	<b>2 550 818</b>	<b>2 550 818</b>	<b>2 455 818</b>
<b>192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE</b>					
2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	28 500	1 004 978	690 545	690 545	532 659
<b>TOTAL</b>	<b>28 500</b>	<b>1 004 978</b>	<b>690 545</b>	<b>690 545</b>	<b>532 659</b>
<b>195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT</b>					
2.014 Egal accès aux medias d'Etat	15 000	143 660	85 230	52 221	47 894
<b>TOTAL</b>	<b>15 000</b>	<b>143 660</b>	<b>85 230</b>	<b>52 221</b>	<b>47 894</b>
<b>210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS</b>					
1.008 Administration Générale	56 439 337	242 035 534	165 480 091	147 206 836	76 887 097
2.015 Gestion des Opérations Militaires	29 066 332	37 125 218	15 464 136	14 818 057	10 974 165
2.016 Inspection des Armées	15 000	324 406	154 093	146 967	146 967
2.017 Formation	45 350	765 479	391 170	380 422	340 424
2.018 Gestion des Transmissions	48 402	366 267	174 477	102 527	100 068
<b>TOTAL</b>	<b>95 253 292</b>	<b>280 616 904</b>	<b>181 663 967</b>	<b>162 654 809</b>	<b>88 448 721</b>
<b>220 MINISTERE DE LA JUSTICE</b>					
1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle	1 856 300	6 112 736	3 479 892	3 123 303	1 448 730
2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	118 261	10 216 916	7 920 598	7 635 951	4 362 229
2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	2 378 516	9 731 931	3 000 245	2 925 417	2 470 099
<b>TOTAL</b>	<b>4 193 077</b>	<b>26 061 583</b>	<b>14 400 735</b>	<b>13 684 670</b>	<b>8 281 058</b>
<b>223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE</b>					
2.094 Lutte contre l'Enrichissement Illicite	190 000	1 558 953	1 187 767	1 187 767	1 187 767
<b>TOTAL</b>	<b>190 000</b>	<b>1 558 953</b>	<b>1 187 767</b>	<b>1 187 767</b>	<b>1 187 767</b>
<b>225 MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME</b>					
1.041 Administration Générale	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**

22/08/2019 09:38:05

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		
	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations	
<b>226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME</b>					
2.097 Protection et Promotion des Droits de l'Homme	47 500	617 150	369 125	345 375	345 375
<b>TOTAL</b>	<b>47 500</b>	<b>617 150</b>	<b>369 125</b>	<b>345 375</b>	<b>345 375</b>
<b>230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE</b>					
1.010 Administration Générale	6 384 742	21 991 074	15 244 911	11 073 258	7 238 507
2.021 Ordre et Sécurité	3 079 747	54 621 164	29 437 428	27 202 042	18 737 514
2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	5 789 937	13 660 381	8 793 548	8 421 478	3 730 232
<b>TOTAL</b>	<b>15 254 426</b>	<b>90 272 619</b>	<b>53 475 887</b>	<b>46 696 777</b>	<b>29 706 253</b>
<b>235 SECURITE D'ETAT</b>					
0.002 Securite d'Etat	11 500 000	9 684 445	5 095 144	5 078 659	4 959 379
<b>TOTAL</b>	<b>11 500 000</b>	<b>9 684 445</b>	<b>5 095 144</b>	<b>5 078 659</b>	<b>4 959 379</b>
<b>310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>					
1.011 Administration Générale	24 975 000	39 347 076	11 598 872	8 691 134	4 865 813
2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	4 945 054	10 101 026	5 383 857	3 153 571	1 727 177
2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales	1 431 535	14 456 982	9 730 078	8 229 526	4 381 428
2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	847 775	6 543 084	4 559 441	3 396 602	1 953 521
2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	1 199 442	4 878 798	3 892 807	2 209 918	1 251 147
2.027 Gestion de la Dette Publique	332 500	711 929	487 520	205 566	147 807
2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	5 352 439	6 410 484	2 444 481	1 235 468	902 671
2.029 Gestion des Biens de l'Etat	3 420 000	4 357 556	1 357 272	1 201 613	478 012
3.001 Remboursement des Crédits TVA	0	64 690 692	64 690 692	39 264 416	39 264 416
3.009 Fonds pour le Développement Durable	40 000 000	40 000 000	0	0	0
3.012 Garanties	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>87 157 398</b>	<b>191 497 627</b>	<b>104 145 020</b>	<b>67 587 815</b>	<b>54 971 991</b>
<b>311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES</b>					
2.044 Assistance au traitement à la gestion de l'information financière	0	1 031 925	638 463	540 696	433 318
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>1 031 925</b>	<b>638 463</b>	<b>540 696</b>	<b>433 318</b>
<b>312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)</b>					
2.068 Régulation de la commande publique	0	443 390	231 695	231 695	231 695
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>443 390</b>	<b>231 695</b>	<b>231 695</b>	<b>231 695</b>
<b>320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE</b>					
1.012 Administration Générale	937 750	2 199 159	1 287 691	805 981	609 591
2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	328 700	952 578	580 742	375 518	310 237
2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail	28 207	737 438	573 847	526 821	390 435
<b>TOTAL</b>	<b>1 294 657</b>	<b>3 889 175</b>	<b>2 442 279</b>	<b>1 708 320</b>	<b>1 310 263</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**

22/08/2019 09:38:05

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement			
	Dotations		Notifications	Engagements	Liquidations	
<b>323 MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE L'EMPLOI ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE</b>						
1.013 Administration Générale	121 881	2 273 314	1 314 192	975 557	731 496	
2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	444 969	9 010 602	1 719 429	1 416 903	1 311 154	
2.034 Formation Professionnelle	967 575	4 692 390	1 739 724	1 406 296	1 336 813	
2.035 Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	330 567	2 595 301	1 522 303	740 193	426 770	
2.067 Civisme, Volontariat et Citoyenneté	116 500	2 032 651	1 123 337	691 294	589 723	
<b>TOTAL</b>	<b>1 981 492</b>	<b>20 604 258</b>	<b>7 418 984</b>	<b>5 230 245</b>	<b>4 395 956</b>	
<b>328 MINISTERE DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION ET DE LA TRANSPARENCE DE LA VIE PUBLIQUE</b>						
1.044 Administration Générale et Contrôle	53 786	1 165 231	731 809	530 115	365 149	
2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles	285 000	520 980	311 937	137 608	82 866	
<b>TOTAL</b>	<b>338 786</b>	<b>1 686 211</b>	<b>1 043 746</b>	<b>667 723</b>	<b>448 014</b>	
<b>330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION</b>						
1.014 Administration Générale et Contrôle	114 000	3 659 753	2 194 835	1 793 736	1 484 785	
2.036 Administration du Territoire	16 290 985	42 884 244	20 496 847	12 119 737	9 196 932	
2.037 Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	332 500	513 960	120 781	87 994	78 424	
2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	22 860 930	31 831 704	10 861 855	5 953 731	5 622 178	
2.064 Développement Régional et Local	191 000	1 721 798	1 132 099	710 409	634 130	
<b>TOTAL</b>	<b>39 789 415</b>	<b>80 611 459</b>	<b>34 806 416</b>	<b>20 665 607</b>	<b>17 016 450</b>	
<b>334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL</b>						
2.095 Protection des Données à Caractère personnel	211 380	873 797	463 318	430 378	413 968	
<b>TOTAL</b>	<b>211 380</b>	<b>873 797</b>	<b>463 318</b>	<b>430 378</b>	<b>413 968</b>	
<b>335 MINISTERE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>						
1.036 Administration Générale	0	0	0	0	0	
2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	0	0	0	0	0	
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE</b>						
1.015 Administration Générale	48 108	810 423	508 592	417 969	302 056	
2.039 Religion et Culte	47 500	158 880	83 160	43 673	35 120	
<b>TOTAL</b>	<b>95 608</b>	<b>969 303</b>	<b>591 752</b>	<b>461 641</b>	<b>337 176</b>	
<b>341 MINISTERE DE LA COHESION SOCIALE, DE LA PAIX ET DE LA RECONCILIATION NATIONALE</b>						
1.016 Administration Générale	5 700	832 616	467 152	408 033	338 051	
2.040 Renforcement du Processus de Dialogue et de Réconciliation Nationale	0	2 002 237	1 001 119	826 104	715 755	
<b>TOTAL</b>	<b>5 700</b>	<b>2 834 853</b>	<b>1 468 271</b>	<b>1 234 137</b>	<b>1 053 805</b>	

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**

22/08/2019 09:38:05

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		
	Dotations		Notifications	Engagements	Liquidations
<b>345 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT LOCAL</b>					
1.043 Administration Générale	0	0	0	0	0
2.064 Développement Régional et Local	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>380 MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA CONCURRENCE</b>					
1.032 Administration Générale	38 000	1 437 494	789 254	535 679	336 635
2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	1 757 544	5 571 446	2 726 212	1 484 081	1 046 467
<b>TOTAL</b>	<b>1 495 544</b>	<b>7 008 940</b>	<b>3 515 467</b>	<b>2 019 760</b>	<b>1 383 102</b>
<b>400 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>					
1.005 Administration Générale	2 616 620	5 953 609	4 244 081	1 661 276	567 235
2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	1 456 918	13 402 850	8 425 201	7 060 692	5 406 218
3.002 Financement de la Recherche et de l'innovation technologique	2 616 620	2 616 620	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>6 576 658</b>	<b>21 973 079</b>	<b>12 669 282</b>	<b>8 721 968</b>	<b>5 973 453</b>
<b>410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE</b>					
1.017 Administration Générale	1 388 954	35 577 229	17 475 366	12 721 364	4 588 481
1.018 Administration Générale	0	0	0	0	0
2.041 Développement de l'Education de Base	8 785 491	172 992 356	137 715 033	105 535 090	84 682 672
2.042 Développement de l'Enseignement Secondaire Général	6 984 874	18 145 785	10 693 577	6 458 039	5 210 038
2.043 Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	22 267 891	58 063 898	46 402 999	21 680 665	20 520 782
2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur	7 755 282	64 968 244	38 012 912	29 105 469	20 824 033
<b>TOTAL</b>	<b>48 085 683</b>	<b>349 747 512</b>	<b>250 299 888</b>	<b>175 500 626</b>	<b>135 826 006</b>
<b>412 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>					
1.018 Administration Générale	0	0	0	0	0
2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur	0	0	0	0	0
2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	0	0	0	0	0
3.002 Financement de la Recherche et de l'innovation technologique	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>510 MINISTERE DE LA CULTURE</b>					
1.019 Administration Générale	104 500	2 300 167	1 548 508	1 135 860	805 372
2.047 Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	632 700	1 471 997	641 144	441 354	300 036
2.048 Promotion de l'Industrie Cinématographique	760 000	1 159 504	651 881	212 555	191 019
2.049 Promotion de la Création Artistique et Littéraire	1 088 592	3 939 850	2 576 731	2 156 343	1 698 985
<b>TOTAL</b>	<b>2 585 792</b>	<b>8 871 518</b>	<b>5 418 264</b>	<b>3 946 113</b>	<b>2 995 412</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**

22/08/2019 09:38:05

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		
	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations	
<b>520 MINISTERE DES SPORTS</b>					
1.020 Administration Générale	389 987	6 423 587	4 627 137	3 337 646	3 073 915
2.052 Développement et Promotion des activités physiques et sportives	1 014 583	2 178 255	1 081 289	785 364	638 032
2.053 Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	12 307	583 045	317 422	184 863	123 912
<b>TOTAL</b>	<b>1 416 877</b>	<b>9 184 887</b>	<b>6 025 848</b>	<b>4 307 872</b>	<b>3 835 859</b>
<b>525 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE</b>					
1.038 Administration Générale	0	0	0	0	0
2.035 Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	0	0	0	0	0
2.067 Civisme, Volontariat et Citoyenneté	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>610 MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE</b>					
1.021 Administration, Coordination et Décentralisation	4 990 594	25 685 906	10 470 277	5 032 568	1 711 541
2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	4 209 118	35 506 078	22 356 045	19 907 389	14 889 444
2.055 Disponibilité Médicaments, Vaccins & Consommables & Accessibilité financière soins de santé	6 412	3 511 935	1 759 829	1 633 516	1 552 538
2.057 Soins Hospitaliers et Recherche	16 876 588	38 081 874	18 211 565	12 957 873	8 180 384
<b>TOTAL</b>	<b>27 622 712</b>	<b>102 785 793</b>	<b>52 797 717</b>	<b>39 531 345</b>	<b>26 333 907</b>
<b>614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA</b>					
2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	0	2 306 907	1 189 843	1 170 816	1 088 659
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>2 306 907</b>	<b>1 189 843</b>	<b>1 170 816</b>	<b>1 088 659</b>
<b>640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT &amp; DE LA FAMILLE</b>					
1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	534 282	2 048 152	1 111 451	948 208	549 801
2.059 Promotion de la Femme	1 130 994	1 874 693	1 114 791	453 032	390 049
2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille	598 358	1 274 034	611 697	405 940	293 570
3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	0	500 000	250 000	180 194	180 194
<b>TOTAL</b>	<b>2 241 364</b>	<b>5 696 879</b>	<b>3 087 939</b>	<b>1 987 374</b>	<b>1 413 615</b>
<b>660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE</b>					
1.023 Administration Générale	196 868	3 900 216	1 424 877	1 268 980	535 197
2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	406 600	2 572 183	1 554 559	922 960	634 213
2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	231 063	38 099 771	33 676 101	33 242 344	32 690 708
2.063 Lutte Contre la Pauvreté	612 750	1 059 599	520 876	344 354	288 898
<b>TOTAL</b>	<b>1 447 281</b>	<b>45 631 769</b>	<b>37 176 413</b>	<b>35 778 638</b>	<b>34 149 016</b>

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

22/08/2019 09:38:05

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		
	Dotations		Notifications	Engagements	Liquidations
<b>700 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT</b>					
1.024 Administration Générale	798 000	2 176 665	1 215 762	830 698	632 526
2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	139 418 666	112 025 746	20 127 128	7 495 126	720 653
<b>TOTAL</b>	<b>140 306 680</b>	<b>114 202 411</b>	<b>21 342 890</b>	<b>8 325 824</b>	<b>1 353 179</b>
<b>714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>					
1.025 Administration Générale	247 000	1 367 441	909 943	516 868	375 571
2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations	3 807 887	5 846 981	3 536 000	1 501 708	917 248
2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	9 582 500	3 694 389	883 844	389 778	256 046
2.071 Protection et Conservation de la Nature	6 872 922	8 179 189	3 373 006	2 094 080	1 298 701
2.072 Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	603 250	2 981 547	377 152	173 906	84 744
3.004 Appui à l'aménagement et à la protection de la faune	170 000	278 750	139 402	10 000	10 000
3.005 Appui à l'aménagement et à la protection des forêts	676 750	1 021 250	510 625	20 000	20 000
<b>TOTAL</b>	<b>22 586 744</b>	<b>23 369 547</b>	<b>9 729 972</b>	<b>4 706 340</b>	<b>2 962 310</b>
<b>720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU</b>					
1.026 Administration Générale	332 500	76 364 222	30 996 796	30 514 693	30 364 313
2.073 Développement des Ressources Energétiques	4 257 303	33 377 331	8 331 503	4 598 038	4 350 284
2.074 Développement des Ressources en Eau	17 422 100	78 494 150	4 082 430	2 238 479	1 691 291
<b>TOTAL</b>	<b>22 011 903</b>	<b>188 235 703</b>	<b>43 410 729</b>	<b>37 351 210</b>	<b>36 405 889</b>
<b>726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE</b>					
1.027 Administration Générale	105 487	1 581 649	923 491	767 145	471 711
2.075 Développement des ressources minérales	1 884 795	2 574 802	703 518	468 200	287 999
3.007 Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières	0	350 000	80 000	11 686	3 442
3.010 Programme de développement des ressources minérales (PDRM)	15 000	605 000	0	0	0
3.011 Fonds d'appui pour la promotion de la recherche pétrolière (FAPRP)	133 000	685 000	244 500	172 722	124 402
<b>TOTAL</b>	<b>2 138 282</b>	<b>5 796 451</b>	<b>1 951 509</b>	<b>1 419 753</b>	<b>887 554</b>
<b>730 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION</b>					
1.028 Administration Générale	14 725	1 087 062	678 095	446 479	360 651
2.076 Médias et Communication Publics	1 501 000	8 030 187	5 599 427	4 333 931	3 496 019
2.077 Poste et Nouvelles Technologies	503 500	2 259 724	1 476 320	802 905	525 261
<b>TOTAL</b>	<b>2 047 145</b>	<b>11 376 973</b>	<b>7 753 842</b>	<b>5 583 315</b>	<b>4 381 931</b>
<b>732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION</b>					
2.096 Régulation de la Communication	475 000	1 463 467	1 037 760	699 668	563 650
<b>TOTAL</b>	<b>475 000</b>	<b>1 463 467</b>	<b>1 037 760</b>	<b>699 668</b>	<b>563 650</b>

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

22/08/2019 09:38:05

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		
	Dotations		Notifications	Engagements	Liquidations
<b>740 MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME</b>					
1.029 Administration Générale	2 169 800	4 189 200	2 708 322	1 821 723	849 245
2.078 Gestion Cadastrale et Foncière	2 375	3 198 401	2 607 407	1 501 557	1 181 318
2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	7 229 459	10 542 104	7 827 179	7 707 587	7 317 451
<b>TOTAL</b>	<b>11 401 634</b>	<b>17 929 705</b>	<b>13 142 908</b>	<b>11 030 867</b>	<b>9 348 014</b>
<b>750 MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</b>					
1.031 Administration Générale et Contrôle	3 052 650	3 785 756	1 426 131	1 262 884	237 045
2.080 Population	332 500	5 444 657	254 912	94 888	68 442
2.081 Aménagement du Territoire	427 500	516 869	288 711	85 616	62 274
2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	1 472 500	3 459 337	2 593 590	2 185 566	1 632 487
3.008 Appui au développement de la statistique	2 981 400	2 981 400	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>8 266 550</b>	<b>16 188 019</b>	<b>4 563 343</b>	<b>3 628 954</b>	<b>2 000 248</b>
<b>770 MINISTERE DES TRANSPORTS</b>					
1.042 Administration Générale	0	505 002	291 937	157 203	114 639
2.066 Développement et sécurisation des transports	5 185 759	5 581 052	2 721 568	1 682 895	1 179 969
4.001 Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports	2 559 938	7 857 978	4 089 194	2 577 032	2 237 680
<b>TOTAL</b>	<b>8 287 644</b>	<b>13 944 032</b>	<b>7 102 699</b>	<b>4 417 130</b>	<b>3 532 288</b>
<b>800 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL</b>					
1.039 Administration Générale	0	0	0	0	0
2.084 Développement du secteur industriel	0	9 000	9 000	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>9 000</b>	<b>9 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>812 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS</b>					
1.033 Administration Générale	142 500	1 282 201	756 296	474 156	320 630
2.084 Développement du secteur industriel	544 821	1 754 879	1 132 040	846 321	312 189
2.085 Appui au développement du secteur privé	558 125	1 501 843	397 861	305 087	288 343
2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance	47 500	172 694	72 586	49 365	28 827
<b>TOTAL</b>	<b>1 258 845</b>	<b>4 711 617</b>	<b>2 358 782</b>	<b>1 674 930</b>	<b>949 988</b>
<b>820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE</b>					
1.034 Administration Générale	6 710 000	40 650 205	28 403 029	12 741 959	11 516 387
2.087 Appui au Monde Rural	4 600 236	24 516 542	5 152 286	4 276 945	2 779 831
2.088 Aménagement et Equipement Rural	38 783 914	43 958 166	9 911 007	7 291 169	5 857 639
2.089 Recherche et Formation	617 500	4 529 183	75 053	33 727	21 272
3.006 Appui au financement de l'Agriculture	5 000 000	5 000 000	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>56 211 650</b>	<b>118 654 096</b>	<b>43 541 375</b>	<b>24 343 800</b>	<b>20 175 128</b>

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

22/08/2019 09:38:05

(en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction Titre de dépense	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		
	Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations	
<b>822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE</b>					
1.037 Administration Générale	2 233 000	12 863 699	818 155	504 662	407 969
2.090 Développement des Productions et Industries Animales	7 242 664	5 059 468	1 457 069	1 271 277	844 159
2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	1 354 269	4 043 695	1 033 441	802 509	458 048
2.092 Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire	499 449	2 245 091	1 307 913	1 226 361	653 196
<b>TOTAL</b>	<b>10 641 382</b>	<b>24 211 953</b>	<b>4 616 578</b>	<b>3 804 809</b>	<b>2 363 372</b>
<b>850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE</b>					
2.093 Sécurité Alimentaire	10 434 010	7 752 828	3 960 917	2 619 195	2 526 170
<b>TOTAL</b>	<b>10 434 010</b>	<b>7 752 828</b>	<b>3 960 917</b>	<b>2 619 195</b>	<b>2 526 170</b>
<b>860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME</b>					
1.040 Administration Générale	50 000	683 285	430 527	379 446	300 224
2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat	2 439 546	2 263 246	1 187 714	639 484	255 975
2.051 Promotion du Secteur du Tourisme	113 116	420 533	252 508	80 088	124 630
<b>TOTAL</b>	<b>2 602 662</b>	<b>3 367 064</b>	<b>1 870 749</b>	<b>1 099 018</b>	<b>680 829</b>
<b>990 CHARGES COMMUNES</b>					
0.003 Provisions pour imprévus	214 885 935	368 432 237	63 401 309	50 738 179	49 013 951
0.004 Dette	0	101 056 000	41 336 604	41 336 604	38 777 012
<b>TOTAL</b>	<b>191 190 358</b>	<b>469 488 237</b>	<b>104 737 913</b>	<b>92 074 783</b>	<b>87 790 963</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>855 337 200</b>	<b>2 387 741 768</b>	<b>1 126 133 789</b>	<b>861 837 302</b>	<b>650 068 759</b>

**ANNEXE 3 :**

**SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES**

**PAR CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET**

**ECONOMIQUE AU 30 JUIN 2019.**

***Sans le financement extérieur du BSI<sup>1</sup>***

---

<sup>1</sup> Les crédits inscrits au BSI sur financement extérieur ne sont pas exécutés suivant les procédures nationales de gestion de la commande publique, mais celles des partenaires qui financent les projets correspondants. Leur situation d'exécution n'est donc pas retracée, en cours d'année, par le système intégré de gestion des dépenses – *PRED*.

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2019

21/08/2019 20:37:55

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>1 BUDGET GENERAL</b>					
<b>110 ASSEMBLEE NATIONALE</b>					
Personnel	0	2 448 000	1 958 400	1 958 400	1 022 870
Biens et services	0	10 343 469	5 641 502	5 602 268	5 602 268
Transferts et subventions	0	1 496 990	763 495	763 495	763 495
Investissement	1 507 529	1 507 529	753 765	753 765	753 765
<b>Total</b>	<b>1 507 529</b>	<b>15 795 988</b>	<b>9 117 162</b>	<b>9 077 928</b>	<b>8 142 397</b>
<b>120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b>					
Personnel	0	1 720 994	1 420 730	1 220 888	849 706
Biens et services	0	11 170 187	6 847 471	6 303 394	4 910 238
Transferts et subventions	0	808 600	472 908	411 578	299 115
Investissement	817 640	817 640	604 564	241 429	75 051
<b>Total</b>	<b>817 640</b>	<b>14 517 421</b>	<b>9 345 673</b>	<b>8 177 289</b>	<b>6 134 110</b>
<b>130 PRIMATURE</b>					
Personnel	0	1 686 039	1 445 232	1 021 519	828 045
Biens et services	0	5 885 547	4 426 991	2 517 929	1 808 249
Transferts et subventions	0	2 156 244	1 273 434	984 572	689 471
Investissement	760 000	2 850 417	2 457 849	106 955	26 543
<b>Total</b>	<b>2 850 417</b>	<b>12 578 247</b>	<b>9 603 506</b>	<b>4 630 976</b>	<b>3 352 308</b>
<b>131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS</b>					
Personnel	0	66 816	53 453	26 726	30 214
Biens et services	0	421 883	341 992	291 675	278 286
Investissement	14 363	14 363	6 333	5 915	4 577
<b>Total</b>	<b>14 363</b>	<b>503 062</b>	<b>401 777</b>	<b>324 316</b>	<b>313 078</b>
<b>140 COUR CONSTITUTIONNELLE</b>					
Personnel	0	230 149	184 119	184 119	164 154
Biens et services	0	500 746	354 642	311 916	304 159
Transferts et subventions	0	33 212	16 606	16 605	16 605
Investissement	78 243	78 243	40 290	40 253	40 253
<b>Total</b>	<b>78 243</b>	<b>842 350</b>	<b>595 657</b>	<b>552 893</b>	<b>525 171</b>
<b>150 COUR SUPREME</b>					
Personnel	0	1 138 052	999 356	999 356	579 054
Biens et services	0	858 331	507 241	395 435	377 244
Transferts et subventions	0	80 000	64 000	60 727	35 881
Investissement	394 000	394 000	7 000	4 696	4 696
<b>Total</b>	<b>394 000</b>	<b>2 470 383</b>	<b>1 577 597</b>	<b>1 460 215</b>	<b>996 876</b>
<b>155 HAUTE COUR DE JUSTICE</b>					
Personnel	0	241 777	194 777	121 229	118 734
Biens et services	0	108 250	75 800	19 506	16 878
Transferts et subventions	0	554 420	277 210	242 730	200 845
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>904 447</b>	<b>547 787</b>	<b>383 465</b>	<b>336 457</b>

## DIRECTION GENERALE DU BUDGET

Un peuple - un But - une Foi

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2019

21/08/2019 20:37:55

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>1 BUDGET GENERAL</b>					
<b>160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL</b>					
Personnel	0	311 383	249 106	249 106	127 572
Biens et services	0	680 847	462 309	422 009	403 616
Transferts et subventions	0	30 875	15 438	15 376	15 376
Investissement	131 177	131 177	65 885	22 782	13 660
<b>Total</b>	<b>131 177</b>	<b>1 154 282</b>	<b>792 737</b>	<b>709 273</b>	<b>560 224</b>
<b>170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>					
Personnel	0	757 101	605 681	605 681	343 438
Biens et services	0	789 012	454 409	319 936	280 333
Transferts et subventions	0	106 875	53 438	22 475	18 758
Investissement	285 000	285 000	47 500	30 433	0
<b>Total</b>	<b>285 000</b>	<b>1 937 988</b>	<b>1 161 027</b>	<b>978 525</b>	<b>642 529</b>
<b>180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE</b>					
Personnel	0	15 354 320	13 009 312	9 369 645	6 619 788
Biens et services	0	13 616 425	11 166 793	9 185 683	8 856 292
Transferts et subventions	0	4 970 434	4 287 766	3 357 793	2 192 937
Investissement	7 637 200	9 484 327	7 242 397	5 383 036	5 199 346
<b>Total</b>	<b>9 988 200</b>	<b>43 425 506</b>	<b>35 706 268</b>	<b>27 296 157</b>	<b>22 868 363</b>
<b>185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE</b>					
Personnel	0	327 879	309 678	262 303	199 691
Biens et services	0	872 373	486 710	313 611	277 165
Transferts et subventions	0	229 826	156 675	131 696	129 249
Investissement	389 500	424 900	250 750	94 651	93 039
<b>Total</b>	<b>439 500</b>	<b>1 854 978</b>	<b>1 203 812</b>	<b>802 262</b>	<b>699 144</b>
<b>190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL</b>					
Personnel	0	2 382 000	1 905 600	1 905 600	1 905 600
Biens et services	0	891 939	496 468	496 468	496 468
Transferts et subventions	0	30 000	30 000	30 000	30 000
Investissement	142 500	142 500	118 750	118 750	23 750
<b>Total</b>	<b>142 500</b>	<b>3 446 439</b>	<b>2 550 818</b>	<b>2 550 818</b>	<b>2 455 818</b>
<b>192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE</b>					
Personnel	0	390 378	343 913	343 913	186 027
Biens et services	0	100 107	80 086	80 086	80 086
Transferts et subventions	0	485 993	242 997	242 997	242 997
Investissement	28 500	28 500	23 550	23 550	23 550
<b>Total</b>	<b>28 500</b>	<b>1 004 978</b>	<b>690 545</b>	<b>690 545</b>	<b>532 659</b>
<b>195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT</b>					
Personnel	0	12 980	10 384	10 384	6 556
Biens et services	0	115 680	67 346	34 875	34 376
Investissement	15 000	15 000	7 500	6 962	6 962
<b>Total</b>	<b>15 000</b>	<b>143 660</b>	<b>85 230</b>	<b>52 221</b>	<b>47 894</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2019

21/08/2019 20:37:55

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>1 BUDGET GENERAL</b>					
<b>210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS</b>					
Personnel	0	103 708 334	81 704 344	81 154 344	52 867 593
Biens et services	0	68 288 935	37 439 867	24 190 653	19 446 813
Transferts et subventions	0	886 982	442 278	375 817	375 817
Investissement	85 614 421	107 732 653	62 077 477	56 933 995	15 758 497
<b>Total</b>	<b>95 253 292</b>	<b>280 616 904</b>	<b>181 663 967</b>	<b>162 654 809</b>	<b>88 448 721</b>
<b>220 MINISTERE DE LA JUSTICE</b>					
Personnel	0	10 924 160	9 331 973	9 258 205	4 883 541
Biens et services	0	4 961 065	2 716 098	2 402 051	1 974 583
Transferts et subventions	0	875 781	422 340	308 643	313 339
Investissement	4 353 077	9 300 577	1 930 323	1 715 771	1 109 594
<b>Total</b>	<b>4 193 077</b>	<b>26 061 583</b>	<b>14 400 735</b>	<b>13 684 670</b>	<b>8 281 058</b>
<b>223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE</b>					
Personnel	0	864 300	691 440	691 440	691 440
Biens et services	0	504 653	306 327	306 327	306 327
Investissement	190 000	190 000	190 000	190 000	190 000
<b>Total</b>	<b>190 000</b>	<b>1 558 953</b>	<b>1 187 767</b>	<b>1 187 767</b>	<b>1 187 767</b>
<b>225 MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME</b>					
Personnel	0	0	0	0	0
Biens et services	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME</b>					
Personnel	0	250 000	200 000	200 000	200 000
Biens et services	0	319 650	145 375	145 375	145 375
Investissement	47 500	47 500	23 750	0	0
<b>Total</b>	<b>47 500</b>	<b>617 150</b>	<b>369 125</b>	<b>345 375</b>	<b>345 375</b>
<b>230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE</b>					
Personnel	0	45 147 221	29 799 284	29 775 284	20 646 399
Biens et services	0	13 569 101	6 218 662	3 143 387	2 690 361
Transferts et subventions	0	1 301 871	603 331	577 787	577 787
Investissement	15 254 426	30 254 426	16 854 610	13 200 319	5 791 706
<b>Total</b>	<b>15 254 426</b>	<b>90 272 619</b>	<b>53 475 887</b>	<b>46 696 777</b>	<b>29 706 253</b>
<b>235 SECURITE D'ETAT</b>					
Biens et services	0	8 184 445	4 974 864	4 959 379	4 959 379
Investissement	11 500 000	1 500 000	120 280	119 280	0
<b>Total</b>	<b>11 500 000</b>	<b>9 684 445</b>	<b>5 095 144</b>	<b>5 078 659</b>	<b>4 959 379</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2019

21/08/2019 20:37:55

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>1 BUDGET GENERAL</b>					
<b>310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>					
Personnel	0	17 491 979	14 125 134	13 748 071	8 224 443
Biens et services	0	12 407 922	8 211 503	5 024 014	3 137 534
Transferts et subventions	0	8 560 335	5 422 428	3 327 530	2 250 960
Investissement	42 503 745	48 346 699	11 695 264	6 223 783	2 094 639
<b>Total</b>	<b>47 157 398</b>	<b>86 806 935</b>	<b>39 454 328</b>	<b>28 323 399</b>	<b>15 707 575</b>
<b>311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES</b>					
Personnel	0	250 000	200 000	148 174	83 354
Biens et services	0	10 620	5 310	5 310	0
Transferts et subventions	0	771 305	433 153	387 212	349 964
Investissement	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>1 031 925</b>	<b>638 463</b>	<b>540 696</b>	<b>433 318</b>
<b>312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)</b>					
Biens et services	0	24 000	12 000	12 000	12 000
Transferts et subventions	0	419 390	219 695	219 695	219 695
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>443 390</b>	<b>231 695</b>	<b>231 695</b>	<b>231 695</b>
<b>320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE</b>					
Personnel	0	1 080 975	900 106	829 973	586 129
Biens et services	0	1 464 442	798 712	549 958	469 721
Transferts et subventions	0	49 101	7 926	6 142	6 142
Investissement	1 294 657	1 294 657	735 536	322 248	248 270
<b>Total</b>	<b>1 294 657</b>	<b>3 889 175</b>	<b>2 442 279</b>	<b>1 708 320</b>	<b>1 310 263</b>
<b>323 MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE L'EMPLOI ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE</b>					
Personnel	0	2 050 342	1 526 803	1 384 161	1 000 475
Biens et services	0	3 018 760	1 572 248	1 018 035	694 913
Transferts et subventions	0	4 165 093	3 272 628	2 702 426	2 649 562
Investissement	1 981 492	11 370 063	1 047 306	125 623	51 006
<b>Total</b>	<b>1 981 492</b>	<b>20 604 258</b>	<b>7 418 984</b>	<b>5 230 245</b>	<b>4 395 956</b>
<b>328 MINISTERE DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION ET DE LA TRANSPARENCE DE LA VIE PUBLIQUE</b>					
Personnel	0	499 285	399 428	399 428	222 649
Biens et services	0	680 389	332 775	226 145	186 697
Transferts et subventions	0	175 000	145 000	30 000	30 000
Investissement	338 786	331 537	166 543	12 150	8 668
<b>Total</b>	<b>338 786</b>	<b>1 686 211</b>	<b>1 043 746</b>	<b>667 723</b>	<b>448 014</b>
<b>330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION</b>					
Personnel	0	5 688 320	4 641 216	4 401 653	2 912 166
Biens et services	0	22 781 472	14 954 957	7 795 523	6 671 779
Transferts et subventions	0	6 763 490	3 865 834	3 191 825	2 887 785
Investissement	39 789 415	45 378 177	11 344 410	5 276 607	4 544 720
<b>Total</b>	<b>39 789 415</b>	<b>80 611 459</b>	<b>34 806 416</b>	<b>20 665 607</b>	<b>17 016 450</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2019

21/08/2019 20:37:55

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>1 BUDGET GENERAL</b>					
<b>334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL</b>					
Personnel	0	177 393	84 772	84 772	68 362
Biens et services	0	380 524	203 206	203 206	203 206
Transferts et subventions	0	104 500	52 250	52 250	52 250
Investissement	211 380	211 380	123 090	90 150	90 150
<b>Total</b>	<b>211 380</b>	<b>873 797</b>	<b>463 318</b>	<b>430 378</b>	<b>413 968</b>
<b>335 MINISTERE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>					
Personnel	0	0	0	0	0
Biens et services	0	0	0	0	0
Transferts et subventions	0	0	0	0	0
Investissement	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE</b>					
Personnel	0	123 323	117 644	110 225	66 023
Biens et services	0	431 330	217 568	158 827	135 528
Transferts et subventions	0	319 042	208 736	170 045	118 060
Investissement	95 608	95 608	47 804	22 544	17 564
<b>Total</b>	<b>95 608</b>	<b>969 303</b>	<b>591 752</b>	<b>461 641</b>	<b>337 176</b>
<b>341 MINISTERE DE LA COHESION SOCIALE, DE LA PAIX ET DE LA RECONCILIATION NATIONALE</b>					
Personnel	0	117 351	93 881	93 881	36 129
Biens et services	0	590 335	313 657	257 271	245 040
Transferts et subventions	0	2 121 467	1 060 734	882 985	772 636
Investissement	5 700	5 700	0	0	0
<b>Total</b>	<b>5 700</b>	<b>2 834 853</b>	<b>1 468 271</b>	<b>1 234 137</b>	<b>1 053 805</b>
<b>345 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT LOCAL</b>					
Personnel	0	0	0	0	0
Biens et services	0	0	0	0	0
Transferts et subventions	0	0	0	0	0
Investissement	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>380 MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA CONCURRENCE</b>					
Personnel	0	1 127 842	940 537	937 398	516 222
Biens et services	0	1 023 270	611 872	371 965	232 941
Transferts et subventions	0	569 784	186 259	157 814	97 182
Investissement	1 795 544	4 288 044	1 776 799	552 583	536 758
<b>Total</b>	<b>1 495 544</b>	<b>7 008 940</b>	<b>3 515 467</b>	<b>2 019 760</b>	<b>1 383 102</b>
<b>400 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>					
Personnel	0	2 627 443	1 943 881	1 381 363	403 861
Biens et services	0	1 606 140	957 423	228 905	155 761
Transferts et subventions	0	10 785 514	8 007 557	7 001 598	5 365 610
Investissement	4 073 538	4 337 362	1 760 421	110 102	48 220
<b>Total</b>	<b>3 960 038</b>	<b>19 356 459</b>	<b>12 669 282</b>	<b>8 721 968</b>	<b>5 973 453</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2019

21/08/2019 20:37:55

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>1 BUDGET GENERAL</b>					
<b>410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE</b>					
Personnel	0	198 704 171	150 115 669	120 801 734	93 671 549
Biens et services	0	42 795 686	29 108 462	12 673 193	8 852 685
Transferts et subventions	0	64 781 802	41 544 175	32 506 651	25 179 735
Investissement	47 182 492	43 465 853	29 531 582	9 519 047	8 122 037
<b>Total</b>	<b>48 085 683</b>	<b>349 747 512</b>	<b>250 299 888</b>	<b>175 500 626</b>	<b>135 826 006</b>
<b>412 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>					
Personnel	0	0	0	0	0
Biens et services	0	0	0	0	0
Transferts et subventions	0	0	0	0	0
Investissement	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>510 MINISTERE DE LA CULTURE</b>					
Personnel	0	1 178 962	981 086	930 686	550 813
Biens et services	0	1 742 498	1 028 036	707 941	560 206
Transferts et subventions	0	2 669 401	1 769 668	1 392 690	1 077 290
Investissement	2 585 792	3 280 657	1 639 474	914 796	807 102
<b>Total</b>	<b>2 585 792</b>	<b>8 871 518</b>	<b>5 418 264</b>	<b>3 946 113</b>	<b>2 995 412</b>
<b>520 MINISTERE DES SPORTS</b>					
Personnel	0	888 048	668 397	641 574	341 245
Biens et services	0	4 983 044	3 991 676	3 052 322	2 914 655
Transferts et subventions	0	946 918	613 955	582 394	574 453
Investissement	1 416 877	2 366 877	751 821	31 582	5 506
<b>Total</b>	<b>1 416 877</b>	<b>9 184 887</b>	<b>6 025 848</b>	<b>4 307 872</b>	<b>3 835 859</b>
<b>525 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE</b>					
Personnel	0	0	0	0	0
Biens et services	0	0	0	0	0
Transferts et subventions	0	0	0	0	0
Investissement	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>610 MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE</b>					
Personnel	0	30 626 943	19 450 277	18 760 258	12 441 440
Biens et services	0	14 527 016	6 876 248	4 864 003	4 116 929
Transferts et subventions	0	28 040 137	18 222 368	14 301 137	9 249 521
Investissement	26 082 712	29 591 697	8 248 823	1 605 947	526 016
<b>Total</b>	<b>27 622 712</b>	<b>102 785 793</b>	<b>52 797 717</b>	<b>39 531 345</b>	<b>26 333 907</b>
<b>614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA</b>					
Personnel	0	116 219	94 500	91 440	58 533
Biens et services	0	88 560	44 280	38 940	38 940
Transferts et subventions	0	2 102 128	1 051 063	1 040 436	991 186
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>2 306 907</b>	<b>1 189 843</b>	<b>1 170 816</b>	<b>1 088 659</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2019

21/08/2019 20:37:55

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>1 BUDGET GENERAL</b>					
<b>640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT &amp; DE LA FAMILLE</b>					
Personnel	0	1 408 164	1 133 866	1 026 153	585 780
Biens et services	0	1 259 224	756 657	576 273	526 948
Transferts et subventions	0	295 965	206 938	144 979	93 866
Investissement	2 263 634	2 233 526	740 478	59 775	26 826
<b>Total</b>	<b>2 241 364</b>	<b>5 196 879</b>	<b>2 837 939</b>	<b>1 807 180</b>	<b>1 233 421</b>
<b>660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE</b>					
Personnel	0	3 058 967	2 472 969	2 302 481	1 158 260
Biens et services	0	1 314 280	627 625	457 394	403 219
Transferts et subventions	0	39 829 668	33 624 313	32 666 075	32 474 913
Investissement	1 447 281	1 428 854	451 506	352 688	112 624
<b>Total</b>	<b>1 447 281</b>	<b>45 631 769</b>	<b>37 176 413</b>	<b>35 778 638</b>	<b>34 149 016</b>
<b>700 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT</b>					
Personnel	0	1 182 114	950 985	900 750	541 887
Biens et services	0	1 019 789	604 398	287 648	210 488
Transferts et subventions	0	598 308	454 120	376 411	247 954
Investissement	140 216 666	111 402 200	19 333 387	6 761 014	352 851
<b>Total</b>	<b>140 306 680</b>	<b>114 202 411</b>	<b>21 342 890</b>	<b>8 325 824</b>	<b>1 353 179</b>
<b>714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>					
Personnel	0	3 247 434	2 709 315	2 664 454	1 593 200
Biens et services	0	1 677 954	941 715	561 951	475 697
Transferts et subventions	0	1 042 112	713 783	467 279	322 549
Investissement	21 113 559	16 102 047	4 715 132	982 655	540 864
<b>Total</b>	<b>21 739 994</b>	<b>22 069 547</b>	<b>9 079 945</b>	<b>4 676 340</b>	<b>2 932 311</b>
<b>720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU</b>					
Personnel	0	1 394 013	1 104 616	1 104 616	618 201
Biens et services	0	1 214 620	720 783	444 380	387 790
Transferts et subventions	0	82 329 501	34 340 181	34 268 875	34 060 975
Investissement	22 011 903	103 297 569	7 245 147	1 533 339	1 338 922
<b>Total</b>	<b>22 011 903</b>	<b>188 235 703</b>	<b>43 410 729</b>	<b>37 351 210</b>	<b>36 405 889</b>
<b>726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE</b>					
Personnel	0	810 741	645 713	645 713	387 922
Biens et services	0	930 498	543 090	380 033	238 538
Transferts et subventions	0	435 510	217 755	196 282	123 810
Investissement	1 990 282	1 979 702	220 451	13 318	9 440
<b>Total</b>	<b>1 990 282</b>	<b>4 156 451</b>	<b>1 627 009</b>	<b>1 235 345</b>	<b>759 710</b>
<b>730 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION</b>					
Personnel	0	250 204	204 268	159 746	109 907
Biens et services	0	675 733	388 549	195 998	178 433
Transferts et subventions	0	7 928 891	6 178 088	4 764 402	3 630 422
Investissement	2 019 225	2 522 145	982 937	463 169	463 169
<b>Total</b>	<b>2 047 145</b>	<b>11 376 973</b>	<b>7 753 842</b>	<b>5 583 315</b>	<b>4 381 931</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2019

21/08/2019 20:37:55

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>1 BUDGET GENERAL</b>					
<b>732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION</b>					
Personnel	0	694 710	555 768	323 484	288 139
Biens et services	0	0	0	0	0
Transferts et subventions	0	293 757	188 198	182 688	136 363
Investissement	475 000	475 000	293 794	193 496	139 148
<b>Total</b>	<b>475 000</b>	<b>1 463 467</b>	<b>1 037 760</b>	<b>699 668</b>	<b>563 650</b>
<b>740 MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME</b>					
Personnel	0	3 051 304	2 459 205	2 273 401	1 423 417
Biens et services	0	1 806 359	1 069 897	710 965	526 592
Transferts et subventions	0	461 016	339 187	65 927	46 777
Investissement	9 401 634	12 611 026	9 274 619	7 980 575	7 351 227
<b>Total</b>	<b>11 401 634</b>	<b>17 929 705</b>	<b>13 142 908</b>	<b>11 030 867</b>	<b>9 348 014</b>
<b>750 MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</b>					
Personnel	0	312 614	246 075	246 075	172 506
Biens et services	0	670 361	377 040	233 000	190 355
Transferts et subventions	0	606 876	410 609	398 055	324 617
Investissement	5 285 150	11 616 768	3 529 619	2 751 825	1 312 770
<b>Total</b>	<b>5 285 150</b>	<b>13 206 619</b>	<b>4 563 343</b>	<b>3 628 954</b>	<b>2 000 248</b>
<b>770 MINISTERE DES TRANSPORTS</b>					
Personnel	0	886 189	705 665	702 017	379 540
Biens et services	0	649 872	339 620	146 757	138 549
Transferts et subventions	0	1 052 287	854 994	704 953	670 987
Investissement	5 185 759	3 497 706	1 113 227	286 370	105 531
<b>Total</b>	<b>5 727 706</b>	<b>6 086 054</b>	<b>3 013 505</b>	<b>1 840 098</b>	<b>1 294 608</b>
<b>800 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL</b>					
Personnel	0	0	0	0	0
Biens et services	0	0	0	0	0
Transferts et subventions	0	9 000	9 000	0	0
Investissement	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>9 000</b>	<b>9 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>812 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS</b>					
Personnel	0	1 094 125	877 235	848 750	239 844
Biens et services	0	1 287 515	647 369	389 991	331 952
Transferts et subventions	0	1 083 660	485 216	415 169	360 919
Investissement	1 292 946	1 246 317	348 962	21 020	17 273
<b>Total</b>	<b>1 258 845</b>	<b>4 711 617</b>	<b>2 358 782</b>	<b>1 674 930</b>	<b>949 988</b>
<b>820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE</b>					
Personnel	0	5 638 136	4 533 755	4 466 988	2 492 413
Biens et services	0	2 903 723	1 787 295	1 153 575	673 537
Transferts et subventions	0	29 352 320	27 983 623	12 633 946	11 795 245
Investissement	50 711 650	75 759 917	9 236 702	6 089 291	5 213 933
<b>Total</b>	<b>51 211 650</b>	<b>113 654 096</b>	<b>43 541 375</b>	<b>24 343 800</b>	<b>20 175 128</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2019

21/08/2019 20:37:55

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>1 BUDGET GENERAL</b>					
<b>822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE</b>					
Personnel	0	3 264 266	2 568 892	2 568 891	1 354 327
Biens et services	0	1 638 217	952 464	612 985	511 705
Transferts et subventions	0	3 625 348	325 728	211 266	157 239
Investissement	11 329 382	15 684 122	769 494	411 667	340 100
<b>Total</b>	<b>10 641 382</b>	<b>24 211 953</b>	<b>4 616 578</b>	<b>3 804 809</b>	<b>2 363 372</b>
<b>850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE</b>					
Personnel	0	221 798	177 438	177 438	90 135
Biens et services	0	145 942	91 088	45 871	40 577
Transferts et subventions	0	22 078	11 039	11 038	11 038
Investissement	10 434 010	7 363 010	3 681 352	2 384 847	2 384 421
<b>Total</b>	<b>10 434 010</b>	<b>7 752 828</b>	<b>3 960 917</b>	<b>2 619 195</b>	<b>2 526 170</b>
<b>860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME</b>					
Personnel	0	432 163	339 970	332 097	175 346
Biens et services	0	684 074	384 487	323 269	295 021
Transferts et subventions	0	448 165	273 419	156 618	198 637
Investissement	2 602 662	1 802 662	872 873	287 035	11 825
<b>Total</b>	<b>2 602 662</b>	<b>3 367 064</b>	<b>1 870 749</b>	<b>1 099 018</b>	<b>680 829</b>
<b>990 CHARGES COMMUNES</b>					
Personnel	0	91 531 123	7 016 104	6 807 264	6 799 862
Biens et services	0	194 502 438	63 809 040	60 872 677	57 853 713
Transferts et subventions	0	58 084 373	10 145 915	7 965 941	7 748 920
Investissement	214 885 935	125 370 303	23 766 853	16 428 901	15 388 468
<b>Total</b>	<b>191 190 358</b>	<b>469 488 237</b>	<b>104 737 913</b>	<b>92 074 783</b>	<b>87 790 963</b>
<b>TOTAL</b>	<b>801 184 492</b>	<b>2 261 155 078</b>	<b>1 056 129 376</b>	<b>819 601 251</b>	<b>608 228 625</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2019

21/08/2019 20:37:55

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>2 BUDGETS ANNEXES</b>					
<b>770 MINISTERE DES TRANSPORTS</b>					
Personnel	0	1 993 000	1 011 500	744 448	717 298
Biens et services	0	2 353 180	1 268 375	753 072	750 367
Transferts et subventions	0	951 860	411 500	427 240	427 060
Investissement	2 559 938	2 559 938	1 397 820	652 272	342 955
<b>Total</b>	<b>2 559 938</b>	<b>7 857 978</b>	<b>4 089 194</b>	<b>2 577 032</b>	<b>2 237 680</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 559 938</b>	<b>7 857 978</b>	<b>4 089 194</b>	<b>2 577 032</b>	<b>2 237 680</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2019

21/08/2019 20:37:55

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>					
<b>310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>					
Biens et services	0	64 690 692	64 690 692	39 264 416	39 264 416
Investissement	40 000 000	40 000 000	0	0	0
<b>Total</b>	<b>40 000 000</b>	<b>104 690 692</b>	<b>64 690 692</b>	<b>39 264 416</b>	<b>39 264 416</b>
<b>400 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>					
Investissement	2 616 620	2 616 620	0	0	0
<b>Total</b>	<b>2 616 620</b>	<b>2 616 620</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>412 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>					
Investissement	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT &amp; DE LA FAMILLE</b>					
Transferts et subventions	0	500 000	250 000	180 194	180 194
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>500 000</b>	<b>250 000</b>	<b>180 194</b>	<b>180 194</b>
<b>714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>					
Biens et services	0	345 000	172 500	30 000	30 000
Transferts et subventions	0	108 250	54 125	0	0
Investissement	846 750	846 750	423 402	0	0
<b>Total</b>	<b>846 750</b>	<b>1 300 000</b>	<b>650 027</b>	<b>30 000</b>	<b>30 000</b>
<b>726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE</b>					
Personnel	0	430 000	60 000	55 517	51 133
Biens et services	0	1 062 000	219 500	115 424	63 243
Investissement	148 000	148 000	45 000	13 468	13 468
<b>Total</b>	<b>148 000</b>	<b>1 640 000</b>	<b>324 500</b>	<b>184 408</b>	<b>127 844</b>
<b>750 MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</b>					
Investissement	2 981 400	2 981 400	0	0	0
<b>Total</b>	<b>2 981 400</b>	<b>2 981 400</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE</b>					
Investissement	5 000 000	5 000 000	0	0	0
<b>Total</b>	<b>5 000 000</b>	<b>5 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>51 592 770</b>	<b>118 728 712</b>	<b>65 915 219</b>	<b>39 659 018</b>	<b>39 602 454</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>855 337 200</b>	<b>2 387 741 768</b>	<b>1 126 133 789</b>	<b>861 837 302</b>	<b>650 068 759</b>

**ANNEXE 4 :**

**SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES**

**PAR CLASSIFICATION FONCTIONNELLE**

**AU 30 JUIN 2019.**

***Sans le financement extérieur du BSI<sup>1</sup>***

---

<sup>1</sup> Les crédits inscrits au BSI sur financement extérieur ne sont pas exécutés suivant les procédures nationales de gestion de la commande publique, mais celles des partenaires qui financent les projets correspondants. Leur situation d'exécution n'est donc pas retracée, en cours d'année, par le système intégré de gestion des dépenses – *PRED*.

**BUDGET D'ÉTAT : DEPENSES 2019**

21/08/2019 20:44:46

**Situation d'exécution des crédits budgétaires par groupes de fonctions au 30/06/2019**

(en milliers de francs CFA)

Division Groupe de fonction	Crédits budgétaires		Cédits Notifiés	Cédits Engagés	Cédits Liquidés
	AE	CP			
<b>01 Services généraux des administrations publiques</b>					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	48 199 663	200 373 564	154 399 226	110 579 379	91 274 171
01.3 Services généraux	16 276 489	43 112 974	16 401 084	12 160 562	9 949 101
01.4 Recherche fondamentale	28 500	366 171	269 657	238 400	122 499
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	1 852 500	2 304 294	1 451 114	764 553	574 537
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	56 433 671	189 933 808	55 217 043	39 499 873	33 482 680
01.7 Opérations concernant la dette publique	490 000	140 939 566	55 263 826	54 702 973	52 088 686
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publiques	16 653 499	18 887 240	9 443 620	5 280 245	5 280 245
<b>TOTAL Services généraux des administrations publiques</b>	<b>139 934 322</b>	<b>595 917 617</b>	<b>292 445 570</b>	<b>223 225 986</b>	<b>192 771 919</b>
<b>02 Défense</b>					
02.1 Défense militaire	55 851 144	76 971 206	59 434 369	53 084 298	10 380 866
02.2 Défense civile		1 538 000	19 000	19 000	19 000
02.4 Recherche-développement concernant la défense	50 419	73 855	41 391	20 539	28 713
02.5 Défense n.c.a.	48 492 215	201 168 455	120 876 257	108 901 297	77 522 974
<b>TOTAL Défense</b>	<b>104 393 778</b>	<b>279 751 516</b>	<b>180 371 016</b>	<b>162 025 134</b>	<b>87 951 553</b>
<b>03 Ordre et sécurité publics</b>					
03.1 Services de police	68 243	49 686 726	27 181 183	26 418 980	18 043 590
03.2 Services de protection civile	18 044 657	24 342 776	9 415 141	8 993 746	3 730 232
03.3 Tribunaux	2 047 061	18 079 753	12 214 707	11 444 023	7 039 493
03.4 Administration pénitentiaire	2 378 516	9 438 931	2 773 745	2 700 958	2 340 622
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	11 478 903	41 694 780	26 130 485	19 681 568	14 566 734
<b>TOTAL Ordre et sécurité publics</b>	<b>34 017 380</b>	<b>143 242 966</b>	<b>77 715 260</b>	<b>69 239 276</b>	<b>45 720 672</b>
<b>04 Affaires économiques</b>					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	3 566 561	28 166 245	11 348 875	7 782 424	6 279 609
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	185 444 288	253 683 818	62 216 050	36 105 194	30 018 328
04.3 Combustibles et énergie	5 245 303	26 439 186	9 368 471	5 169 413	4 675 316
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	11 997 884	10 828 561	3 099 449	2 273 477	1 163 999
04.5 Transports	169 198 753	148 966 085	25 199 437	12 539 803	5 712 911
04.6 Communications	2 720 025	12 764 409	8 353 894	6 323 030	5 165 602
04.7 Autres branches d'activité	6 433 881	9 853 614	5 158 244	2 919 525	2 426 489
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	646 000	2 413 892	1 754 648	704 806	408 970
04.9 Affaires économiques n.c.a.	20 978 500	100 184 048	34 180 630	33 384 383	32 646 495
<b>TOTAL Affaires économiques</b>	<b>406 231 195</b>	<b>593 299 858</b>	<b>160 679 698</b>	<b>107 202 056</b>	<b>88 497 718</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**

21/08/2019 20:44:46

**Situation d'exécution des crédits budgétaires par groupes de fonctions au 30/06/2019**

(en milliers de francs CFA)

Division Groupe de fonction	Crédits budgétaires		Cédits Notifiés	Cédits Engagés	Cédits Liquidés
	AE	CP			
<b>05 Protection de l'environnement</b>					
05.1 Gestion des déchets	6 076 435	6 076 435	4 649 432	4 000 000	4 000 000
05.2 Gestion des eaux usées	1 444 000	1 778 875	972 143	667 674	317 530
05.3 Lutte contre la pollution	290 700	317 820	160 644	136 894	137 309
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	21 515 869	35 366 627	7 389 358	3 254 471	2 127 461
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	676 687	7 242 598	1 552 522	1 098 550	780 817
<b>TOTAL Protection de l'environnement</b>	<b>30 003 691</b>	<b>50 782 355</b>	<b>14 724 099</b>	<b>9 157 590</b>	<b>7 363 117</b>
<b>06 Logement et équipements collectifs</b>					
06.1 Logement	6 845 000	6 974 762	6 867 381	6 783 892	6 768 246
06.2 Équipements collectifs	4 562 495	7 095 489	1 822 458	1 053 558	141 235
06.3 Alimentation en eau	14 667 100	56 432 702	1 779 548	1 437 871	1 005 850
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	5 972 175	11 536 957	6 053 569	3 908 146	2 600 751
<b>TOTAL Logement et équipements collectifs</b>	<b>32 046 770</b>	<b>82 039 910</b>	<b>16 522 957</b>	<b>13 183 466</b>	<b>10 516 082</b>
<b>07 Santé</b>					
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux		1 136 509	1 103 284	588 179	587 879
07.2 Services ambulatoires	76 000	76 000	38 000		
07.3 Services hospitaliers	14 592 629	32 898 957	15 067 742	10 866 989	6 839 860
07.4 Services de santé publique	4 230 339	16 668 994	8 530 801	7 776 696	6 288 197
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	1 045 750	4 594 273	3 036 165	2 105 606	1 492 824
07.6 Santé n.c.a.	8 006 019	66 158 608	29 383 897	21 418 217	13 957 364
<b>TOTAL Santé</b>	<b>27 950 737</b>	<b>121 533 341</b>	<b>57 159 889</b>	<b>42 755 687</b>	<b>29 166 124</b>
<b>08 Loisirs, culture et culte</b>					
08.1 Services récréatifs et sportifs	1 667 300	8 864 096	5 708 188	4 123 009	3 711 947
08.2 Services culturels	2 803 088	5 346 699	2 959 629	2 287 678	1 417 067
08.4 Culte et autres services communautaires		265 261	161 044	131 009	79 971
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	1 809 315	8 023 859	4 794 296	3 116 762	2 260 600
<b>TOTAL Loisirs, culture et culte</b>	<b>6 279 703</b>	<b>22 499 915</b>	<b>13 623 156</b>	<b>9 658 459</b>	<b>7 469 585</b>
<b>09 Enseignement</b>					
09.1 Enseignement préélémentaire et primaire	2 828 431	145 294 119	117 600 894	90 114 012	74 256 180
09.2 Enseignement secondaire	33 250 818	98 273 252	74 562 005	43 412 797	36 016 341
09.4 Enseignement supérieur	4 000 729	68 285 602	41 910 706	30 869 258	22 758 904
09.5 Enseignement non défini par niveau	782 911	1 542 543	789 085	566 754	408 244

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**

21/08/2019 20:44:46

**Situation d'exécution des crédits budgétaires par groupes de fonctions au 30/06/2019**

(en milliers de francs CFA)

Division Groupe de fonction	Crédits budgétaires		Cédits Notifiés	Cédits Engagés	Cédits Liquidés
	AE	CP			
<b>09 Enseignement</b>					
09.6 Services annexes à l'enseignement	2 422 392	5 749 252	2 690 339	281 434	214 667
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	9 948 370	7 551 358	1 958 792	1 286 527	92 642
09.8 Enseignement n.c.a.	5 244 892	46 085 572	24 146 262	16 405 590	6 933 862
<b>TOTAL Enseignement</b>	<b>58 478 543</b>	<b>372 781 698</b>	<b>263 658 083</b>	<b>182 936 373</b>	<b>140 680 839</b>
<b>10 Protection sociale</b>					
10.1 Maladie et invalidité		2 627 326	597 663	590 803	564 304
10.2 Vieillesse		62 761 422	31 140 953	31 140 953	31 140 883
10.4 Famille et enfants	1 409 385	9 235 150	2 615 964	1 627 537	1 136 485
10.7 Exclusion sociale n.c.a.		195 931	99 094	97 509	96 079
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	479 063	822 675	448 284	311 784	190 745
10.9 Protection sociale n.c.a.	14 112 633	50 250 088	14 332 104	8 684 689	6 802 652
<b>TOTAL Protection sociale</b>	<b>16 001 081</b>	<b>125 892 592</b>	<b>49 234 061</b>	<b>42 453 275</b>	<b>39 931 149</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>855 337 200</b>	<b>2 387 741 768</b>	<b>1 126 133 789</b>	<b>861 837 302</b>	<b>650 068 759</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**  
**Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2019**

21/08/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement-----			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>1 BUDGET GENERAL</b>					
<b>110 ASSEMBLEE NATIONALE</b>					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	1 507 529	15 795 988	9 117 162	9 077 928	8 142 397
<b>Total</b>	<b>1 507 529</b>	<b>15 795 988</b>	<b>9 117 162</b>	<b>9 077 928</b>	<b>8 142 397</b>
<b>120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b>					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	522 500	7 744 126	4 752 994	4 259 178	3 178 986
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	200 140	5 919 678	4 088 695	3 546 363	2 605 278
02.5 Défense n.c.a.	0	195 337	78 031	70 092	57 730
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	95 000	365 409	277 441	183 129	175 436
04.6 Communications	0	206 556	105 355	75 369	73 522
07.4 Services de santé publique	0	815	408	408	408
08.2 Services culturels	0	85 500	42 750	42 750	42 750
<b>Total</b>	<b>817 640</b>	<b>14 517 421</b>	<b>9 345 673</b>	<b>8 177 289</b>	<b>6 134 110</b>
<b>130 PRIMATURE</b>					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	285 000	5 162 139	4 023 687	2 762 992	1 970 468
01.3 Services généraux	0	161 334	108 324	98 204	74 588
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux d	0	0	0	0	0
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	285 000	3 677 450	2 549 274	1 229 135	1 000 945
03.3 Tribunaux	0	19 000	9 500	7 812	7 588
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	381 777	252 833	183 532	149 524
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	200 590	100 295	0	0
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	190 000	190 000	0	0	0
04.6 Communications	0	18 607	9 304	9 237	9 237
07.4 Services de santé publique	0	942	471	0	0
09.4 Enseignement supérieur	2 090 417	2 766 408	2 549 818	340 064	139 957
<b>Total</b>	<b>2 850 417</b>	<b>12 578 247</b>	<b>9 603 506</b>	<b>4 630 976</b>	<b>3 352 308</b>
<b>131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS</b>					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	14 363	503 062	401 777	324 316	313 078
<b>Total</b>	<b>14 363</b>	<b>503 062</b>	<b>401 777</b>	<b>324 316</b>	<b>313 078</b>
<b>140 COUR CONSTITUTIONNELLE</b>					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	78 243	842 350	595 657	552 893	525 171
03.3 Tribunaux	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>78 243</b>	<b>842 350</b>	<b>595 657</b>	<b>552 893</b>	<b>525 171</b>
<b>150 COUR SUPREME</b>					
03.3 Tribunaux	394 000	2 470 383	1 577 597	1 460 215	996 876
<b>Total</b>	<b>394 000</b>	<b>2 470 383</b>	<b>1 577 597</b>	<b>1 460 215</b>	<b>996 876</b>
<b>155 HAUTE COUR DE JUSTICE</b>					
03.3 Tribunaux	0	904 447	547 787	383 465	336 457
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>904 447</b>	<b>547 787</b>	<b>383 465</b>	<b>336 457</b>
<b>160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL</b>					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	131 177	1 154 282	792 737	709 273	560 224
<b>Total</b>	<b>131 177</b>	<b>1 154 282</b>	<b>792 737</b>	<b>709 273</b>	<b>560 224</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**  
**Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2019**

21/08/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement-----			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>1 BUDGET GENERAL</b>					
<b>170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	285 000	1 937 988	1 161 027	978 525	642 529
<b>Total</b>	<b>285 000</b>	<b>1 937 988</b>	<b>1 161 027</b>	<b>978 525</b>	<b>642 529</b>
<b>180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE</b>					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	8 671 500	41 030 203	33 964 818	26 122 716	21 699 419
01.3 Services généraux	95 000	92 664	54 117	13 993	9 797
04.6 Communications	0	11 430	6 974	2 649	2 649
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	1 069 509	1 069 509	573 340	573 040
09.8 Enseignement n.c.a.	1 221 700	1 221 700	610 850	583 459	583 459
<b>Total</b>	<b>9 988 200</b>	<b>43 425 506</b>	<b>35 706 268</b>	<b>27 296 157</b>	<b>22 868 363</b>
<b>185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE</b>					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	0	651 652	441 953	352 266	265 570
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	38 000	816 149	529 971	369 245	352 824
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	240 000	240 000	151 000	0	0
07.4 Services de santé publique	0	277	139	0	0
09.4 Enseignement supérieur	161 500	146 900	80 750	80 750	80 750
<b>Total</b>	<b>439 500</b>	<b>1 854 978</b>	<b>1 203 812</b>	<b>802 262</b>	<b>699 144</b>
<b>190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL</b>					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	142 500	3 446 439	2 550 818	2 550 818	2 455 818
<b>Total</b>	<b>142 500</b>	<b>3 446 439</b>	<b>2 550 818</b>	<b>2 550 818</b>	<b>2 455 818</b>
<b>192 MEDiateur DE LA REPUBLIQUE</b>					
03.3 Tribunaux	28 500	1 004 978	690 545	690 545	532 659
<b>Total</b>	<b>28 500</b>	<b>1 004 978</b>	<b>690 545</b>	<b>690 545</b>	<b>532 659</b>
<b>195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT</b>					
04.6 Communications	15 000	143 660	85 230	52 221	47 894
<b>Total</b>	<b>15 000</b>	<b>143 660</b>	<b>85 230</b>	<b>52 221</b>	<b>47 894</b>
<b>210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS</b>					
02.1 Défense militaire	55 851 144	76 971 206	59 434 369	53 084 298	10 380 866
02.4 Recherche-développement concernant la défense	50 419	73 855	41 391	20 539	28 713
02.5 Défense n.c.a.	36 992 215	199 473 118	120 677 946	108 711 925	77 465 244
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	2 304 000	2 304 000	638 644	256 744	0
07.3 Services hospitaliers	0	641 794	319 724	319 719	319 719
07.4 Services de santé publique	0	11 860	5 634	5 634	5 634
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	10 250	10 250	4 869	4 560	4 560
07.6 Santé n.c.a.	0	683 191	324 947	93 902	89 608
09.2 Enseignement secondaire	12 562	238 763	115 038	115 030	111 919
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	10 250	10 250	4 869	0	0
10.9 Protection sociale n.c.a.	22 452	198 617	96 538	42 459	42 459
<b>Total</b>	<b>95 253 292</b>	<b>280 616 904</b>	<b>181 663 967</b>	<b>162 654 809</b>	<b>88 448 721</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**  
**Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2019**

21/08/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement-----			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>1 BUDGET GENERAL</b>					
<b>220 MINISTERE DE LA JUSTICE</b>					
02.2 Défense civile	0	38 000	19 000	19 000	19 000
03.3 Tribunaux	1 624 561	11 678 708	8 388 160	8 075 883	4 450 158
03.4 Administration pénitentiaire	2 378 516	9 438 931	2 773 745	2 700 958	2 340 622
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	190 000	4 181 924	2 873 370	2 654 639	1 225 962
07.4 Services de santé publique	0	10 991	5 496	5 496	5 496
09.4 Enseignement supérieur	0	523 029	245 964	133 695	144 820
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	0	190 000	95 000	94 999	94 999
<b>Total</b>	<b>4 193 077</b>	<b>26 061 583</b>	<b>14 400 735</b>	<b>13 684 670</b>	<b>8 281 058</b>
<b>223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE</b>					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	190 000	1 558 953	1 187 767	1 187 767	1 187 767
<b>Total</b>	<b>190 000</b>	<b>1 558 953</b>	<b>1 187 767</b>	<b>1 187 767</b>	<b>1 187 767</b>
<b>225 MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME</b>					
03.3 Tribunaux	0	0	0	0	0
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME</b>					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	47 500	617 150	369 125	345 375	345 375
<b>Total</b>	<b>47 500</b>	<b>617 150</b>	<b>369 125</b>	<b>345 375</b>	<b>345 375</b>
<b>230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE</b>					
03.1 Services de police	68 243	49 686 726	27 181 183	26 418 980	18 043 590
03.2 Services de protection civile	6 296 280	14 691 755	9 415 141	8 993 746	3 730 232
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	8 889 903	25 848 360	16 857 819	11 275 322	7 923 702
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	45 778	21 745	8 729	8 729
<b>Total</b>	<b>15 254 426</b>	<b>90 272 619</b>	<b>53 475 887</b>	<b>46 696 777</b>	<b>29 706 253</b>
<b>235 SECURITE D'ETAT</b>					
02.5 Défense n.c.a.	11 500 000	1 500 000	120 280	119 280	0
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	8 184 445	4 974 864	4 959 379	4 959 379
<b>Total</b>	<b>11 500 000</b>	<b>9 684 445</b>	<b>5 095 144</b>	<b>5 078 659</b>	<b>4 959 379</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**  
**Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2019**

21/08/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement-----			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>1 BUDGET GENERAL</b>					
<b>310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	33 481 214	53 918 534	32 668 017	24 487 547	13 141 263
01.3 Services généraux	5 209 939	6 673 033	2 944 322	1 261 490	840 330
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux d	997 500	1 213 314	854 178	480 025	375 506
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	760 000	882 447	84 627	74 423	25 286
01.7 Opérations concernant la dette publique	190 000	190 000	190 000	0	0
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	142 500	9 142 500	71 250	0	0
04.3 Combustibles et énergie	712 500	1 380 519	821 323	427 068	223 600
06.2 Équipements collectifs	604 995	604 995	336 718	301 126	15 089
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	2 850 000	2 851 954	445 644	351 644	274 002
07.4 Services de santé publique	0	596	298	0	0
09.5 Enseignement non défini par niveau	308 750	849 043	537 951	440 076	312 499
10.9 Protection sociale n.c.a.	1 900 000	9 100 000	500 000	500 000	500 000
<b>Total</b>	<b>47 157 398</b>	<b>86 806 935</b>	<b>39 454 328</b>	<b>28 323 399</b>	<b>15 707 575</b>
<b>311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES</b>					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	0	1 031 925	638 463	540 696	433 318
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>1 031 925</b>	<b>638 463</b>	<b>540 696</b>	<b>433 318</b>
<b>312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)</b>					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financièr	0	443 390	231 695	231 695	231 695
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>443 390</b>	<b>231 695</b>	<b>231 695</b>	<b>231 695</b>
<b>320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE</b>					
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux d	570 000	570 000	285 000	146 920	116 165
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	237 500	237 500	182 623	91 312	91 312
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	482 407	3 040 742	1 954 189	1 453 951	1 086 649
07.4 Services de santé publique	0	340	170	0	0
10.9 Protection sociale n.c.a.	4 750	40 593	20 297	16 138	16 138
<b>Total</b>	<b>1 294 657</b>	<b>3 889 175</b>	<b>2 442 279</b>	<b>1 708 320</b>	<b>1 310 263</b>
<b>323 MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE L'EMPLOI ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE</b>					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	1 535 535	16 932 029	5 212 519	3 746 763	3 334 616
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	197	99	0	0
07.4 Services de santé publique	0	623	312	312	312
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	431 707	3 379 724	2 041 350	1 388 398	983 699
09.2 Enseignement secondaire	0	95 860	47 930	18 743	18 743
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	181 575	109 650	76 030	58 588
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	14 250	14 250	7 125	0	0
<b>Total</b>	<b>1 981 492</b>	<b>20 604 258</b>	<b>7 418 984</b>	<b>5 230 245</b>	<b>4 395 956</b>
<b>328 MINISTERE DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION ET DE LA TRANSPARENCE DE LA VIE PUBLIQUE</b>					
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux d	285 000	520 980	311 937	137 608	82 866
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	53 786	736 366	476 297	361 292	232 419
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	428 865	255 513	168 823	132 730
<b>Total</b>	<b>338 786</b>	<b>1 686 211</b>	<b>1 043 746</b>	<b>667 723</b>	<b>448 014</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**  
**Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2019**

21/08/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement-----			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>1 BUDGET GENERAL</b>					
<b>330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION</b>					
01.3 Services généraux	1 350 000	2 880 798	1 741 223	871 225	686 150
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	13 568 416	50 146 319	22 364 671	13 908 956	10 796 352
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publique	16 653 499	18 887 240	9 443 620	5 280 245	5 280 245
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	199 500	99 750	35 359	35 359
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	4 180 000	4 180 000	0	0	0
04.6 Communications	0	42 617	21 309	11 814	9 154
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	2 660 000	2 660 000	960 463	450 233	161 859
07.4 Services de santé publique	0	552	276	0	0
09.8 Enseignement n.c.a.	47 500	278 502	171 011	105 265	46 249
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	0	5 931	4 094	2 509	1 080
10.9 Protection sociale n.c.a.	1 330 000	1 330 000	0	0	0
<b>Total</b>	<b>39 789 415</b>	<b>80 611 459</b>	<b>34 806 416</b>	<b>20 665 607</b>	<b>17 016 450</b>
<b>334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL</b>					
04.6 Communications	211 380	873 797	463 318	430 378	413 968
<b>Total</b>	<b>211 380</b>	<b>873 797</b>	<b>463 318</b>	<b>430 378</b>	<b>413 968</b>
<b>335 MINISTERE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	0	0	0	0
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publique	0	0	0	0	0
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	0	0	0	0
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	0	0	0	0
09.8 Enseignement n.c.a.	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE</b>					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	47 500	137 591	72 515	38 485	35 120
08.4 Culte et autres services communautaires	0	265 261	161 044	131 009	79 971
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	48 108	566 451	358 193	292 147	222 085
<b>Total</b>	<b>95 608</b>	<b>969 303</b>	<b>591 752</b>	<b>461 641</b>	<b>337 176</b>
<b>341 MINISTERE DE LA COHESION SOCIALE, DE LA PAIX ET DE LA RECONCILIATION NATIONALE</b>					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	5 700	831 567	466 628	408 033	338 051
03.3 Tribunaux	0	2 002 237	1 001 119	826 104	715 755
07.4 Services de santé publique	0	1 049	525	0	0
<b>Total</b>	<b>5 700</b>	<b>2 834 853</b>	<b>1 468 271</b>	<b>1 234 137</b>	<b>1 053 805</b>
<b>345 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT LOCAL</b>					
01.3 Services généraux	0	0	0	0	0
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**  
**Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2019**

21/08/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement-----			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>1 BUDGET GENERAL</b>					
<b>380 MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA CONCURRENCE</b>					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	495 544	4 800 083	2 696 547	1 829 745	1 274 919
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 000 000	1 900 000	617 500	0	0
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	308 504	201 243	190 015	108 183
07.4 Services de santé publique	0	353	177	0	0
<b>Total</b>	<b>1 495 544</b>	<b>7 008 940</b>	<b>3 515 467</b>	<b>2 019 760</b>	<b>1 383 102</b>
<b>400 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>					
01.4 Recherche fondamentale	28 500	366 171	269 657	238 400	122 499
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	200 523	145 611	490	0
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	456 000	5 901 509	3 620 600	3 280 873	2 974 910
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	237 500	349 168	198 439	67 323	48 601
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	285 000	1 625 835	1 059 678	871 906	562 287
09.4 Enseignement supérieur	83 750	3 954 414	2 489 682	2 049 430	1 372 247
09.5 Enseignement non défini par niveau	142 500	142 500	71 700	0	0
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	123 500	301 488	186 080	117 807	72 714
09.8 Enseignement n.c.a.	2 553 888	6 196 988	4 411 836	1 922 638	721 197
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection so	49 400	317 863	215 999	173 099	98 998
<b>Total</b>	<b>3 960 038</b>	<b>19 356 459</b>	<b>12 669 282</b>	<b>8 721 968</b>	<b>5 973 453</b>
<b>410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE</b>					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	504 000	504 000	382 000	162 000	150 000
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 045	34 870	19 057	10 305	9 547
07.4 Services de santé publique	0	37 591	25 061	0	0
07.6 Santé n.c.a.	0	65 964	32 982	0	0
09.1 Enseignement préélémentaire et primaire	2 828 431	145 294 119	117 600 894	90 114 012	74 256 180
09.2 Enseignement secondaire	33 225 949	96 912 438	73 797 905	42 815 201	35 566 741
09.4 Enseignement supérieur	865 312	58 790 776	35 059 225	27 146 589	20 021 187
09.5 Enseignement non défini par niveau	133 000	94 901	21 643	16 216	12 878
09.6 Services annexes à l'enseignement	2 422 392	5 749 252	2 690 339	281 434	214 667
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	6 683 750	4 108 750	1 760 718	1 168 720	19 928
09.8 Enseignement n.c.a.	1 421 804	38 154 851	18 910 064	13 786 148	5 574 877
<b>Total</b>	<b>48 085 683</b>	<b>349 747 512</b>	<b>250 299 888</b>	<b>175 500 626</b>	<b>135 826 006</b>
<b>412 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>					
01.4 Recherche fondamentale	0	0	0	0	0
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	0	0	0	0
09.2 Enseignement secondaire	0	0	0	0	0
09.4 Enseignement supérieur	0	0	0	0	0
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	0	0	0	0
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	0	0	0	0	0
09.8 Enseignement n.c.a.	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**  
**Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2019**

21/08/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement-----			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>1 BUDGET GENERAL</b>					
<b>510 MINISTERE DE LA CULTURE</b>					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	0	2 700	0	0	0
01.3 Services généraux	0	11 888	5 944	5 614	5 614
07.4 Services de santé publique	0	1 888	944	944	944
08.2 Services culturels	1 273 542	3 907 953	2 184 165	1 592 806	1 109 893
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	1 044 500	3 174 365	1 854 208	1 077 927	768 738
09.2 Enseignement secondaire	0	443 146	283 710	278 961	195 026
09.4 Enseignement supérieur	267 750	1 329 578	1 089 293	989 861	915 196
<b>Total</b>	<b>2 585 792</b>	<b>8 871 518</b>	<b>5 418 264</b>	<b>3 946 113</b>	<b>2 995 412</b>
<b>520 MINISTERE DES SPORTS</b>					
07.4 Services de santé publique	0	476	238	0	0
08.1 Services récréatifs et sportifs	1 404 570	8 601 366	5 708 188	4 123 009	3 711 947
09.2 Enseignement secondaire	12 307	583 045	317 422	184 863	123 912
<b>Total</b>	<b>1 416 877</b>	<b>9 184 887</b>	<b>6 025 848</b>	<b>4 307 872</b>	<b>3 835 859</b>
<b>525 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE</b>					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	0	0	0	0
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>610 MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE</b>					
07.2 Services ambulatoires	76 000	76 000	38 000	0	0
07.3 Services hospitaliers	14 566 029	31 866 430	14 505 174	10 426 108	6 381 581
07.4 Services de santé publique	4 227 489	16 569 434	8 475 053	7 750 175	6 266 367
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	750 500	2 958 188	1 971 619	1 229 139	925 977
07.6 Santé n.c.a.	8 002 694	51 315 741	27 807 870	20 125 923	12 759 981
<b>Total</b>	<b>27 622 712</b>	<b>102 785 793</b>	<b>52 797 717</b>	<b>39 531 345</b>	<b>26 333 907</b>
<b>614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA</b>					
07.6 Santé n.c.a.	0	2 306 907	1 189 843	1 170 816	1 088 659
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>2 306 907</b>	<b>1 189 843</b>	<b>1 170 816</b>	<b>1 088 659</b>
<b>640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT &amp; DE LA FAMILLE</b>					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	142 500	142 500	71 250	0	0
07.4 Services de santé publique	2 850	26 030	13 015	12 810	8 415
07.6 Santé n.c.a.	3 325	41 765	28 255	27 576	19 115
08.1 Services récréatifs et sportifs	262 730	262 730	0	0	0
09.5 Enseignement non défini par niveau	8 661	38 746	26 396	25 705	15 551
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	500 000	500 000	0	0	0
10.4 Famille et enfants	1 314 385	3 640 150	2 317 964	1 447 343	956 291
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection so	6 913	50 248	36 979	36 854	25 721
10.9 Protection sociale n.c.a.	0	494 710	344 080	256 893	208 328
<b>Total</b>	<b>2 241 364</b>	<b>5 196 879</b>	<b>2 837 939</b>	<b>1 807 180</b>	<b>1 233 421</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**  
**Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2019**

21/08/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement-----			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>1 BUDGET GENERAL</b>					
<b>660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE</b>					
04.9 Affaires économiques n.c.a.	142 500	142 500	0	0	0
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	0	0	0	0	0
07.3 Services hospitaliers	26 600	390 733	242 843	121 163	138 560
07.4 Services de santé publique	0	2 897	1 449	624	624
10.1 Maladie et invalidité	0	2 627 326	597 663	590 803	564 304
10.2 Vieillesse	0	33 940 144	31 140 953	31 140 953	31 140 883
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection so	422 750	454 564	195 307	101 831	66 026
10.9 Protection sociale n.c.a.	855 431	8 073 605	4 998 199	3 823 264	2 238 620
<b>Total</b>	<b>1 447 281</b>	<b>45 631 769</b>	<b>37 176 413</b>	<b>35 778 638</b>	<b>34 149 016</b>
<b>700 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT</b>					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	950 000	950 000	0	0	0
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	9 892 000	4 503 059	384 523	72 298	39 945
04.5 Transports	128 476 680	105 952 784	19 201 118	6 947 947	468 579
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	0	0	0	0	0
04.9 Affaires économiques n.c.a.	598 500	1 871 883	1 146 246	788 561	607 386
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	190 000	641 556	552 314	479 726	216 445
07.4 Services de santé publique	0	598	299	295	0
09.4 Enseignement supérieur	9 500	92 531	58 391	36 996	20 825
09.5 Enseignement non défini par niveau	190 000	190 000	0	0	0
<b>Total</b>	<b>140 306 680</b>	<b>114 202 411</b>	<b>21 342 890</b>	<b>8 325 824</b>	<b>1 353 179</b>
<b>714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	0	0	0	0
05.1 Gestion des déchets	1 576 435	1 576 435	649 432	0	0
05.2 Gestion des eaux usées	1 444 000	1 778 875	972 143	667 674	317 530
05.3 Lutte contre la pollution	290 700	317 820	160 644	136 894	137 309
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	17 989 672	15 891 319	5 745 203	2 773 222	1 696 655
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	439 187	2 505 098	1 552 522	1 098 550	780 817
<b>Total</b>	<b>21 739 994</b>	<b>22 069 547</b>	<b>9 079 945</b>	<b>4 676 340</b>	<b>2 932 311</b>
<b>720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU</b>					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 900 000	10 280 587	1 777 951	349 359	284 634
04.3 Combustibles et énergie	4 257 303	24 231 167	8 302 648	4 569 624	4 327 314
04.5 Transports	142 500	142 500	72 750	0	0
04.7 Autres branches d'activité	0	52 564	32 056	31 614	26 169
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	332 500	332 500	281 385	0	0
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	76 025 198	30 712 149	30 511 493	30 361 114
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	712 500	16 238 361	452 180	451 250	400 807
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	0	4 500 000	0	0	0
06.3 Alimentation en eau	14 667 100	56 432 702	1 779 548	1 437 871	1 005 850
07.4 Services de santé publique	0	124	62	0	0
<b>Total</b>	<b>22 011 903</b>	<b>188 235 703</b>	<b>43 410 729</b>	<b>37 351 210</b>	<b>36 405 889</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**  
**Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2019**

21/08/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement-----			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>1 BUDGET GENERAL</b>					
<b>726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE</b>					
04.3 Combustibles et énergie	142 500	142 500	0	0	0
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	1 705 282	2 668 751	845 488	560 268	366 960
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	47 500	47 500	5	0	0
04.9 Affaires économiques n.c.a.	95 000	1 297 700	781 517	675 077	392 750
<b>Total</b>	<b>1 990 282</b>	<b>4 156 451</b>	<b>1 627 009</b>	<b>1 235 345</b>	<b>759 710</b>
<b>730 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION</b>					
04.6 Communications	2 018 645	9 691 770	6 478 783	4 945 831	4 021 562
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économique	28 500	1 684 724	1 274 820	637 483	360 369
07.4 Services de santé publique	0	479	240	0	0
<b>Total</b>	<b>2 047 145</b>	<b>11 376 973</b>	<b>7 753 842</b>	<b>5 583 315</b>	<b>4 381 931</b>
<b>732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION</b>					
04.6 Communications	475 000	1 463 467	1 037 760	699 668	563 650
<b>Total</b>	<b>475 000</b>	<b>1 463 467</b>	<b>1 037 760</b>	<b>699 668</b>	<b>563 650</b>
<b>740 MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME</b>					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	1 980 000	1 980 000	0	0	0
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	24 459	1 337 104	983 349	953 617	567 451
06.1 Logement	6 845 000	6 974 762	6 867 381	6 783 892	6 768 246
06.2 Équipements collectifs	2 280 000	2 254 392	1 197 030	666 816	63 872
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	272 175	5 383 447	4 095 148	2 626 543	1 948 444
<b>Total</b>	<b>11 401 634</b>	<b>17 929 705</b>	<b>13 142 908</b>	<b>11 030 867</b>	<b>9 348 014</b>
<b>750 MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</b>					
01.3 Services généraux	4 240 150	6 911 857	3 888 585	3 451 465	1 874 053
06.2 Équipements collectifs	427 500	516 869	288 711	85 616	62 274
07.4 Services de santé publique	0	927	464	0	0
09.4 Enseignement supérieur	522 500	681 966	337 584	91 873	63 921
10.4 Famille et enfants	95 000	5 095 000	48 000	0	0
<b>Total</b>	<b>5 285 150</b>	<b>13 206 619</b>	<b>4 563 343</b>	<b>3 628 954</b>	<b>2 000 248</b>
<b>770 MINISTERE DES TRANSPORTS</b>					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	17 450	175 710	102 855	60 752	36 787
04.5 Transports	450 809	2 849 629	1 925 569	1 591 857	1 244 332
04.7 Autres branches d'activité	3 055 000	855 000	427 500	174 000	0
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	31 268	15 634	13 489	13 489
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	1 966 947	1 936 947	541 947	0	0
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	237 500	237 500	0	0	0
<b>Total</b>	<b>5 727 706</b>	<b>6 086 054</b>	<b>3 013 505</b>	<b>1 840 098</b>	<b>1 294 608</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**  
**Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2019**

21/08/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement-----			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>1 BUDGET GENERAL</b>					
<b>800 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL</b>					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	0	0	0	0
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	0	0	0	0
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	0	9 000	9 000	0	0
04.7 Autres branches d'activité	0	0	0	0	0
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>9 000</b>	<b>9 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>812 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS</b>					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	47 500	172 694	72 586	49 365	28 827
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	795 625	2 577 591	1 031 720	655 853	511 280
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	71 250	157 162	64 980	36 853	24 566
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	171 143	1 165 647	797 089	675 608	186 202
04.7 Autres branches d'activité	30 827	146 539	95 761	78 400	60 929
04.9 Affaires économiques n.c.a.	142 500	491 832	296 571	178 850	138 186
07.4 Services de santé publique	0	152	76	0	0
<b>Total</b>	<b>1 258 845</b>	<b>4 711 617</b>	<b>2 358 782</b>	<b>1 674 930</b>	<b>949 988</b>
<b>820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE</b>					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	51 211 650	113 654 096	43 541 375	24 343 800	20 175 128
<b>Total</b>	<b>51 211 650</b>	<b>113 654 096</b>	<b>43 541 375</b>	<b>24 343 800</b>	<b>20 175 128</b>
<b>822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE</b>					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	10 641 382	24 211 953	4 616 578	3 804 809	2 363 372
<b>Total</b>	<b>10 641 382</b>	<b>24 211 953</b>	<b>4 616 578</b>	<b>3 804 809</b>	<b>2 363 372</b>
<b>850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE</b>					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	10 434 010	7 752 828	3 960 917	2 619 195	2 526 170
<b>Total</b>	<b>10 434 010</b>	<b>7 752 828</b>	<b>3 960 917</b>	<b>2 619 195</b>	<b>2 526 170</b>
<b>860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME</b>					
04.7 Autres branches d'activité	788 116	1 095 533	590 008	81 398	124 630
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	14 966	7 483	7 208	5 698
08.2 Services culturels	1 529 546	1 353 246	732 714	652 122	264 424
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	285 000	903 319	540 544	358 290	286 078
<b>Total</b>	<b>2 602 662</b>	<b>3 367 064</b>	<b>1 870 749</b>	<b>1 099 018</b>	<b>680 829</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**  
**Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2019**

21/08/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement-----			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>1 BUDGET GENERAL</b>					
<b>990 CHARGES COMMUNES</b>					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	3 000 000	4 235 948	59 972	2 122	2 122
01.3 Services généraux	2 400 000	23 400 000	7 658 569	6 458 569	6 458 569
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	38 549 266	119 297 567	20 552 411	16 089 631	14 740 824
01.7 Opérations concernant la dette publique	300 000	140 749 566	55 073 826	54 702 973	52 088 686
02.2 Défense civile	0	1 500 000	0	0	0
03.2 Services de protection civile	11 748 377	9 651 021	0	0	0
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	59 313 951	30 375 813	3 854 592	1 660 000	1 660 000
04.5 Transports	40 128 764	40 021 172	4 000 000	4 000 000	4 000 000
04.6 Communications	0	312 505	145 863	95 863	23 966
04.9 Affaires économiques n.c.a.	20 000 000	20 000 000	1 019 689	1 019 689	1 019 689
05.1 Gestion des déchets	4 500 000	4 500 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000
06.2 Équipements collectifs	1 250 000	3 719 233	0	0	0
07.6 Santé n.c.a.	0	11 745 040	0	0	0
09.8 Enseignement n.c.a.	0	146 531	0	0	0
10.2 Vieillesse	0	28 821 278	0	0	0
10.9 Protection sociale n.c.a.	10 000 000	31 012 563	8 372 991	4 045 935	3 797 107
<b>Total</b>	<b>191 190 358</b>	<b>469 488 237</b>	<b>104 737 913</b>	<b>92 074 783</b>	<b>87 790 963</b>
<b>TOTAL</b>	<b>801 184 492</b>	<b>2 261 155 078</b>	<b>1 056 129 376</b>	<b>819 601 251</b>	<b>608 228 625</b>

**BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019**  
**Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2019**

21/08/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement-----			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>2 BUDGETS ANNEXES</b>					
<b>770 MINISTERE DES TRANSPORTS</b>					
04.7 Autres branches d'activité	2 559 938	7 703 978	4 012 919	2 554 113	2 214 761
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	67 000	33 775	14 839	14 839
09.8 Enseignement n.c.a.	0	87 000	42 500	8 080	8 080
<b>Total</b>	<b>2 559 938</b>	<b>7 857 978</b>	<b>4 089 194</b>	<b>2 577 032</b>	<b>2 237 680</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 559 938</b>	<b>7 857 978</b>	<b>4 089 194</b>	<b>2 577 032</b>	<b>2 237 680</b>

## BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

## Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2019

21/08/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	-----Crédits de paiement-----			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
<b>3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>					
<b>310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>					
01.1 Fonctionnement organes exécutifs & législatifs, affaires financières	0	64 690 692	64 690 692	39 264 416	39 264 416
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	40 000 000	40 000 000	0	0	0
<b>Total</b>	<b>40 000 000</b>	<b>104 690 692</b>	<b>64 690 692</b>	<b>39 264 416</b>	<b>39 264 416</b>
<b>400 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>					
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	2 616 620	2 616 620	0	0	0
<b>Total</b>	<b>2 616 620</b>	<b>2 616 620</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>412 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>					
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT &amp; DE LA FAMILLE</b>					
10.4 Famille et enfants	0	500 000	250 000	180 194	180 194
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>500 000</b>	<b>250 000</b>	<b>180 194</b>	<b>180 194</b>
<b>714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>					
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	846 750	1 300 000	650 027	30 000	30 000
<b>Total</b>	<b>846 750</b>	<b>1 300 000</b>	<b>650 027</b>	<b>30 000</b>	<b>30 000</b>
<b>726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE</b>					
04.3 Combustibles et énergie	133 000	685 000	244 500	172 722	124 402
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	15 000	955 000	80 000	11 686	3 442
<b>Total</b>	<b>148 000</b>	<b>1 640 000</b>	<b>324 500</b>	<b>184 408</b>	<b>127 844</b>
<b>750 MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</b>					
01.3 Services généraux	2 981 400	2 981 400	0	0	0
<b>Total</b>	<b>2 981 400</b>	<b>2 981 400</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE</b>					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	5 000 000	5 000 000	0	0	0
<b>Total</b>	<b>5 000 000</b>	<b>5 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>51 592 770</b>	<b>118 728 712</b>	<b>65 915 219</b>	<b>39 659 018</b>	<b>39 602 454</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>855 337 200</b>	<b>2 387 741 768</b>	<b>1 126 133 789</b>	<b>861 837 302</b>	<b>650 068 759</b>

**ANNEXE 5 :**

**SITUATION D'EXECUTION DU FINANCEMENT  
EXTERIEUR DU BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT  
(BSI) PAR MINISTERE AU 30 JUIN 2019.**

RECAPITULATIF DU SUIVI DU FINANCEMENT EXTERIEUR DU BSI PAR MINISTERE AU 30 JUIN 2019

(Montants en millions de FCFA)

N°	MINISTERES/ INSTITUTIONS	PREVISIONS LFI 2019			PREVISIONS PLR 2019			Etat d'exécution au deuxième trimestre			
		Prêt	Subvention	Total	Prêt	Subvention	Total	Prêt	Subvention	Total	Taux
1	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	1 342	5 737	7 079	842	5 737	6 579	68	1 925	1 993	30,29
2	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES INFRASTRUCTURES	34 892	30 248	65 140	8 492	30 247	38 739	15 212	776	15 988	41,27
3	MINISTERE DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	3 950	2 950	6 900	3 700	4 552	8 252	3 645	2 236	5 881	71,27
4	MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	0	0	0	0	954	954	0	0	0	0,00
5	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	50 330	20 694	71 024	26 530	23 327	49 857	9 844	6 383	16 227	32,55
6	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	13 313	5 103	18 416	6 313	5 103	11 416	3 531	548	4 079	35,73
7	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	0	1 193	1 193	0	1 193	1 193	0	293	293	24,56
8	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	79 440	25 283	104 723	43 390	46 583	89 973	9 202	7 722	16 924	18,81
9	MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	0	4 000	4 000	0	5 000	5 000	0	3 057	3 057	61,14
10	MINISTERE DU COMMERCE	0	900	900	0	900	900	0	0	0	0,00
11	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION	0	0	0	0	5 589	5 589	0	1 492	1 492	26,70
12	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	0	39 910	39 910	0	17 610	17 610	0	1 728	1 728	9,81
13	MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	0	50	50	0	50	50	0	26	26	52,00
<b>TOTAL LOI DE FINANCES</b>		<b>183 267</b>	<b>136 068</b>	<b>319 335</b>	<b>89 267</b>	<b>146 845</b>	<b>236 112</b>	<b>41 502</b>	<b>26 186</b>	<b>67 688</b>	<b>28,67</b>

Source : DNP, août 2019.